

UNIVERSITE DE MONTPELLIER
FACULTE de DROIT

Les Méthodes scientifiques modernes
employées à la recherche des criminels

=====

THÈSE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université
de Montpellier

pour le

DOCTORAT EN DROIT

par

Gérald DUCROS

=====

EDITIONS
NOTRE-DAME
=====

≡ NIMES ≡

1930

Les Méthodes scientifiques modernes
employées
à la recherche des criminels



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTE de DROIT

Les Méthodes scientifiques modernes
employées à la recherche des criminels

=====

THÈSE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université
de Montpellier

pour le

DOCTORAT EN DROIT

par

Gérald DUCROS

EDITIONS
NOTRE-DAME
≡ NIMES ≡

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISET, professeur d'Histoire de Droit.

ELLUL, Chargé de cours.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

MORINI-COMBY, Chargé d'un Cours.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. LÉGAL, président.

MOYE et BOSC, assesseurs.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propre à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Aujourd'hui la science et les procédés scientifiques pénètrent dans toutes les branches de l'activité humaine. Les malfaiteurs mettent également au service de leur activité malfaisante les techniques modernes. Ils ont à leur disposition des moyens de transport leur permettant de fuir rapidement et très loin après leurs méfaits.

Ils mettent également à leur service le téléphone, le télégraphe voire même la T. S. F.

Le cambrioleur moderne possède des outils souvent très compliqués lui permettant d'ouvrir n'importe quelle porte et de forcer n'importe quel coffre-fort. Le faussaire, grâce aux ressources que lui offre la chimie, peut effectuer des lavages et des surcharges très difficiles à découvrir.

Pour ne pas se laisser dépasser par « l'armée du crime », ceux qui sont chargés de défendre la société et la propriété, ont dû, à leur tour, mettre à leur service les méthodes scientifiques modernes et il s'est créé peu à peu une technique policière.

Il est très difficile de donner une définition satisfaisante de la technique policière moderne. Le Docteur Locard, dans l'introduction de son remarquable traité de criminalistique la définit ainsi : « On appelle technique policière, l'ensemble des méthodes empruntées à la biologie, à la physique, à la chimie, et, pour une part extrêmement faible, aux mathématiques (les théorèmes de la cryptographie), qui permettent d'établir la preuve indiciale du crime ».

Sans entrer immédiatement dans l'étude et la définition de la preuve indiciale nous pouvons constater que cette

définition du Docteur Locard est un peu restrictive ; car l'établissement de la preuve indiciale n'est qu'une branche (sans doute la plus importante) de la technique policière moderne. Mais, ce n'est pas l'unique but de cette technique.

Le policier fait usage des procédés modernes, non seulement dans l'établissement de la preuve indiciale, mais encore dans tous les actes de sa tâche.

Pour poursuivre les délinquants en fuite, il fera usage de transports rapides ; il utilisera le téléphone pour envoyer des signalements, la T. S. F., le bélinographe pour communiquer à grande distance les photographies d'individus recherchés.

Pour repérer facilement un individu au milieu d'une foule, il fera usage du portrait parlé. C'est donc bien dans tous les actes de sa fonction que le policier fait usage de la technique policière moderne.

Néanmoins c'est à l'étude de la preuve par indices que nous nous attacherons surtout, car, ainsi que nous l'avons déjà dit, c'est la branche la plus importante de la technique policière moderne.

Les diverses disciplines scientifiques ont un très grand rôle dans les recherches criminalistiques ; nous ne pouvons songer à les examiner toutes ; et, en particulier la toxicologie et la médecine légale.

L'étude des poisons se pratique depuis très longtemps dans les enquêtes criminelles.

Cette science a réalisé aujourd'hui des progrès considérables, et on peut déceler maintenant une quantité, si minime soit-elle, de produit toxique, quelle que soit sa nature chimique (1).

La médecine légale joue également un très grand rôle en criminalistique. Elle étudie tant le crime en lui-même (autopsie du cadavre - constatations médico-légales), que

(1) A titre de renseignement, le laboratoire de toxicologie rattaché à l'institut médico-légal, est intervenu en 1935 dans 118 affaires, en 1936 dans 135 (H. Boucher, *Détective*, avril 1938.)

le criminel, (examen mental). Mais, l'étude de la toxicologie et de la médecine légale dépassant de beaucoup le cadre d'une thèse de droit nous ne l'aborderons pas.

Pour la clarté de cette étude, nous diviserons les divers procédés scientifiques employés dans la technique policière en 3 catégories :

- A. — Les procédés qui ont pour objet de découvrir le crime et d'en identifier l'auteur d'après l'étude des traces ou des divers indices laissés sur les lieux du crime.
- B. — Les procédés policiers techniques ayant pour but de trouver rapidement un individu recherché.
- C. — Les fichiers de police.

Dans la première catégorie nous verrons les procédés policiers employés pour établir la preuve indiciale du crime ou du délit ; c'est-à-dire l'étude des empreintes, et des diverses traces et taches.

A ce sujet, nous examinerons l'importante question de la preuve par indice et nous verrons quelle en est la valeur.

Nous y étudierons également une branche un peu particulière de la technique policière moderne : l'expertise des documents écrits, car c'est dans ce domaine que sont mis en œuvre les procédés de recherche les plus perfectionnés.

Les procédés que nous rangerons dans la deuxième catégorie sont des procédés policiers modernes mais n'ayant pas pour objet l'étude du crime et de ses circonstances. Leur but est de permettre une découverte rapide du délinquant. Ils sont groupés en une discipline unique appelée portrait parlé.

Les fichiers de police que nous étudierons en un titre III se rattachent également aux deux premiers titres car ils permettent d'une part d'identifier l'auteur d'un crime, et d'autre part ils permettent également de retrouver rapidement un individu recherché.

Mais, notre étude ne se bornera pas aux recherches criminelles modernes. En effet, par suite de l'emploi des

méthodes scientifiques, devenant de plus en plus compliquées, elles exigent un personnel spécialisé. Ce personnel doit avoir reçu au préalable une instruction technique appropriée, les recherches criminelles devenant quelquefois de véritables recherches scientifiques exigent non seulement un personnel compétent, mais encore un matériel approprié.

Nous allons donc examiner, avant d'entrer dans notre sujet proprement dit, c'est-à-dire l'étude des méthodes scientifiques modernes employées par la police, en un titre préliminaire :

1° Quel est le personnel spécialisé et quelle est l'instruction technique qu'il reçoit.

2° Les ressources en matériel dont dispose la police et les moyens de liaison existant entre les différents organes policiers.

—:—:—:—:—

TITRE PRELIMINAIRE

Section I. — Personnel de police spécialisé.

Section II. — Ressources en matériel et moyens de
liaison.

SECTION I

Parmi les spécialistes qui ont, ou peuvent avoir, à remplir un rôle dans l'enquête criminelle, il y a tout d'abord des fonctionnaires de la police proprement dite pouvant appartenir soit à la préfecture de police de Paris, soit à la Secrète Nationale.

Mais, à côté de ces fonctionnaires, il y a également des experts privés qui peuvent participer à l'enquête et avoir un très grand rôle. Nous leur consacrerons trois chapitres.

Mais il ne faut pas perdre de vue que les gendarmes, ainsi que les fonctionnaires de police municipale peuvent avoir également à effectuer des enquêtes criminelles. Nous étudierons aussi leur rôle en un chapitre IV.

Enfin, dans le chapitre V nous étudierons la formation technique de ces divers auxiliaires de la justice.

—:—:—:—

CHAPITRE I

Les fonctionnaires de la Préfecture de Police (1)

La Préfecture de police est chargée d'assurer la police de Paris et du département de la Seine.

Elle est divisée en 3 sections.

1° **Section.** — Police municipale. Chargée de la circulation et de l'ordre en général, elle est composée de 14.500 hommes environ.

2° **Section.** — Direction des renseignements généraux et des jeux, composée de 400 hommes qui ont pour mission de paralyser l'activité de tous les fauteurs de trouble. (l'activité des anarchistes - découvrir les dessous politiques que peut recouvrir une grève). Elle exerce, en somme, un rôle de surveillance politique.

3° **Section.** — Service des recherches ou police judiciaire. C'est la seule qui nous intéresse ici. Elle comprend 1300 hommes, répartis en plusieurs brigades exerçant chacune son activité dans une branche déterminée.

Ces diverses brigades du service des recherches sont au nombre de sept, à savoir :

- La brigade spéciale
- » mondaine
- » des notes
- » du service des garnis
- » de la voie publique
- » volante

L'identité judiciaire.

(1) La police judiciaire française — F. D. Gierson — Nouvelle revue critique 1935.

Brigade spéciale. — Chargée de débrouiller les affaires les plus compliquées, de rechercher et d'arrêter les assassins et escrocs de poids.

Les hommes qui la composent sont des hommes d'élite ayant fait leurs preuves, ils jouissent d'une grande liberté d'action et d'une large initiative.

Elle comprend : 2 inspecteurs principaux ;
6 brigadiers-chefs ;
14 brigadiers ;
22 inspecteurs.

Brigade mondaine. — Elle est composée de :

1 inspecteur principal ;
8 brigadiers-chefs et brigadiers ;
35 inspecteurs.

Elle a pour mission de surveiller les lieux de prostitution clandestine, les « boîtes de nuit », le commerce des stupéfiants.

Cette brigade a un rôle important dans les recherches criminelles, car elle est appelée à surveiller les lieux où, très souvent, les malfaiteurs vont dépenser le produit de leurs méfaits.

Brigade des notes. — Composée de 56 inspecteurs et brigadiers ;
1 inspecteur principal.

Elle a pour mission d'aider les autorités judiciaires en effectuant sur leur demande des enquêtes au sujet d'individus qui sont l'objet de poursuites judiciaires.

Brigade du service des garnis. — Chargée de relever la liste des départs et des arrivées des voyageurs dans les hôtels.

Cela permet de suivre la trace d'un individu en confrontant le signalement donné par les hôteliers avec les divers noms qu'aura donné l'individu poursuivi.

Brigade de la voie publique. — Chargée de surveiller la rue et de surprendre les malfaiteurs en flagrant délit.

Brigade volante. — C'est la plus récente. Elle ne date que du 16 octobre 1937. Elle est chargée des interventions

rapides même contre les bandes armées. Elle surveille jour et nuit les évolutions des suspects les plus dangereux, en particulier le monde interlope des grands internationaux.

Identité judiciaire. — Comme son nom l'indique ce service est chargé de recueillir les empreintes digitales des malfaiteurs et de les identifier.

Le service de l'identité judiciaire a été créé en 1883 par Alphonse Bertillon.

Ce service n'a eu pour but, pendant longtemps, que l'identification des récidivistes à l'aide de mesures anthropométriques et de photographies.

Peu à peu, à la demande des parquets, les photographes de l'identité judiciaire se rendirent sur place pour prendre des vues du crime et relever des empreintes digitales.

C'est surtout sous l'impulsion de M. Edmond Bayle, mort tragiquement le 16 septembre 1929, que l'identité judiciaire a pris sa physionomie et son orientation actuelles.

Le service de l'identité judiciaire comprend autres les secrétaires adjoints et les employés subalternes :

- 500 inspecteurs ;
- 130 brigadiers ;
- 60 brigadiers-chefs ;
- 18 inspecteurs principaux ;
- 1 inspecteur principal chef des bureaux techniques et administratifs ;
- 1 directeur.

Ce service est divisé en 3 sections.

1° **La section anthropométrique** qui relève le signalement anthropométrique (depuis 1927 la dactyloscopie remplace l'anthropométrie) des malfaiteurs arrêtés et conserve les fiches de tous les individus condamnés ou incarcérés en France.

2° **La section des sommiers** qui centralise sur des fiches toutes les condamnations prononcées par les tribunaux français. Ces fiches sont au nombre de 7 à 8 millions.

3° **La section photographique** qui s'occupe de photo-

graphier les malfaiteurs, les lieux du crime.

Elle s'occupe des constats dans les affaires criminelles et elle est chargée de relever les indices.

L'identité judiciaire est la section « scientifique » de la préfecture de police.

Ce sont ses agents qui sont chargés, dans toutes les affaires criminelles, de procéder à la recherche des indices et de les étudier.

C'est également à l'identité judiciaire qu'est rattaché le fameux laboratoire de police technique de la préfecture de police qui est donné en exemple au monde entier.

L'identité judiciaire est, en France, le grand centre de la police scientifique : toutes les expertises compliquées lui sont confiées. C'est également à l'identité judiciaire que sont donnés la plupart des cours de police technique.



CHAPITRE II

Les fonctionnaires de la Sûreté Nationale

La Sûreté Nationale est chargée d'assurer la police de la France entière à l'exception du département de la Seine.

Elle assure la police administrative et la police judiciaire ; seule cette dernière fonction nous intéresse.

La Sûreté Nationale exerce la police judiciaire grâce à 2 organismes.

- 1° Un organisme fonctionnant dans toute la France. C'est la police mobile.
- 2° Un organisme central. C'est le contrôle général des services de police criminelle.

Police mobile. — Elle est d'ordre uniquement judiciaire. Elle fut créée en 1907 à la suite des ravages causés dans le Nord et l'Ouest de la France par des bandes de malfaiteurs que l'on n'arrivait pas à capturer, par suite du manque de coordination des divers auxiliaires de la justice. C'est pour remédier à cet état de choses que Clémenceau obtint, par le décret du 30 Décembre 1907, les crédits nécessaires à la création de 12 brigades mobiles « ayant mission de seconder l'autorité judiciaire dans la répression des crimes et délits de droit commun ». A l'heure actuelle le nombre des brigades mobiles a été porté à 15. Elles sont réparties sur l'ensemble du territoire, et ont chacune juridiction sur un certain nombre de départements.

Chaque brigade comprend un commissaire divisionnaire, trois commissaires et quinze inspecteurs environ. Chacune d'elle a compétence sur un certain nombre de départe-

tements ; et plusieurs d'entre elles ont compétence sur le ressort de plusieurs cours d'appel (2).

Les brigades mobiles sont placées sous les ordres du contrôle général de police criminelle et des parquets compétents pour chaque affaire.

Comment intervient la Police Mobile

La police mobile n'intervient que dans les affaires graves. Elle peut intervenir de 3 façons (1).

1° Sur réquisition du parquet. Le Juge d'instruction s'adresse au Procureur Général. En cas d'urgence, il peut s'adresser directement au commissaire divisionnaire, à condition d'en rendre compte immédiatement au Procureur Général.

2° Sur réquisition des particuliers qui adresseront une demande au Procureur Général. Ce dernier sera libre ou non de donner suite à une telle demande.

3° De sa propre initiative. En pratique, chaque fois qu'elle a connaissance d'une affaire importante, la brigade mobile se déplace et reçoit, sur les lieux, de la part des magistrats les réquisitions nécessaires.

Les brigades mobiles sont des organes de police moderne qui donnent de très bons résultats.

Le nombre d'arrestations pratiquées par la police mobile a été de 626 pour crimes et 4.156 pour délits en 1935, et le nombre d'individus photographiés a été, la même année de 12.226 (3).

En principe, chaque brigade de police mobile a une compétence territoriale limitée à son secteur, mais, étant donné la rapidité des transports, les délinquants peuvent

(1) P. Bouzat — Revue de science criminelle et de droit pénal comparé Avril-Juin 1937.

(2) A l'heure actuelle il est fortement question de porter le nombre des brigades mobiles à 27, une brigade par cour d'appel.

(3) A la brigade de Montpellier, le nombre d'individus photographiés et de fiches établies est d'environ 750 par an.

se réfugier sur le territoire d'une brigade voisine. Il serait fâcheux pour la répression que la brigade qui a commencé l'enquête soit obligée de l'abandonner du fait que l'individu poursuivi n'est plus sur son secteur.

La pratique a remédié à cet inconvénient.

Chaque brigade peut poursuivre les délinquants sur tout le territoire, même si ces derniers se réfugient dans la circonscription d'une brigade voisine. Les inspecteurs chargés de l'enquête, dans ce cas, se font accompagner d'un inspecteur de cette brigade lequel ne s'occupera pas de l'enquête et se contentera de signer toutes les pièces. Si les enquêteurs de la Mobile ont besoin de poursuivre leurs recherches à Paris, ils le pourront et il n'y aura pas conflit avec la Police Judiciaire. Ils pourront demander des renseignements au contrôle général de la police criminelle, au siège de la première brigade mobile (qui est à Paris) ou à la police judiciaire.

Il y a bon accord entre les deux organes de police : police mobile et police judiciaire. La police mobile pourra poursuivre ses investigations à Paris, elle sera aidée par les inspecteurs de la Police judiciaire. De même, les inspecteurs de la Police judiciaire pourront, s'ils le veulent (affaires importantes) poursuivre leur enquête en province en se faisant accompagner d'un inspecteur de la mobile qui signera toutes les pièces.

Contrôle général des services de police criminelle.

Effectif : 20 commissaires, 76 inspecteurs.

Cet organe est spécialement chargé de :

a) Centraliser les renseignements de police judiciaire intéressant l'ensemble du territoire.

b) Coordonner les recherches entreprises par les différents services de police.

c) Diriger et contrôler l'action des brigades régionales de police mobile.

d) Faire instruire certaines affaires, ayant trait plus spécialement à l'activité des malfaiteurs professionnels, par

des fonctionnaires spécialisés, ayant compétence sur toute l'étendue du territoire.

Ce service est divisé en 4 sections dont chacune est spécialisée dans une branche déterminée de l'activité criminelle, et qui sont les suivantes :

1^{re} section. Elle s'occupe :

- A. des assassinats, meurtres et agressions à main armée ;
- B. des cambriolages et des vols qualifiés ;
- C. des trafiquants de femmes et de stupéfiants ;
- D. des terroristes.

2^{me} section. Elle s'occupe :

- A. des vols d'automobiles ;
- B. des voleurs et des rats d'hôtels ;
- C. des fraudeurs envers la douane ;
- D. du trafic illicite des armes.

3^{me} section. Elle s'occupe :

- A. du faux monnayage ;
- B. des escroqueries et vols de valeurs fiduciaires ;
- C. des affaires de faux.

4^{me} section. C'est elle qui est chargée de s'occuper des malfaiteurs internationaux.

L'arrêté du 19 Décembre 1929 a institué un bureau central national chargé de la documentation concernant les malfaiteurs cosmopolites. Ce service est le seul qualifié pour correspondre avec les polices étrangères ; cela supprime l'intermédiaire diplomatique. Cette section est une sorte d'annexe du bureau international de Vienne, créé à la suite du congrès de 1923, qui décida la création, dans chaque état, d'un office central de police criminelle, annexe du bureau de Vienne. C'est la 4^{me} section qui tient également à jour et qui publie le bulletin de police criminelle que nous verrons plus loin.

Lorsqu'un crime ou un délit vient à la connaissance du contrôle général de police criminelle, l'enquête est confiée à l'une des 4 sections qui ouvre un dossier, soit individuel,

soit collectif pour les affaires importantes. Dans ce cas on établit autant de dossiers individuels qu'il y a de personnes compromises. Il est dressé également autant de fiches individuelles destinées à être classées au fichier central.

Le contrôle criminel vient en aide, par tous les moyens dont il dispose, à tous les organes de police judiciaire, et en particulier aux brigades régionales de police mobile.

Lorsqu'un crime est découvert dans Paris, c'est la Préfecture de Police qui commence l'enquête. Mais, si l'affaire a des ramifications en province, la Sûreté Nationale la prend en main ; la police judiciaire continuera ses recherches dans Paris et diverses brigades régionales de police mobile effectueront des recherches chacune dans sa circonscription territoriale. Tous les renseignements recueillis soit par la Police Judiciaire, soit par les brigades mobiles, sont transmis au « contrôle criminel » ou plus exactement à l'une des 4 sections intéressées. C'est Paris qui organise de haut les recherches, les oriente, les fait activer, et, en recoupant tous les renseignements recueillis arrive à l'arrestation des délinquants qu'elle livre au Parquet.

CHAPITRE III

Des experts

« On entend par expert, toute personne ayant des connaissances spéciales sur un sujet déterminé, apte à donner un avis autorisé sur un fait ou une chose contenu dans le domaine de sa compétence » (1).

L'article 43 du Code d'instruction criminelle autorise le magistrat instructeur à prendre un expert.

Pour conduire une enquête selon les méthodes modernes, le magistrat ne peut prétendre avoir la somme de connaissances nécessaires. Il lui faut faire appel à un expert. Pour connaître les effets des poisons administrés à la victime il faut qu'il fasse appel à un toxicologue.

A l'heure actuelle, il n'y a presque pas d'enquête criminelle sans que le magistrat ne fasse appel à un expert.

En toute logique, le choix des experts devrait être réglementé de façon très sévère et très précise, or, il n'en est rien. L'autorité judiciaire peut, en vertu de l'article 43 du code d'instruction criminelle, faire appel à qui il lui plaît pour effectuer l'expertise. Il n'y a qu'une seule restriction imposée par l'article 44 : En cas de crime, obligatoirement, les premières constatations doivent être effectuées par un médecin, lequel doit être français exercer la médecine depuis 5 ans, posséder un diplôme de médecine légale et être inscrit sur une liste arrêtée chaque année par le Président du tribunal civil après avis de la Cour d'appel.

(1) Garraud — De la preuve par indices — Paris 1913.

Pour les expertises autres que les expertises médico-légales, le magistrat a toute liberté dans le choix de l'expert, qui doit simplement prêter serment de donner son avis en son honneur et conscience.

La loi n'a pas prévu un diplôme spécial pour les experts (les médecins exceptés) consacrant leurs connaissances spéciales. Cette mesure serait pourtant de toute utilité. Il existe un diplôme d'expert chimiste (loi du 8 juin 1913) exige pour constater les fraudes alimentaires. Il serait normal qu'en matière criminelle on prenne également des précautions en exigeant un diplôme des experts.

Il est à souhaiter qu'une réglementation très sévère soit établie en cette matière car un expert non compétent peut, par maladresse, compromettre irrémédiablement une enquête et jeter un discrédit sur les méthodes modernes de recherche. Le fait d'exercer une profession ne suffit pas à établir que l'on est bon expert en la matière.

En matière de fraudes alimentaires en vertu de la loi du 8 juin 1913, des listes d'experts sont établies (analogues à celles, dressées pour les médecins).

À Paris, l'usage a devancé la loi, on a dressé des listes d'experts criminels mais ce n'est qu'un usage, et il serait à souhaiter qu'une telle mesure reçoive une consécration légale et se généralise amplement (1).

Si la loi n'exige pas, en matière criminelle, des garanties quant aux connaissances de l'expert, elle ne fixe presque aucune règle quant à l'expertise.

Le nombre des experts est, en principe, limité à un ou deux. Un troisième expert ne doit être appelé qu'en cas de désaccord ; mais, il n'y a, en matière criminelle,

(1) Garraud — op. cit — p. 326. Un décret-loi-Laval du 8 Août 1935 rend légal l'établissement de ces listes d'experts : en effet « la cour d'appel peut fixer relativement au recrutement et à la désignation des experts, toutes règles qu'elle juge utile à la bonne administration de la justice ».

À notre connaissance ce décret n'a pas reçu une application aussi large qu'il le méritait.

aucune organisation de procédure de contre-expertise et de tierce expertise pour régler les cas de conflits entre experts. En matière de fraudes alimentaires, au contraire, le système de la contre-expertise et tierce-expertise fonctionne normalement.

Cette question soulève le problème suivant :

Doit-on, en matière criminelle, adopter le système de l'expert unique ou de la pluralité d'experts ?

En faveur de la première solution on fait valoir qu'une expertise tire sa valeur de la qualité de l'expert nommé ; l'avis d'un bon expert valant mieux que celui de deux mauvais. Cet argument se réfute facilement. Si l'on trouve un bon expert on peut également en trouver plusieurs.

Lorsqu'il y a plusieurs experts, les risques d'erreurs diminuent. Ils peuvent se contrôler mutuellement, soit en travaillant ensemble, soit qu'ils effectuent leurs travaux séparément dans l'établissement d'un rapport commun (1).

Il semble donc que le système de la pluralité d'experts offre plus de garanties ; mais, pratiquement, en matière criminelle il s'élève un grand obstacle :

Si, en matière de fraude alimentaire (mouillage de lait par exemple) il est facile de confier l'expertise à plusieurs experts qui prélèveront chacun un échantillon relativement important du lait à étudier, il n'en va souvent pas de même en matière criminelle où il s'agit quelquefois d'analyser une tache de sang. Il ne peut être question, dans ce cas, d'effectuer des prélèvements pour faire une contre-expertise ou une tierce expertise.

Souvent, en matière criminelle, on ne peut faire effectuer les expertises que par un expert unique. Il faut une grande prudence dans le choix de cet expert. Car, très souvent, on ne peut effectuer une contre-expertise les échantillons à étudier étant souvent infimes.

Pour remédier aux inconvénients présentés par l'adoption, souvent forcée, d'un seul expert, il faudrait dans **tous les cas** faire effectuer les expertises criminelles par

(1) Garraud — op. cit. — p. 135.

un laboratoire de police criminelle. En procédant ainsi on ne serait pas obligé de prélever plusieurs échantillons et on aurait encore les avantages et les garanties que présentent les expertises effectuées par plusieurs experts, car, le chimiste qui étudiera dans un laboratoire de police une tache de sang par exemple, sera secondé par des assistants. Il ne travaillera pas seul, il sera conseillé peut-être. Le chimiste et ses aides pourront discuter pour savoir quel est le meilleur procédé technique à employer pour effectuer l'analyse. Il y aura ainsi un contrôle et le résultat de ses travaux présentera toutes garanties comme s'ils avaient été effectués par plusieurs experts.

Mais, si l'expertise effectuée par le laboratoire de police offre de très fortes garanties, on ne peut, malheureusement, rendre, à l'heure actuelle, un tel système d'expertise obligatoire légalement à raison du nombre trop faible de ces établissements.

Il faudrait que leur nombre soit considérablement augmenté.

CHAPITRE IV

Rôle des gendarmes et des fonctionnaires de police municipaux

Les gendarmes ainsi que les fonctionnaires de police municipaux peuvent avoir à effectuer des enquêtes criminelles. Ils ne sont pas des spécialistes de l'enquête criminelle moderne.

En présence d'un crime, les gendarmes doivent immédiatement prévenir la brigade mobile. Malheureusement ils essayent, la plupart du temps de débrouiller l'affaire eux-même par point d'honneur ; et, la police mobile n'a connaissance du crime que par les journaux.

Lorsqu'elle se porte sur les lieux il est trop tard ; les gendarmes ont abimé tous les indices et aucune recherche scientifique ne peut être effectuée utilement.

Une telle situation est très facheuse, elle entrave beaucoup les recherches de la justice.

Il est inadmissible que le règlement qui prévoit qu'en cas de crime la gendarmerie doit aviser immédiatement la police mobile ne soit pas appliqué à la lettre. Les fonctionnaires de la police mobile ni les gendarmes n'étant payés à la tâche, ils n'ont aucune raison de se jalouser, ils travaillent dans un même but : la répression du crime.

Pour que ces frictions ne se produisent pas il faudrait, selon l'avis de M. P. Bouzat (1) ne confier aux gendarmes que des affaires insignifiantes et ne leur laisser aucun rôle

(1) Revue de science criminelle et de droit pénal comparé. Avril-Juin 1937,

dans les affaires criminelles qui resteraient de la compétence absolue de la police mobile.

Les conflits regrettables qui existent souvent entre la gendarmerie et les brigades mobiles se produisent très souvent entre les mêmes brigades et les polices municipales ; très souvent également les indices sont abimés car les spécialistes de la police mobile sont appelés trop tard.

Cependant, de nombreuses polices municipales collaborent étroitement avec la police mobile pour le plus grand bien de la répression, et sont capables de conduire les recherches criminelles selon les règles de la technique policière, car les agents qui les composent ont reçu l'instruction nécessaire et sont de véritables spécialistes.

Cela nous amène à parler dans un nouveau chapitre de l'instruction technique donnée au personnel de police spécialisé dans les recherches criminelles.

CHAPITRE V

Formation technique du personnel de la police spécialisé dans les enquêtes criminelles

Pour effectuer une enquête selon les principes de la technique policière moderne, il est indispensable que tous ceux qui jouent un rôle dans l'enquête aient des connaissances criminalistiques étendues.

Nous allons, dans ce chapitre, voir quelle est la formation technique qui est donnée à chaque catégorie de fonctionnaires de police.

Nous adopterons le plan d'étude des chapitres précédents en examinant :

- 1° La formation technique donnée aux fonctionnaires de la préfecture de Police.
- 2° La formation technique donnée aux fonctionnaires de la Sûreté Nationale.
- 3° La formation technique des gendarmes et des fonctionnaires de police municipaux.
- 4° La formation technique des experts.

1° Formation technique des fonctionnaires de la Préfecture de Police

Tous les fonctionnaires de la Préfecture de Police de Paris suivent obligatoirement des cours qui leur donnent une instruction professionnelle satisfaisante.

Depuis 1912, il existe à Paris un cours de police technique que M. Lépine avait créé spécialement pour les agents des brigades criminelles.

Plus récemment, M. Langeron, a créé à la Préfecture de police l'Ecole technique de la police judiciaire inaugurée le 30 novembre 1937. Cette école, est placée sous le contrôle de M. Meyer, directeur de la Police judiciaire et de M. Jacques Simon, directeur des renseignements généraux. Les leçons et les conférences sont données par un groupe de professeurs et d'instructeurs parmi lesquels M. Sannié, chef du service de l'identité judiciaire, et M. Guérin, son collaborateur.

L'enseignement donné dans cette école forme un cycle complet d'études policières. Il est ouvert aux inspecteurs ainsi qu'aux secrétaires stagiaires des commissariats de police et aux fonctionnaires préparant les fonctions de commissaire de police. Après ces cours d'une durée de trois mois environ, les jeunes inspecteurs sont astreints à un stage dans les diverses brigades de la police parisienne. Ils sont ensuite incorporés dans le service susceptible d'utiliser le mieux leurs aptitudes. Un brevet de police technique est délivré à la fin des études, et est exigé pour la titularisation des inspecteurs.

Tous les fonctionnaires de la Préfecture de Police reçoivent donc une instruction professionnelle satisfaisante.

En plus des cours obligatoires, les inspecteurs de l'identité judiciaire, en particulier, suivent des conférences, faites par leurs chefs de service ; qui ont pour but d'augmenter leurs connaissances techniques.

2° Formation technique des fonctionnaires de la Sûreté Nationale

Le personnel de la Sûreté Nationale possède sans aucun doute des compétences. Les fonctionnaires de la police mobile suivent obligatoirement 2 cours d'instruction technique qui leur sont donnés à Paris. Un cours d'une durée d'un mois fait à l'identité judiciaire par le Professeur Sannié sur le portrait parlé, et un cours de médecine légale de même durée, fait par le Professeur Balthazard à l'Institut médico-légal. En dehors de ces 2 cours obligatoires, il

existe également à la Sûreté Nationale des cours sur d'autres matières de la technique policière : étude des empreintes, photométrie etc... (1)

3° Formation technique des fonctionnaires de police municipaux et des gendarmes

Les commissaires de police municipaux ont, en général, une connaissance suffisante de la criminalistique. Les commissaires de police doivent, d'après le décret du 22 Mars 1926, suivre des cours, organisés spécialement pour eux à la Sûreté Nationale. Ces cours portent sur la criminologie, la criminalistique, l'anthropométrie, le portrait parlé, la dactyloscopie, la médecine légale, et un certain nombre d'épreuves pratiques. En fin de cours ils subissent un concours. De même les officiers de gendarmerie suivent à l'école d'application de Versailles des conférences faites à l'identité judiciaire et à l'école de médecine sur les mêmes matières (2).

Mais si les connaissances techniques des commissaires de police et des officiers de gendarmerie sont suffisantes, il n'en va pas de même pour le personnel subalterne.

Les inspecteurs de police municipaux sont très souvent nommés sans concours et sans aucune vérification préalable de leurs connaissances.

Cependant certaines villes, en général les villes à police d'état, obligent leurs inspecteurs à suivre des cours de police scientifique à la Sûreté Nationale.

Cette mesure devrait être obligatoire pour tous les inspecteurs de police mais, pour cela, il faudrait que le nombre d'instituts de police scientifique soit développé.

Les gendarmes, doivent connaître la technique de l'identification par le portrait parlé et savoir relever les indices ;

(1) P. Bouzat. Revue de science criminelle et de droit pénal comparé. Avril-Juin 1937.

(2) De la preuve scientifique dans l'instruction criminelle préalable — Capitaine Vigouroux, Montpellier 1931.

mais, en pratique, leurs connaissances sont nettement insuffisantes.

Ils ne suivent aucun cours organisé, mais seulement des conférences faites par leurs gradés et ils ne savent pas conduire une enquête scientifiquement.

Les instituts de police scientifique et les cours de criminalistique sont en nombre très insuffisant.

En France, la création d'une école professionnelle de la police s'impose ; école analogue aux institutions qui existent dans d'autres pays.

En Suisse, il existe l'institut de police scientifique de Lausanne qui a pour but de délivrer des diplômes d'étude de police scientifique.

En Belgique, l'école de criminologie de Bruxelles.

A Rome, et dans presque tous les pays neufs de l'Amérique du Sud, qui dans ce domaine, peuvent servir d'exemple.

Il faut cependant mentionner que dans certaines facultés de France une place est faite à la criminalistique. En particulier à Paris, il existe un institut de criminologie placé sous le contrôle des facultés de droit et de médecine.

4° Formation technique des experts

Ces cours de police technique devraient être très nombreux, et être suivi obligatoirement par les experts ; car, nous avons vu plus haut, qu'aucunes capacités n'étaient requises pour être expert (sauf pour les médecins).

On devrait exiger d'eux un diplôme, car il ne suffit pas pour être expert de bien connaître un métier, il faut, en plus des connaissances techniques, acquérir une discipline spéciale.

Il faut apprendre le métier d'expert, et apprendre à l'expert de quelle façon il doit présenter son témoignage devant le jury.

L'expert doit pratiquer ses recherches sans idée préconçue, il n'a pas à prouver la culpabilité, mais à contrôler des faits. En poursuivant ses recherches avec une idée préconçue il pourrait négliger de pratiquer certaines expériences favorables à l'inculpé.

Plus encore qu'un témoin ordinaire, il doit déposer à la barre sans se soucier des conséquences que peuvent avoir ses dires. Il doit déposer en toute objectivité. Par exemple si on lui a demandé de procéder à une analyse de poussières, il se bornera à déclarer si les poussières sont ou non semblables et ne pas conclure à la présence de l'inculpé en un lieu déterminé. La conclusion appartient au jury et non à lui. Le témoin scientifique doit présenter les faits d'une façon rendant évidente cette conclusion.

Il serait en quelque sorte nécessaire de faire l'éducation, si l'on peut dire, de l'expert. Education en ce sens que l'expert ne doit jamais perdre de vue qu'« une cour de justice n'est ni un laboratoire ni une salle de conférence ! » (1) et doit donc s'exprimer d'une façon courte, nette, précise, et le plus simplement possible de façon à être bien compris de tous et particulièrement des jurés. Il doit, d'autre part, être en garde contre l'habileté des avocats qui chercheront par des questions insidieuses à lui faire exprimer des réserves quant à la valeur des preuves qu'il apporte. Il est le plus souvent bien difficile de répondre aux questions des avocats sans préparation préalable. Si l'expert ne peut répondre d'emblée, s'il hésite, malgré lui, il risque d'induire la cour en erreur et, bien que sa déposition soit très intéressante et très sincère influencer défavorablement le jury, parce qu'il ne paraît pas sûr de son fait. Il importe donc que l'expert étudie, avant de déposer devant le tribunal, les questions susceptibles de lui être posées de façon à y répondre sans l'ombre d'une hésitation.

Il devrait exister des cours spéciaux, où, en plus des procédés scientifiques, on apprendrait également le « métier d'expert ». Ces cours seraient également suivis avec fruits par les magistrats, qui, ainsi pourraient apprécier sciemment la valeur des preuves scientifiques qui leur sont apportées.

(1) La police scientifique: H. Rhodes, p. 218.

Il est, en effet, très regrettable que ceux devant lesquels sont présentées les preuves scientifiques, qui ont à les juger, à en apprécier la valeur, n'aient reçu préalablement aucune instruction criminologique.

Etant donné la place de plus en plus grande donnée aux investigations et à la preuve scientifique par indices, il est indispensable que les magistrats, comme les policiers reçoivent l'instruction technique nécessaire, et que l'on ne voit plus un magistrat demander à un expert : « Si le sang analysé était celui d'une femme de 23 ans » (1).

—:—:—:—

(1) De la preuve scientifique dans l'instruction criminelle préalable — Capitaine Vigouroux, Montpellier 1931.

SECTION II

Ressources en matériel et moyens de liaison

Pour procéder aux investigations policières selon les méthodes scientifiques modernes il est indispensable que les enquêteurs aient un matériel approprié. Pour les recherches élémentaires (relevé d'empreintes digitales, de traces de pas) un matériel très simple suffit. Au contraire, les recherches compliquées ne peuvent être effectuées que dans des laboratoires spécialisés : laboratoires de police.

Il existe, en France trois laboratoires des police technique à Paris, Lyon, Marseille.

I. Le laboratoire de la préfecture de police

C'est la police parisienne qui possède, en France, le laboratoire de police le plus perfectionné et le plus complet. Ses méthodes sont données en exemple au monde entier.

Il est situé dans les combles du palais de justice de Paris, local indigne de sa valeur. Il est à souhaiter que les savants chercheurs qui y travaillent aient bientôt un local plus digne de leur mérite.

Le laboratoire de la police judiciaire est divisé, et c'est du reste une division logique qui se retrouve dans tous les laboratoires de police ; en trois sections. (1)

Première section. — Elle s'occupe des recherches biologiques. Elle possède un matériel très perfectionné lui

(1) Locard - Les laboratoires de police et instruction criminelle — Lyon 1913.

permettant de pratiquer les analyses de sang, de tissus, de sperme, de cheveux les plus délicates.

Elle est dotée de puissants microscopes et de lampes à rayons ultra-violet.

Deuxième section. — Elle s'occupe des analyses chimiques, des recherches de poisons, des analyses de poussières etc...

Le matériel est celui d'un laboratoire de chimie de premier ordre.

Cette section s'occupe également des analyses d'encre très importantes pour l'expertise des documents écrits.

Troisième section. — C'est la section photographique. C'est elle qui identifie les empreintes digitales grâce à de puissants agrandissements.

Elle possède également des appareils spéciaux pour étudier les armes et les projectiles, appareils dont nous aurons l'occasion de parler au cours de cette étude.

La section photographique de la police judiciaire est peut-être celle qui est dotée du matériel le plus perfectionné ; car la photographie et la microphotographie ont un très grand rôle dans les recherches policières.

L'appareil photographique permet tout d'abord d'apercevoir certains détails invisibles à l'œil nu (grattage d'écrits-relevé d'empreintes digitales dans la poussière etc...)

La photographie permet également la conservation des indices et leur étude ultérieure. Elle permet également d'apporter les preuves scientifiques à la barre des tribunaux et de les présenter d'une façon claire.

Le laboratoire de la police judiciaire pratique de très nombreuses expertises tant pour les différents services de la police parisienne que pour la Sûreté Nationale qui ne possède pas de laboratoire et pour les brigades mobiles qui envoient très souvent au laboratoire de la police judiciaire des pièces à conviction sur lesquelles il faut procéder à des études très délicates et qu'elles ne peuvent faire elles-mêmes.

II. Laboratoires de police technique de Lyon et Marseille

Ces deux villes possèdent chacune un laboratoire de police technique de premier ordre. Nous pouvons les examiner tous deux ensemble car leur organisation est similaire.

Le laboratoire de Lyon est dirigé par le Dr Locard, universellement connu, et celui de Marseille par le Dr Bérout, ancien aide du Dr Locard. Il n'est donc pas étonnant que l'organisation et les méthodes de ces deux établissements soient similaires.

Ces deux laboratoires, au point de vue administratif, relèvent de l'autorité préfectorale. Le budget est supporté par l'état et, en partie, par les municipalités.

Ils sont indépendants et ne relèvent en rien de l'identité judiciaire.

Le laboratoire de police de Lyon bénéficie d'une mesure administrative (1) datant de 1910, d'après laquelle les postes de police, lorsqu'ils sont avisés d'un crime, doivent téléphoner immédiatement au laboratoire et empêcher que rien ne soit touché avant l'arrivée des experts. Cela permet aux enquêteurs de travailler dans de très bonnes conditions car ils n'ont pas à étudier des indices touchés par tout le monde au préalable.

Une mesure identique a été prise à Vienne. Une circulaire du juge d'instruction aux officiers de police judiciaire et commandants de brigade de gendarmerie, en date du 20 mai 1923 :

« Toutes les fois qu'à l'occasion d'un crime vous constaterez l'existence de traces de nature à éclaircir l'instruction, vous voudrez bien aviser télégraphiquement soit le parquet, soit le juge d'instruction pour que le directeur du laboratoire de police de Lyon puisse, le cas échéant,

(1) Locard—Les laboratoires de police et instruction criminelle — p. 7.

se transporter sur les lieux et procéder à toutes constatations utiles » (1).

Ces deux laboratoires, et en particulier celui de Lyon, possèdent un matériel leur permettant de pratiquer les expertises les plus compliquées et les plus délicates.

Ils possèdent également, annexés à leurs laboratoires, un musée de criminologie où sont rassemblés diverses pièces à conviction d'affaires célèbres, diverses armes etc... Tous objets pouvant servir utilement à l'instruction des jeunes inspecteurs en leur montrant les procédés et les instruments employés par les malfaiteurs.

Les résultats donnés par ces deux laboratoires sont excellents.

Voici quelques chiffres concernant le laboratoire de Marseille :

En 1930, soit moins de 3 ans après sa création, ce laboratoire est intervenu 277 fois pour prélever des empreintes digitales, ce qui a permis l'identification de 79 individus ayant fourni de faux états-civils ; et de 11 décédés inconnus.

Il a procédé à 6 analyses d'explosifs, 32 recherches de sang humain, 26 identifications d'armes et de projectiles, a identifié 57 auteurs de lettres anonymes et faussaires et a procédé à 53 analyses de taches (2).

Durant la même année, le laboratoire de Lyon est intervenu 739 fois.

Ce chiffre seul suffit à fixer les idées et à démontrer la très grande activité de ce laboratoire (3).

(1) Garraud — La preuve par indices dans le procès pénal. Lyon 1913. p. 333.

(2) Claps. Les indices dans le procès pénal. Lyon 1931. p. 208.

(3) D'après les renseignements que nous avons pu nous procurer personnellement, le laboratoire de Lyon est intervenu, en 1935 dans 800 affaires, en 1937 ce chiffre a été accru

Le laboratoire de Marseille est intervenu en 1935 dans 350 affaires et, en 1937 dans presque 400.

Pour effectuer les expertises criminelles, le laboratoire de police technique est obligé de saisir les pièces à conviction afin de les étudier. Or, en vertu de quel texte le directeur du laboratoire peut-il ordonner la saisie des pièces ?

Tout d'abord, le directeur n'est pas officier de police judiciaire et ne peut procéder à une saisie en cette qualité. Il est placé sous les ordres du préfet. On pourrait de ce fait supposer qu'il agit en vertu d'une délégation de ce dernier ; mais le préfet n'a pas les pouvoirs d'un juge d'instruction.

Il se trouve que les saisies opérées par le directeur du laboratoire sont illégales. Cette situation est très délicate, car l'inculpé pourra discuter et prétendre que les pièces ayant été illégalement saisies ne sont pas celles examinées par le laboratoire ; qu'il y a eu substitution.

Pour obvier à ces graves inconvénients, la pratique a imaginé les deux procédés suivants :

Après que les agents du laboratoire ont saisi les pièces à étudier, le commissaire de police ou un officier de gendarmerie établit un procès-verbal de saisie, ou, le commissaire mentionne dans son procès-verbal que telle personne (parent ou domestique) a remis telle pièce à un agent du laboratoire.

Malgré ces deux procédés ingénieux, il n'en reste pas moins vrai que la saisie faite par le laboratoire est illégale.

Il faudrait remédier à cet état de choses par une mesure légale appropriée. Il ne faut pas que la procédure pénale reste dans l'ignorance des moyens d'investigations modernes de la police.

On peut, tout d'abord, donner la qualité d'officier de police judiciaire au directeur du laboratoire ; de cette façon la question de saisies par lui effectuées ne soulève plus de difficultés juridiques.

On peut encore obliger les agents du laboratoire à se faire toujours accompagner par un officier de police judiciaire pour procéder aux saisies.

Le premier procédé semble de beaucoup préférable

n'obligeant pas les agents à se faire accompagner chaque fois d'un officier de police judiciaire.

En France, le nombre des laboratoires de police technique est par trop insuffisant.

Ils sont, par contre-coup, surchargés de travail et ne peuvent, de ce fait, procéder aux expertises avec toute la rapidité voulue. Il faudrait développer leur nombre.

M. Claps estime qu'il devrait y avoir 1 laboratoire par brigade régionale de police mobile. De cette façon il pourrait y avoir une bonne répartition du travail, et l'on pourrait, dans toutes les affaires, faire un large emploi des méthodes scientifiques policières ; ce qui est loin d'être le cas actuellement. Un laboratoire de police, dit M. Claps, doit être placé sous les ordres du ministère de la justice et non de l'intérieur, afin de lui assurer une indépendance aussi complète que possible. Il doit comprendre 1 directeur, nommé à raison de ses connaissances juridiques et scientifiques. A côté du directeur, il y aura un certain nombre d'experts et de préparateurs. Ces derniers chargés des missions à l'extérieur ; chacun d'eux sera spécialisé dans une certaine catégorie de recherches.

Mais, comme les connaissances des hommes du laboratoire ne sont pas universelles, il sera tenu à jour des listes d'hommes de métier, que l'on pourra avoir sous la main pour solliciter leurs avis : mécaniciens, armuriers etc.

Au point de vue matériel et appareillage, voici, toujours d'après M. Claps, ce que tout laboratoire de police doit posséder : (1)

« 1^o **Matériel.** — Un certain nombre de placards-fichiers (classement technique, mono-dactylique, décadactylique et phonétique).

Un fichier pour les infractions impunies (indications de toutes les traces relevées sur les lieux.)

Des fichiers où sont groupés les renseignements sur les procès criminels par type d'infractions.

(1) Claps - - Les indices dans le procès pénal, Lyon 1931. p. 205.

2° **Appareillage.** — Des microscopes mono et binoculaires, microspectroscope, spectroscope, lampe à rayons ultra-violet, banc à microphotographie, appareils d'agrandissements, appareil pour mesurer la conductibilité électrique des solutions, appareils de prise de vues, de projection. Nécessaire pour relever les empreintes digitales. Un laboratoire de chimie et de photographie. »

On voit que l'installation d'un laboratoire est très coûteuse. Mais, si l'on considère les services énormes qu'ils peuvent rendre, et l'aide qu'ils peuvent apporter dans la répression du crime, on ne doit pas hésiter à en développer le nombre quelques grands que puissent être les sacrifices budgétaires.

Les investigations scientifiques policières sont effectuées par les laboratoires de police technique.

Les recherches simples et ne nécessitant pas un matériel important, peuvent être faites par le personnel de la Sûreté Nationale ou même par les inspecteurs de police municipaux.

La Sûreté Nationale ne possède pas de laboratoire et cela est assez regrettable ; car, pour procéder aux expertises délicates, elle est obligée de faire appel aux services de la préfecture de police, ce qui ne va pas sans occasionner une perte de temps toujours regrettable en matière de recherches criminelles.

Pour les recherches simples, les inspecteurs de la Sûreté Nationale les pratiquent eux-mêmes.

Ils possèdent le matériel nécessaire pour étudier les empreintes digitales, matériel peu coûteux, quelques poudres et une loupe suffisent.

Ils ont également à leur disposition des lampes de Wood à rayons ultra-violet ainsi que le matériel photographique nécessaire pour relever les traces et les étudier sous de forts agrandissements.

La situation des brigades mobiles est semblable, pas de laboratoire. Elles ne font pas les expertises délicates. Le parquet intéressé transmet au doyen des juges d'instruction de la Seine une commission rogatoire aux fins de

requérir officiellement le directeur du service de l'identité judiciaire de procéder à toutes investigations en vue de l'examen des pièces contenues dans l'envoi.

Les objets sont adressés dans des valises bertillonniennes au procureur de la République à Paris.

Les brigades mobiles possèdent le matériel nécessaire pour relever les empreintes digitales, pour effectuer les mensurations anthropométriques, et un matériel photographique. Ce dernier, malheureusement, n'est, souvent, pas très moderne.

A Montpellier, il existe, au siège de la brigade mobile un laboratoire de photographie ; mais, pour tout matériel il comporte, (en plus de cuvettes, produits chimiques etc.), un appareil photographique format 13 18 datant de 1910 et pesant, avec son pied, environ 6 kgs et un appareil de reproduction fabriqué par les soins d'un inspecteur avec un vieil appareil photographique, un objectif de projection acheté d'occasion et comportant comme projecteur un vieux phare modèle de l'armée.

Or, il existe, dans le commerce, des appareils photographiques légers et perfectionnés (modèle « Léica ») et des appareils de reproduction et d'agrandissement qui permettraient d'effectuer le travail plus rapidement et dans de bien meilleures conditions.

Aujourd'hui, on tend cependant de plus en plus à doter les brigades mobiles de moyens plus modernes. Certaines possèdent des lampes à rayons ultra-violets. Six ont des appareils émetteurs et récepteurs de T. S. F., la plus grande partie des autres ont des postes-récepteurs. Ces postes divers permettent à la Sûreté Nationale de donner très rapidement des ordres et de diffuser des signalements.

Mais s'il y a une rénovation du matériel mis à la disposition des brigades mobiles elle est, malheureusement très lente pour raisons d'ordre budgétaire.

Les divers services de police municipaux ne possèdent pas de laboratoire ; l'instruction technique des fonctionnaires subalternes étant, en général, médiocre.

Cependant, certaines villes organisent des services anthropométriques et photographiques ; en particulier des villes à police d'état comme Toulon, La Seyne et Nice (1), grâce aux inspecteurs qu'elles obligent à suivre des cours à Paris.

Les gendarmes doivent, en principe, savoir relever et étudier les indices ; mais, ils n'ont à leur disposition aucun matériel. C'est une raison de plus pour les obliger à prévenir immédiatement la police mobile qui possède le matériel nécessaire pour relever les indices.

Moyens de liaison existant entre les différents services de police

Entre les différents organes de police il doit exister une liaison constante pour coordonner tous les efforts et arriver rapidement au but.

C'est pourquoi des bulletins ont été créés.

D'autre part pour que les renseignements soient communiqués dans le minimum de temps il faut que la police dispose de moyens de transmission modernes.

A. Bulletins de liaison

Nous ne parlerons pas dans ce chapitre, des organes de liaison entre les polices des divers pays, nous resterons sur le plan strictement national.

Il existe, en France, 2 organismes principaux qui assurent la liaison entre les divers services de la police. Cette liaison est assurée par des bulletins (2).

(1) Nîmes possède cependant à la Sûreté un laboratoire de photographie possédant un matériel plus perfectionné et plus moderne que celui de la brigade mobile de Montpellier.

Il est doté, en particulier d'un appareil Leica et d'un appareil d'agrandissement et de reproduction.

(2) Les renseignements suivants nous ont été obligeamment communiqués par le contrôle général des services de police criminelle.

1° Les Bulletins publiés sous les auspices de la direction générale de la Sûreté Nationale.

Ces bulletins sont au nombre de 7.

a) Le bulletin de police criminelle qui est publié toutes les semaines par la 4^{me} section du contrôle général des services de police criminelle. Il relate les mandats de justice, les extraits de jugements par défauts ou contradictoires, les demandes de recherches à la requête des juges d'instruction (en vue de fournir des témoignages). Il publie également (avec la photographie si possible) le signalement des malfaiteurs recherchés, ainsi que la liste des pièces, titres, valeurs, bijoux perdus ou volés.

A côté du bulletin de police criminelle il existe 6 bulletins mensuels :

- b) Le bulletin de recherches dans l'intérêt des familles ;
- c) Le bulletin de recherches des interdits de séjour ;
- d) Le bulletin de recherches des évadés du bagne recherchés ;
- e) Le bulletin de recherches des étrangers recherchés ou refoulés ;
- f) Le bulletin des étrangers expulsés ;
- g) Le bulletin des étrangers débiteurs envers le trésor.

Ces divers bulletins sont expédiés régulièrement aux préfets, sous-préfets, commissaires de police, brigades régionales de police mobile, aux parquets, aux directeurs de prisons, aux brigades de gendarmerie pour porter à leur connaissance les ordres ou mesures de police et de justice.

A côté de ces 7 bulletins périodiques il existe des circulaires qui sont publiées soit quand les faits relatés n'entrent pas dans l'une des 7 catégories précédentes, soit lorsque, vu l'urgence, on ne peut attendre le tirage du prochain bulletin intéressé.

Il y a 1° des circulaires de diffusion générale concernant les individus à surveiller spécialement dans l'intérêt de la sécurité publique.

2° des circulaires diffusant des renseignements en matière de stupéfiants ou de traite des blanches.

3° des circulaires destinées à porter à la connaissance des autorités intéressées le signalement des automobiles volées.

4° des circulaires signalant les interdits de jeux, aux services spéciaux intéressés.

Lorsque l'urgence est très grande, les circulaires prennent la forme de télégrammes circulaires ou de radio-télégrammes destinés soit aux brigades régionales de police mobile, soit aux postes frontières et aux ports.

II° La « diffusion » de la gendarmerie. Au centre de chaque légion de gendarmerie tous les renseignements de police criminelle sont recueillis ; renseignements puisés principalement dans le bulletin de police criminelle. Ils sont ensuite classés sur un fichier alphabétique d'après le nom. Ces renseignements sont envoyés aux diverses brigades sur un bulletin spécial appelé « diffusion ».

Une brigade reçoit une « diffusion », elle relève les noms qui y sont inscrits, et, pour chacun d'eux, établit une fiche indiquant simplement le nom, la date de naissance, et le domicile, ainsi que le numéro de référence de la « diffusion ».

Lorsqu'un parquet, par exemple, veut un renseignement, la brigade de gendarmerie peut le fournir très rapidement en consultant son fichier et en se rapportant au numéro de la diffusion » ; s'il lui faut des renseignements complémentaires signalement etc...) elle s'adresse à la légion qui les trouvera dans son fichier.

Ce système qui est instauré depuis peu dans la gendarmerie donne de très bons résultats, car, tout en étant très simple, il permet de porter très rapidement à la connaissance des diverses brigades tous les renseignements de police criminelle.

B. Moyens de transmission

A l'heure actuelle, les malfaiteurs se déplacent avec une grande rapidité ; il importe donc que la police conduise aussi ses enquêtes avec le maximum de rapidité.

Tous les organes de police, jusqu'aux brigades de gen-

darmerie ont à leur disposition des moyens de transports rapides (automobiles, bons de transports gratuits etc...)

Ils sont également tous dotés du téléphone. Certaines brigades de police mobile ainsi que nous l'avons vu, possèdent la T. S. F.

Malheureusement, les postes en service sont d'un modèle ancien et ne donnent pas de très bons résultats. Il y a un gros progrès à faire de ce côté là.

Ont aussi la T. S. F., la plupart des postes frontières. Il importe, en effet, lorsqu'un malfaiteur est en fuite de communiquer aussitôt son signalement aux postes frontières.

Pour le communiquer par T. S. F. ou télégramme on fait usage du portrait parlé.

Il serait de la plus grande utilité de communiquer rapidement la description des empreintes digitales. Si un individu est arrêté dans une ville pour un crime commis dans une autre, il nie être l'individu recherché. Avant de procéder à un transfert, il faut comparer les empreintes de l'individu recherché avec celles de l'individu arrêté. D'où, utilité de télégraphier la description des empreintes.

Pour télégraphier, il y a deux sortes d'opérations possibles :

La première consiste à transmettre par le télégraphe l'image même de l'empreinte c'est la téléphotographie.

La deuxième consiste à rédiger une description à la fois complète et concise de l'empreinte et de télégraphier ou de téléphoner cette formule (1).

Dans le premier ordre d'idée le procédé le plus perfectionné est le bélinographe, qui réalise la transmission de l'image même de l'empreinte avec une grande netteté par télégraphe et même par T. S. F. Mais, cette méthode n'est pas encore rentrée dans la pratique courante policière ; sans doute par raison budgétaire car les installations bélinographiques coûtent très cher.

(1) Locard — traité criminalistique — page 455.

Dans le second ordre d'idée, il existe 7 codes principaux pour décrire les empreintes digitales, mais, aucun d'eux n'est entré en application en France. Ces codes sont d'un emploi délicat, et nécessitent un personnel très instruit. Il faut surtout songer à les appliquer sur le plan international. Ils peuvent servir pour communiquer aux polices étrangères les empreintes digitales d'individus recherchés.

—:—:—:—

TITRE I

Procédés ayant pour but de découvrir le crime et d'identifier son auteur d'après l'étude des traces et des divers indices laissés sur les lieux.

A titre d'introduction nous disons quelques mots de la valeur de la preuve par indices.

Valeur de la preuve par indices

Il existe, en matière criminelle, 3 preuves principales :

L'aveu ;

La preuve par témoins ;

La preuve indiciale.

L'aveu, a été considéré pendant longtemps comme la reine des preuves. Une fois l'aveu obtenu, le juge pouvait prononcer sa condamnation en toute liberté de conscience ; aussi, pour obtenir cet aveu, tous les moyens étaient bons et c'est par la question préalable que l'aveu était obtenu.

Lorsque l'adoucissement des mœurs rendit cette pratique intolérable ; « ce que l'on demandait à l'aveu, on l'attendait du témoignage » (1) et, pendant tout le XIX^e siècle la justice pénale s'en tint au témoignage.

Les études scientifiques démontrèrent la fragilité du témoignage et même de l'aveu. Le témoignage est « un fait vu à travers un tempérament » (2), il s'en suit une grande instabilité de ce mode de preuve.

Pour se rendre compte de ceci, il n'y a qu'à interroger plusieurs personnes ayant assisté à un fait rapide dans la rue, à un accident d'auto par exemple, on constatera que beaucoup de témoignages sont variables.

« Walter Lipmann raconte un incident qui survint au Congrès de psychologie de Gottingen. Tandis que le Congrès tenait son assemblée, un Paysan entra soudain dans la salle poursuivi par un Nègre. Le Nègre l'attrapa, sauta sur lui et le mit à terre il s'ensuivit une lutte qui finit par un coup de pistolet, après quoi, le Paysan se leva, bondit hors de la salle toujours pourchassé par le Nègre ; l'incident avait duré 20 secondes.

Le Président demanda à chacun des membres présents d'écrire un rapport sur ce sujet et d'établir exactement ce qui s'était passé.

L'affaire avait été soigneusement préparé dans le but d'éprouver la valeur des dépositions des témoins oculaires.

(1) Rhodes — La police scientifique, page 208.

(2) Locard — La police et les méthodes scientifiques.

La scène avait été photographiée et répétée à l'avance.

Il y eut 40 comptes rendus dont 6 seulement étaient approximativement exacts. — 24 contenaient des erreurs grossières sur les faits matériels, 10 étaient incorrects dans tous les détails essentiels.

Le témoignage comme l'aveu, peuvent subir des altérations pathologiques.

Il existe certaines formes de folies qui poussent un individu à s'accuser de crimes imaginaires, et même quelquefois de crimes qui ont été réellement commis.

Le témoignage est souvent altéré par l'hystérie.

Un exemple frappant de ce fait peut être pris dans l'assassinat du Procureur Fualdès, grave affaire qui se déroula à Rodez en 1.817 et qui souleva pendant longtemps l'opinion publique dans toute la France. Dans cette affaire, dans les détails de laquelle il serait trop long d'entrer, on fit condamner l'inculpé sur le témoignage d'une femme Manson qui prétendait avoir vu le crime et même avoir été surprise par les criminels qui ne lui laissèrent la vie sauve qu'après lui avoir fait jurer de ne rien dire, une main posée sur le cadavre. Or il a été démontré par la suite que cette femme n'avait pas assisté à l'assassinat. Cette femme était hystérique, c'est ce qui explique son faux témoignage ; car, comme l'a dit M. Léon Creissels : « L'hystérie n'est pas comme on le croit communément une exaspération toujours insatisfaite du sens génésique. L'hystérique peut sans doute être un passionné, la sensualité n'est pas nécessairement une des caractéristiques de cette névrose. Elle se manifeste par un besoin impérieux de se mettre en évidence, de faire parler de soi, surtout de jouer un rôle dans une affaire sensationnelle. » (1)

Ici le témoin croyait de bonne foi avoir assisté à un crime qui se serait déroulé ainsi que le voulait les racontars de bonne femme.

Les garanties de vérité que n'avaient fourni ni l'aveu ni le témoignage, on les a cherchées dans l'indice.

(1) Léon Creissels, La justice enchaînée.

La preuve par indice a pour base des faits, des phénomènes. Elle présente un caractère objectif.

La preuve par indice consiste à recueillir et à interpréter toutes les circonstances de faits qui, par rapport au délit peuvent conduire à la découverte de la vérité (1).

Les indices par eux-mêmes sont muets mais l'expert interviendra pour les faire parler. Il emploiera des méthodes scientifiques.

La preuve par indice sera donc une preuve essentiellement scientifique.

En étudiant les indices, les diverses traces que le criminel aura laissé obligatoirement sur son passage, l'expert pourra, d'une part identifier le coupable, et, également, reconstituer le crime (déceler une pluralité d'auteurs, le nombre de complices, l'auteur principal etc.) et cela, sans aucun témoin.

Quelle est la valeur de cette preuve par indice ?

Elle présente sur l'aveu et le témoignage un caractère d'objectivité.

Elle ne subit en aucune façon l'influence d'un « tempérament ». On peut cependant, objecter que l'intervention de l'expert est nécessaire dans l'administration de la preuve indiciale et qu'il est à craindre que son influence personnelle comme pour un témoin, déforme le résultat de ses constatations.

Il n'en sera rien ; car, l'expert diffère du témoin, notamment sur deux points.

L'expert, en premier lieu, n'est pas désigné par le hasard des circonstances.

Il est choisi pour ses qualités personnelles et ses connaissances spéciales. En outre, il ne fait qu'appliquer des règles fixes, souvent mathématiques ; et consigner leurs résultats.

Il examine, il dose, il compte, il calcule, il observe par habitude et ce résultat qu'il obtient ne peut subir que

(1) P. Garraud. La preuve par indices dans le procès pénal. Lyon 1913.

dans une infime mesure son influence personnelle (1).

Les preuves indiciales ont une grande impartialité ; un témoin peut être suspect ; des taches de sang que l'analyse révèle être du sang de la victime ne trompent pas ; un témoin peut déclarer avoir vu l'accusé en un lieu, un autre pourra déclarer l'avoir vu en tel autre à la même heure. Qui croire ?

La preuve indiciale présente plus de garantie, de vérité que la preuve directe. Avec celle-ci on peut envoyer un inculpé à l'échafaud sur un témoignage alors que la science démontre aujourd'hui la fragilité de ce dernier. Au contraire, des faits indirects étudiés scientifiquement forment souvent un faisceau de preuves beaucoup plus solides qu'un témoignage ; si l'on trouve sur l'inculpé des taches de sang que l'analyse révèle être celui de la victime ; si l'on trouve sur ses vêtements de la poussière de même nature que celle de la chambre du crime ; si l'on trouve des empreintes digitales de l'inculpé sur l'arme du crime ; une analyse des poussières recueillies sur le vêtement, sous les ongles de l'inculpé, peut prouver de façon indubitable que l'accusé est allé en un lieu déterminé. Dans ces conditions et même s'il n'y a aucun témoin et sans aveu de l'accusé on pourra condamner cet individu sans risque d'erreur.

On prétendra que si l'aveu et le témoignage pouvaient être altérés par le mensonge, la preuve indiciale pouvait être altérée par le « mensonge réel ». Les indices peuvent être fabriqués de telle façon que les soupçons se porteront sur une personne innocente. Ils peuvent être perturbés par une personne innocente qui, ayant peur de voir tomber sur elle les soupçons altère l'apparence des choses de façon à détruire les indices.

« Certaines maladies mentales et certaines tares physiologiques amènent à la fois des falsifications de preuves

(1) Vigouroux. De la preuve scientifique dans l'instruction criminelle préalable. Montpellier 1931.

réelles (indiciales) et des faux témoignages. C'est, notamment un des effets fréquents de l'hystérie. » (1)

Mais le « mensonge réel » ne sera une source d'erreur judiciaire que si les constatations ont été mal faites.

Au contraire, si les experts ont recueillis les indices et les ont étudiés avec tout les soins voulus, le « mensonge réel » apparaîtra alors que le faux témoignage ne se découvrira quelques fois pas, malgré toute l'habileté déployée par le magistrat dans son interrogatoire.

Pour administrer la preuve indiciale, il faut, tout d'abord, rechercher les indices et ensuite les étudier.

—:—:—:—

(1) P. Garraud, op. cit. page 290.

CHAPITRE I

Recherche des indices

Les indices que le policier peut avoir à étudier peuvent être des empreintes et des traces, des objets laissés par l'auteur (armes, vêtements, poils, outils), des taches.

L'administration de la preuve indicielle implique tout d'abord la recherche de ces indices, ensuite un examen approfondi.

La recherche des indices doit être très méthodique et pour décrire cette opération, nous nous inspirerons de l'ordre mentionné dans le formulaire de l'identité judiciaire.

Le formulaire de l'identité judiciaire divise les opérations en cinq parties :

- A. Opérations préliminaires ;
- B. Examen du cadavre ;
- C. » du lieu du crime ;
- D. » des lieux voisins ;
- E. » des personnes.

A. Opérations préliminaires

On note les causes ayant pu modifier l'état des lieux. Tout d'abord on examine avant d'entrer ce qu'il peut y avoir d'intéressant sur la serrure. Le policier photographie ensuite l'ensemble de la pièce du crime, (relève le plan) le cadavre, note l'état-civil de la victime, sa profession, ses fréquentations, ses habitudes. Il examine le cadavre, en particulier il note le désordre de ses vêtements, les taches. Si possible il effectue un prélèvement de ces dernières. Egalement il cherche à recueillir tous les corps étrangers tels que boutons, rubans, ficelles dont la présence peut être anormale et fournir de précieuses indications.

B. Examen du cadavre

Le formulaire prescrit ensuite de procéder à une étude approfondie du corps et de déterminer les causes apparentes de la mort qui a pu être causée, soit par blessure, par strangulation et asphyxie, soit par brûlure.

Dans chaque cas on notera la nature de l'objet qui a produit les coups. En cas de strangulation, on en établira la nature (manuelle ou par lien). En cas de brûlure on examinera le rôle des appareils de chauffage et d'éclairage.

Dans tous les cas il faut procéder à une recherche du sperme en examinant le pubis, les cuisses et en effectuant des prélèvements de poils.

C. Examen du lieu du crime

Le formulaire prescrit de décrire l'aspect général, de noter l'odeur, le désordre. De décrire et de noter les particularités concernant :

- 1° les accès (portes et fenêtres) ;
- 2° le mobilier (lit, armoire, poêle) ;
- 3° le linge ;
- 4° les tâches et les traces ;
- 5° les eaux de toilette.

D. Examen des lieux voisins

Les opérations décrites par le formulaire sont exactement les mêmes que celles concernant l'examen du lieu du crime.

E. Examen des personnes

Le formulaire prescrit au policier de prendre les empreintes digitales et de chaussures, des voisins ou de toute personne ayant pu se trouver sur les lieux du crime ; le tout afin de permettre la comparaison méthodique avec les indices relevés dans les opérations qui précèdent.

Après avoir observé les lieux du crime et recueilli les divers indices qui peuvent s'y trouver le policier doit ensuite les étudier.

Ces indices à étudier peuvent être de diverses sortes, c'est ce que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

Etudes des divers indices

Les indices que le policier peut avoir à étudier peuvent être :

- A. des empreintes papillaires :
 - a) empreintes digitales ;
 - b) » palmaires ;
 - c) » plantaires.
- B. des traces :
 - a) de pas ;
 - b) de chaussures ;
 - c) de véhicules ;
 - d) de traînage.
- C. des objets ou substances laissés par l'auteur :
 - a) vêtements ;
 - b) poils ;
 - c) vestiges laissés par les armes ;
 - d) taches et poussières ;
 - e) sang ;
 - f) sperme.
- D. des documents écrits.

A. EMPREINTES PAPILLAIRES

On appelle empreintes papillaires les dessins, extrêmement variables de forme qui se trouvent sur certaines parties de la peau (faces palmaires et plantaires, organes génitaux) formés par des crêtes plus ou moins parallèles.

Les empreintes papillaires n'ont pas une égale importance en criminalistique.

Les plus importantes et sur lesquelles nous nous étendons le plus longuement sont les empreintes digitales.

a) **Empreintes digitales (1)**

Sous cette importante rubrique nous allons étudier l'histoire des empreintes digitales, leurs caractéristiques, leur relevé, leur utilisation, leur valeur probante.

Nous terminerons en examinant deux procédés techniques d'étude des empreintes digitales :

l'expertise poroscopique ;

la radiographie digitale.

Historique des empreintes digitales (2)

L'étude des dessins préhistoriques montre que l'homme de cette époque, dans un but sans doute religieux, dessinait des représentations de mains sur les murs des cavernes, pour cela il trempait sa main dans du charbon de bois, de l'eau rougie et l'appliquait contre le mur, cela nous montre que l'homme primitif avait l'attention attirée par les formes manuelles et leurs dessins papillaires.

L'homme primitif n'avait pas seulement une connaissance superficielle de la dactyloscopie, mais au contraire très précise. En effet en 1832, dans une île du Morbihan, à Gavr-Inis, on découvrit, gravés sur des Menhirs, des signes que pendant longtemps on ne put comprendre jusqu'à ce qu'en 1920 Stockis les identifia à des dessins digitaux ; il s'agissait d'une reproduction presque complète des divers types de dessins papillaires.

Il semble que si durant la période préhistorique les empreintes digitales ont été étudiées et ont joué un rôle leur étude en sera négligée jusqu'au XIX^e siècle sauf en Extrême-Orient. Au Japon et en Chine pour signer les actes importants, pour divorcer par exemple, on imprimait

(1) En général nous réservons le nom d'empreinte aux empreintes papillaires, c'est à dire aux empreintes digitales, palmaires et plantaires.

(2) Locard. Traite criminalistique. Introduction.

au bas de l'acte une empreinte de son pouce. Au Cambodge et au Siam pour authentifier un contrat, on appose le pouce sur un sceau de laque molle.

Mais toutes ces empreintes ressemblent plutôt à des taches qu'à de véritables dessins papillaires, c'est que leurs auteurs en apposant leur pouce au bas d'un acte ne cherchaient pas à laisser un dessin net pouvant servir à une identification postérieure ainsi que l'ont affirmé certains auteurs, mais à incorporer à l'acte quelque chose de leur personnalité.

C'est le Tchèque Purkinje (1787-1869) que l'on s'accorde à reconnaître comme le fondateur de la science dactyloscopique moderne. Il fut le premier en effet à écrire un ouvrage sur la classification et la description des dessins digitaux ; mais cet ouvrage fut écrit sans se soucier des conséquences criminalistiques que l'on peut tirer de l'examen des empreintes digitales. Ce n'est que plus tard grâce aux recherches de Hershell que la Science dactyloscopique s'orienta dans une autre direction : celle de l'identification par les empreintes digitales.

Hershell était Administrateur d'un district de Bengale en 1858 ; pour authentifier les actes écrits en langue indigène, il se servait des empreintes digitales rénovant l'ancienne coutume en usage en Extrême-Orient. Un très grand nombre de ces empreintes ayant été recueillies, en les examinant avec soin Hershell aboutit à la conclusion qu'elles pouvaient servir de moyen d'identification ; en 1877 il demanda l'autorisation d'appliquer aux prisonniers cette méthode qu'il appliquait aux contrats.

Mais même à cette époque il semble que la grosse importance de cette découverte n'a pas été reconnue, cela provient sans doute de ce que Hershell jusqu'en 1880 n'avait rien publié.

Le 28 Octobre 1880, le Médecin Henri Faulds, attaché à l'Hôpital de Tokio, publia un article qui allait attirer sur la question des empreintes digitales l'attention universelle.

A la suite de travaux effectués sur des empreintes digitales relevées sur des Poteries Japonaises préhistoriques,

il en était arrivé à la conclusion que l'on pouvait identifier un criminel par ses empreintes digitales (il avait lui-même employé la preuve dactyloscopique dans 2 affaires criminelles).

Peu de temps après cette publication Faulds et Hershell entrèrent en collaboration, ce qui amena un développement rapide de la science de l'identification au moyen des empreintes digitales.

Un des chercheurs qui fit le plus avancer la dactyloscopie fut Sir Francis Galton. Ayant à sa disposition les travaux d'Hershell et de Faulds, il les développa et en fit un système qui lui permit de mettre au point une méthode permettant la recherche d'une empreinte dans une large collection. A la suite de ces travaux on ajouta les empreintes digitales aux fiches d'identification anthropométrique bertillonniennes. Il ne fit pas lui-même un classement utilisable et propre à être substitué à l'anthropométrie, mais ce fut grâce à son influence que le Gouvernement Anglais donna droit de cité à la dactyloscopie. Ce fut Sir Henri qui continuant l'œuvre de Galton imagina pour les fiches dactyloscopiques un classement propre et indépendant de l'anthropométrie et qui allait supplanter le classement bertillonien (1).

Il faut signaler maintenant l'œuvre très importante accomplie en République Argentine par Jean Vucetich. Chargé en 1891 d'établir un service d'identité, il eut connaissance des travaux de Galton, et à côté du système anthropométrique de Bertillon il établit des fiches dactyloscopiques, il classa selon une méthode propre qui devait se répandre dans l'Amérique du Sud et dans de nombreux états européens.

La dactyloscopie en se répandant comme système d'identification se heurta au système en vigueur alors universellement ; le système de Bertillon. Ce dernier pendant longtemps se montra adversaire du système nouveau ;

(1) Voir titre III au sujet du classement anthropométrique.

mais il fut obligé devant l'évidente supériorité du nouveau procédé d'adjoindre les empreintes digitales à sa fiche anthropométrique, il imagina une classification dactyloscopique qui sans être imitée de celle de Vucetich, lui ressemblait étrangement.

Il convient de remarquer que le système d'identification par les empreintes digitales est supérieur à tous les autres car non seulement il permet l'identification des récidivistes, mais il permet aussi de découvrir les criminels par les traces qu'ils laissent, traces qui d'après la technique moderne, sont devenues de véritables signatures. Un troisième avantage du système est que la « preuve dactyloscopique » se suffit elle-même, qu'elle est plus péremptoire que tout témoignage ou tout aveu ainsi que nous le verrons plus loin.

Caractéristiques des empreintes digitales

Les dessins papillaires sont constitués par des sillons formés par des soulèvements de l'épiderme qui proviennent eux-mêmes des renflements des papilles situées à l'intérieur du derme, c'est ce qui explique qu'en cas de brûlure légère ou de traumatisme affectant l'épiderme, les papilles situées dans la profondeur du derme, restent intactes et que le dessin papillaire ne se transforme pas lorsque l'épiderme se reconstitue.

L'avantage de l'emploi en criminologie des empreintes papillaires est double, car elles présentent deux caractères :

- 1° Elles sont variables d'un individu à l'autre.
- 2° Elles ne changent jamais pour le même individu.

1° Elles sont variables d'un individu à l'autre. — C'est de cette propriété que découle une grande valeur de la technique dactyloscopique en criminologie ; en effet les calculs du Docteur Baltazard montrent que pour trouver deux coïncidences, il faut examiner 16 empreintes :

Pour trouver :

- 3 coïncidences, il faut examiner 64 empreintes ;
- 12 coïncidences, il faut examiner 16.777.216 empreintes ;
- 17 coïncidences, il faut examiner 17.179.869.184 empreintes.

Il en résulte que si on trouve un fragment d'empreinte présentant 12 points de repère, on peut identifier l'individu avec une chance d'erreur contre 16.777.216 d'avoir raison. (Il ne serait pas utile d'aller plus loin pour montrer l'écrasante supériorité de la preuve par indices sur tout autre mode de preuves).

On peut simplement noter certains cas spéciaux ainsi que l'a fait Bertillon : Le cas des empreintes digitales de frères et sœurs jumeaux provenant du même œuf (superfécondation) qui présentent des dessins digitaux qui d'une manière générale se ressemblent, mais cette ressemblance n'est pas absolue, il faut simplement faire porter les recherches sur un plus grand nombre de points de repère que s'il s'agit des empreintes de 2 personnes étrangères.

2° Elles ne changent jamais pour le même individu.

— En effet les crêtes papillaires ont leurs dessins définitivement fixés vers le sixième mois de la vie intra-utérine. Des études histologiques ont montré que si au troisième mois le fœtus a les doigts lisses à partir du centième jour les dessins commencent à se former pour être complètement terminés vers le sixième mois, à partir de ce moment, ils sont invariables et demeurent discernables jusqu'à complète putréfaction du cadavre. Durant toute la vie de l'individu l'empreinte digitale demeure constante, non seulement dans son ensemble général (cest-à-dire que l'empreinte ne change pas de « type ») mais jusque dans les moindres détails et si l'on prend l'empreinte aux divers âges de l'individu, on y retrouvera toujours les mêmes points de « repère ». Comme l'écrivait Henri Varigny. « Tandis que les dimensions générales du corps, tandis que la couleur de la peau et des cheveux, l'expression, les traits, les gestes, l'écriture et la couleur de l'œil changent avec l'âge, seule les empreintes digitales, demeurent constantes et identiques elles-mêmes ».

Les dessins digitaux sont inaltérables, nous avons vu plus haut que si une brûlure ou un traumatisme léger

atteint l'épiderme ; après guérison, le dessin se reforme, identique à ce qu'il était auparavant.

Le professeur Léonidio Ribiéro Directeur du service de l'identité de Rio de Janeiro a particulièrement étudié les questions se rapportant à la pathologie des empreintes digitales. Il a constaté que souvent des individus atteints de la lèpre, même sans lésions apparentes aux doigts, ont des dessins papillaires tout à fait illisibles. D'autres maladies, les radiodermes, les eczémas et la sclérodermie sont capables d'effacer les dessins papillaires ; mais après guérison ils se reproduisent identiques à ce qu'ils étaient avant la maladie.

Monsieur Ribeiro s'est demandé si l'on ne pouvait pas déformer ou détruire artificiellement les dessins papillaires en provoquant à la longue une radiodermite par l'application répétée de petites doses de rayons X ou de radium.

Il conclut que si une radiodermite peut altérer les dessins et même les détruire, elle ne peut les modifier et après guérison ils se reforment toujours identiques à eux-mêmes (1).

Certains récidivistes croient échapper à la preuve dactyloscopique en se brûlant profondément certains doigts, cela n'empêche pas l'identification car celle-ci est possible avec un seul doigt, (ainsi que nous le verrons plus loin). Elle sera simplement plus longue. D'autres récidivistes croyant échapper à l'identification (le cas est assez fréquent) se frottent les doigts sur une surface assez rugueuse pendant un certain temps, la peau devenant complètement lisse, il est impossible sur le moment de prendre des empreintes, mais au bout de quelques heures d'attente, l'opération sera faisable, les dessins digitaux ayant pris rapidement leurs formes originaires.

Relevé des empreintes digitales

Dans presque toutes les affaires criminelles, on trouve un très grand nombre d'empreintes digitales, toutes plus

(1) Extrait de la « police Parisienne » Octobre 1937.

ou moins utilisables, ce n'est que rarement que le criminel arrive à ne pas en laisser. Nous allons donc tout d'abord voir par quels procédés, le criminel arrive à ne pas laisser d'empreintes digitales, et la valeur de ceux-ci.

Le procédé le plus simple employé par les malfaiteurs pour parer au danger que représente pour eux le fait de laisser des empreintes digitales, est le port des gants ; mais contrairement à ce que l'on peut croire il n'est pas très employé. A Lyon en 1923 sur 4.700 constats, il y avait seulement 50 cas où l'on relevait des traces de gants au lieu d'empreintes digitales. Des expériences de Stockis, ont montré en 1912, que l'on peut prendre des empreintes digitales malgré le port des gants, les gouttelettes sudorales les traversant facilement. Le gant ne constitue aucune gêne à l'identification lorsque l'extrémité en est usagé, comme cela se produit dans la plupart des cas, car le gant est une gêne pour le malfaiteur qui le porte, étant obligé le plus souvent d'opérer dans l'obscurité et il a besoin de suppléer la vue par le toucher ; pendant un cambriolage, le malfaiteur fait subir souvent une rude épreuve à ses gants ; meubles transportés, fenêtres ou portes à forcer, et comme l'écrit le Professeur Locard : « Le vol commence avec des gants, et finit avec des mitaines ».

Le procédé le plus efficace pour se défendre contre les empreintes digitales est l'effacement des crêtes papillaires, on arrive à ce résultat en se frottant les doigts sur une surface rugueuse, ainsi que nous l'avons vu plus haut, les doigts étant parfaitement lisses pendant un certain temps, le malfaiteur est sûr de ne pas laisser d'empreintes, mais si ce procédé est quelque fois employé par les récidivistes qui ne veulent pas laisser prendre leurs empreintes de « comparaison » il l'est très peu par les malfaiteurs qui ne veulent pas laisser d'empreintes sur le terrain.

On voit donc par l'examen de ces deux procédés que leur valeur est très faible et que le plus souvent le criminel sera obligé de laisser ses empreintes digitales.

On peut trouver deux sortes d'empreintes, les em-

preintes visibles et les invisibles. Les premières se forment par l'application du doigt imprégné d'une substance colorante (sang, crasse) sur une surface quelconque. Ces empreintes sont rarement utilisables car les crêtes papillaires sont en général peu discernables, sauf s'il s'agit d'une empreinte à l'encre. Les empreintes invisibles, plus exactement latentes, sont des empreintes difficilement visibles en lumière directe. Chaque fois que le doigt touche une surface lisse, une empreinte invisible se forme, cela se produit si l'on touche une vitre, une bouteille, du bois poli ou vernis, une arme, du papier et en général toutes les surfaces suffisamment lisses. Sur du bois rugueux l'empreinte ne se formera pas, de même sur les vêtements, sur la peau. Pour rechercher les empreintes digitales invisibles, l'expert saisira tous les objets lisses que le malfaiteur a pu toucher. Il convient de noter tout d'abord que pour la recherche des empreintes digitales l'expert a besoin d'agir seul, personne ne doit rien toucher sur les lieux du crime avant qu'il ait opéré, car on peut détruire irrémédiablement des indices précieux en n'agissant pas ainsi.

Les empreintes latentes se voyant mieux en éclairage rasant, l'expert fera l'obscurité dans la pièce et avec une lampe électrique projettera un rayon lumineux rasant sur les divers meubles. Il notera les endroits où il aperçoit des empreintes, pour les révéler postérieurement. Il ne se contentera pas de rechercher des empreintes sur les meubles, mais aussi dessous car il peut arriver que le cambrioleur ait changé les meubles de place et dans l'opération ait fortement appliqué ses doigts sur les bords de la partie inférieure. Les objets porteurs d'empreintes devront être manipulés avec beaucoup de précaution. On doit les tenir en n'appliquant les doigts qu'aux endroits où on est sûr que le cambrioleur n'a pas laissé d'empreintes ; une vitre sera saisie par les bords tranchants, une bouteille en introduisant un doigt dans le goulot. Tous ces objets seront transportés au laboratoire dans des valises spéciales où ils seront protégés contre tout choc et tout frottement. Pour les objets qui ne peuvent être transportés au Labo-

ratoire, l'empreinte sera révélée sur place et photographiée. Pour faire apparaître les empreintes latentes, il suffit de les saupoudrer avec un réactif approprié en tenant compte du support et de l'ancienneté de l'empreinte. Comme il serait trop long d'énumérer les réactifs employés dans chaque cas, citons simplement la céruse employée lorsque le support est sombre et l'antimoine employé dans le cas contraire ; on se sert en principe de poudres métalliques à poids atomiques élevés comme l'oxyde puce de plomb, le sulfure de mercure, le minium, l'iode qui est surtout employé pour révéler les empreintes latentes sur le papier. Il faut remarquer que chaque laboratoire et même chaque expert a ses produits et ses réactifs préférés qu'il emploie dans chaque cas à l'exclusion de tout autre. Pour photographier l'empreinte qui se trouvera sur un meuble ne pouvant être transporté au laboratoire : par exemple : un coffre-fort, on fera usage d'un éclairage oblique qui fera ressortir les ombres et augmentera les contrastes. Lorsque la photographie des empreintes sur le terrain présente trop de difficultés, l'expert pour les relever peut user d'une autre technique, il emploie le procédé du transfert qui consiste à apposer contre l'empreinte (révélée ou non) une substance capable d'emporter la matière de l'empreinte sans aucune déformation. Il s'agit en somme d'emporter un décalque de l'empreinte, pour cela on se sert d'un papier gélatiné ou de celluloïd gélatineux.

Pour les empreintes laissées dans la poussière, on n'aura pas intérêt à les révéler à l'aide d'une poudre quelconque car souvent le seul fait de saupoudrer l'empreinte causera une altération de cette dernière, on aura un bien meilleur résultat en la photographiant à la lumière oblique. Il y a une certaine catégorie d'empreintes, dont nous n'avons pas encore parlé qui nécessite pour leur étude une technique tout à fait spéciale. Ce sont les empreintes dites moulées, c'est-à-dire, les empreintes que le cambrioleur aura pu laisser dans une substance plastique comme le mastic, la bougie, elles offrent la particularité de présenter l'empreinte des crêtes papillaires ; c'est à dire que les

parties en relief sur le doigt se trouvent en creux sur l'empreinte, il y a un renversement, pour avoir l'empreinte exacte et l'étudier il faut auparavant prendre un moulage en plâtre fin de l'empreinte dite « moulée ».

Une deuxième difficulté qu'offrent ces empreintes est leur concavité qui rend la prise photographique peu aisée, les bords proéminents projetant des ombres sur les lignes papillaires intérieures.

L'expert après avoir saisi les empreintes se trouvant sur le terrain, devra prendre les empreintes digitales des personnes se trouvant sur les lieux ; agents, reporters, etc..., enfin de toutes les personnes qui ont pu toucher aux pièces à conviction avant son arrivée, cela lui permettra d'éliminer directement et sans plus d'études un certain nombre d'empreintes s'il les trouve sur les pièces saisies, Dans le même but, il devra prendre aussi les empreintes digitales du cadavre s'il s'agit d'une affaire de meurtre.

Pour prendre les empreintes digitales d'un cadavre, on peut employer la méthode ordinaire, si le cadavre est frais, si ce n'est pas le cas et que le substratum sous-cutané soit détruit, on peut prendre l'empreinte après avoir reconstituer ce substratum au moyen d'une injection sous-cutanée de glycérine ou de parafine. Lorsqu'il s'agit d'un noyé ayant séjourné un certain temps dans l'eau, il faut enlever l'extrémité des doigts et la laisser macérer dans le formol, avant de prendre l'empreinte. Enfin si les crêtes papillaires ont presque complètement disparues on peut obtenir une identification en les photographiant en lumière oblique.

Utilisation des empreintes digitales

Une fois l'empreinte digitale relevée sur les lieux du crime, transportée au laboratoire et photographiée, on peut maintenant l'utiliser ; plusieurs cas peuvent se présenter dans cette utilisation :

- 1° On a des indications sur le coupable.
- 2° On veut contrôler un aveu.
- 3° On veut déjouer la simulation.

4° On veut contrôler une indication.

5° On veut répartir les responsabilités entre les co-auteurs.

6° On a pas d'autres indications que l'empreinte digitale trouvée.

1° On a des indications sur la personnalité du coupable.

On peut avoir sur le criminel des indications qui auront pu être fournies par un témoin ou par dénonciation anonyme, ou bien on inculpe un individu en raison de l'adage : « IS-FECIT QUI PRODEST ».

Dans ce cas, il faut prendre les empreintes de l'individu inculqué, cela nous amène à parler de la prise des empreintes de comparaison. Pour réaliser cette opération on fait appuyer à la personne dont on veut prendre les empreintes, les doigts l'un après l'autre sur un tampon d'encre d'imprimerie, ensuite on prend l'empreinte de chaque doigt en le faisant rouler de gauche à droite sur la feuille de papier. Pour prendre une empreinte correcte, il importe d'éviter la faute qui consiste à faire rouler le doigt de gauche à droite et ensuite de droite à gauche. On obtient ainsi des empreintes brouillées qui sont complètement inutilisables. C'est ce qui se produit pour toutes les empreintes que l'on fait apposer aux soldats sur leur livret médical. Dans certaines garnisons, j'ai observé des empreintes digitales qui sont prises en appliquant l'extrémité du doigt sur le tampon encreur et en faisant appuyer le doigt presque verticalement ; de cette façon on obtient une fraction d'empreinte « posée » plus exactement des taches inutilisables.

Un autre point sur lequel il faut faire attention en prenant les empreintes de comparaison est le suivant : le sujet auquel on prend les empreintes peut dans le but de déjouer la police donner deux fois de suite le même doigt ; lorsqu'on transmettra la fiche en formule dactyloscopique celle-ci sera fausse. C'est pour déjouer cette fraude qu'à côté des empreintes roulées une à une, on ajoutera sur la fiche une empreinte de tous les doigts (sauf le pouce) posés simultanément sur la fiche. Il convient

de remarquer que si l'opération qui consiste à prendre les empreintes digitales est très simple, elle nécessite tout de même une certaine habitude, ainsi que le témoigne l'affaire suivante rapportée par Henri T. F. Rhodes :

« Une femme qui avait déposé de l'argent dans une banque, avait apposé au lieu de sa signature l'empreinte de son pouce gauche sur l'un des documents exigés, cela pour une raison non élucidée. Quelques années plus tard, elle désira retirer les fonds déposés et se présenta à cet effet à la banque. Elle fut priée de fournir une nouvelle empreinte de son pouce gauche, que l'employé alla comparer à la première. Après un moment il revint l'informer que les deux empreintes ne concordant pas le paiement demandé ne pouvait être effectué. Malgré les protestations de sa cliente, la banque ne céda pas et à la suite de cette contestation les deux empreintes furent envoyées au Laboratoire de la Police de Lyon où le Docteur Locard les examina (1).

Ces empreintes qui appartenaient toutes les deux au type verticelle furent photographiées et agrandies. Le mystère fut éclairci lorsque les deux plaques photographiques furent superposées. Les deux épreuves représentaient la même empreinte, mais l'une était positive et l'autre négative. Cette différence provenait de la manière dont les empreintes avaient été prises. L'employé de banque qui n'avait pas l'habitude de ce genre d'opération avait appliqué trop d'encre sur le doigt avant de le presser sur le papier, il avait enlevé l'excédent au moyen d'un linge, mais au lieu de réduire la quantité d'encre, il l'avait ainsi enfoncée dans les sillons et n'en avait pas laissé sur les crêtes. Lorsque le pouce fut pressé sur le papier, celles-ci parurent donc blanches tandis que les sillons remplis d'encre laissèrent une trace. Il en résulta une empreinte négative. L'autre spécimen qui avait été pris correctement était positif comme il devait l'être ».

(1) Rhodes. La Science et les recherches criminelles p. 94.

Il peut arriver que l'on ait à prendre les empreintes d'une personne suspecte sans éveiller sa défiance. Pour ce faire, il faut faire usage de certains pièges : faire saisir à la personne une bouteille ou lui faire examiner une photographie placée dans un sous-verre ; on n'aura ensuite qu'à relever les empreintes latentes laissées sur le verre.

Une fois que l'on possède les empreintes de comparaison, il faut les comparer avec celles trouvées sur les lieux du crime. Pour cela on travaillera non sur les originaux mais uniquement sur des agrandissements photographiques ou des projections et l'on recherchera les points caractéristiques. On repèrera sur chaque empreinte (celle laissée sur le terrain et l'empreinte de comparaison) les naissances et les arrêts des lignes, les fourches, les crochets, les ilots et les distances séparant ces divers points. Ce repérage ne devra se faire qu'avec une précision rigoureuse et l'identité pourra être considérée comme certaine, lorsqu'on aura pu repérer, de part et d'autre, douze points caractéristiques correspondants.

2° On veut contrôler un aveu. — Il peut arriver qu'une personne fasse des aveux, pour sauver le vrai coupable, ou embrouillant les recherches de la police ou bien il peut arriver qu'un individu fasse des aveux uniquement pour se mettre en vedette, par folie.

Ici les empreintes digitales, permettront de réduire ces aveux mensongers à néant, la technique employée sera exactement la même que dans le cas précédent.

3° On veut déjouer la simulation. — Ici encore, il suffit de comparer les empreintes laissées sur le terrain avec les empreintes de comparaison.

Un cas typique de simulation déjoué par l'examen dactyloscopique nous est rapporté par le professeur Locard. Affaire Gamelin, 12 Octobre 1929. Une femme avait été trouvée ligotée et baillonnée dans un compartiment de chemin de fer, en gare des Brotteaux. Elle racontait que des inconnus l'avaient dévalisée après lui avoir fait respirer de l'éther, mais le flacon ne portait pas d'autres empreintes

digitales que les siennes propres. Elle dût avouer qu'elle avait simulé une agression pour expliquer à ses patrons les prévarications commises sur les fonds qui lui étaient confiés.

4° **On veut contrôler l'indication.** — Toutes les polices du monde font usage d'indicateurs. Ce n'est peut-être pas très moral, mais si l'on supprimait ces indicateurs, le nombre des affaires criminelles classées augmenterait de façon formidable.

Les témoignages de ces indicateurs sont sujets à caution et la comparaison des empreintes digitales du dénoncé avec celles laissée ssur le terrain infirme ou confirme l'indication. Un autre avantage aussi, c'est que l'indicateur n'a pas à montrer sa personnalité et malgré ses dénonciations il reste toujours dans l'ombre et à l'abri des vengeances.

5° **On veut répartir les responsabilités.** — Il arrive, très souvent, lors de l'arrestation d'une bande, que chaque malfaiteur, nie être l'auteur principal du vol ou du meurtre et rejette la faute sur un autre en prétendant que lui n'avait qu'un rôle secondaire. L'étude des empreintes digitales laissées sur les divers objets, permettra de reconstituer le rôle de chacun dans l'affaire, chose qui serait absolument impossible autrement.

6° **On n'a pas d'autre indication que l'empreinte digitale trouvée.** — Lorsque cela se produit, l'étude de cette empreinte au laboratoire, permettra de découvrir le coupable. Il suffit, pour cela, que les empreintes révélées, soient suffisamment nettes, et de les comparer à celles du fichier dactyloscopique où les fiches sont classées, en se basant sur la forme des dessins papillaires.

Quelquefois les recherches nécessitent beaucoup de patience lorsqu'on ne possède que l'empreinte d'un doigt ou de deux. L'expert dans ce cas doit comparer avec toutes les empreintes de son fichier dont la formule dactyloscopique comprend pour les doigts correspondant aux em-

preintes trouvées un chiffre correspondant au type général, du type de l'empreinte trouvée. Ces recherches seraient grandement simplifiées par l'adoption d'un fichier mono-dactylaire. Mais nous traiterons cette question avec le classement des empreintes digitales que nous allons voir dans le titre III

Valeur probante des empreintes digitales

Maintenant que nous avons vu rapidement l'utilisation des empreintes digitales par la police, voyons un peu quelle est leur valeur probante à la barre des tribunaux. Il y a eu beaucoup de fluctuations de la jurisprudence les tribunaux ont hésités longtemps à reconnaître la force probante supérieure de la preuve par les empreintes digitales et la première condamnation basée sur la preuve dactyloscopique seule, fut prononcée par le Jury du Rhône le 1^{er} Juin 1910, mais il ne faudrait pas croire qu'à partir de cette date la jurisprudence est définitivement fixée, de nombreux Jurys ont hésités à prononcer une condamnation basée uniquement sur les empreintes digitales et l'on peut noter une seule condamnation à mort basée sur cette preuve : elle fut prononcée aux Assises du Rhône, le 26 Novembre 1918, arrêt qui fut cassé pour vice de forme mais confirmé par le Jury de Bourg.

En examinant les arrêts prononcés par diverses cours, on se rend compte qu'en France à l'heure actuelle, la preuve dactyloscopique ne soulève plus de défiance et c'est justice, car ainsi que nous l'avons vu, les chances d'erreurs sont négligeables et le Jury peut condamner en toute certitude sur le rapport de l'expert.

Si l'on examine l'évolution de la jurisprudence dans les autres pays on constate qu'il y a des variations comme en France et que certains Jurys ont hésités longtemps à condamner sur la seule preuve fournie par les empreintes digitales, c'est le cas par exemple en Angleterre où il y eut même au début des résistances très vives bien que le

système y soit en usage depuis 1893 ; les empreintes digitales ne furent acceptées véritablement comme seule preuve de culpabilité que beaucoup plus tard et même aujourd'hui elles ne le sont pas toujours. Cela provient sans doute du rôle exceptionnel du Jury en Angleterre et que très souvent des Jurés ne sont pas à même de comprendre la preuve dactyloscopique et hésitent à condamner.

Aux Etats-Unis d'Amérique au contraire, l'éducation du public est faite sur la valeur des empreintes digitales et on n'hésite pas à condamner sur cette seule preuve. Il en est de même en Allemagne qui est le pays qui possède les Laboratoires de Police les plus perfectionnés.

En Norvège le Jury ne discute pas la valeur de la preuve dactyloscopique qui est admise au Droit comme indiscutable, le Jury n'a qu'à se prononcer sur la question de savoir si les empreintes présentées par l'expert sont bien identiques.

Expertise poroscopique. — Il peut arriver que les empreintes soient en partie effacées ou malvenues ; il est délicat d'affirmer une culpabilité par l'identité complète avec l'empreinte prise sur le sujet que l'on suspecte. Si l'on examine avec le microscope une empreinte on constate toute une série de punctuations en lignes simples ou en lignes doubles ; punctuation constituée par des gouttes de sueur qui sortent de chaque glande sudoripare.

Le Docteur Locard, le premier, a eu l'idée de compléter le système de la preuve par des empreintes digitales par un examen des pores. Il a en effet constaté qu'elles présentent comme les lignes papillaires les deux caractères indispensables à une identification : elles sont immuables et variables d'un individu à l'autre. Elles sont immuables, en effet, les brûlures légères n'en altèrent pas leur forme, ni leur nombre, ni leur disposition. Les dessins digitaux nous l'avons vu, sont immuables. Or les crêtes digitales sont constituées par des pores juxtaposés de l'immuabilité des unes on déduit l'immuabilité des

autres. Ils sont variables d'un individu à l'autre en effet en tenant compte de leurs dimensions variables (de 80 à 250 millièmes de m/m) de leur nombre variable, 9 à 18 par c/m et leur position et leur forme même qui est soit ronde, soit ovale, soit curviligne, ils sont absolument caractéristiques pour un individu déterminé ; tantôt ces points se trouvent près d'une crête, ou près du bord, souvent même il y a deux lignes de points jumelés sur une même crête. On peut former un nombre infini de combinaisons peut-être plus grand que celui que l'on peut former avec les empreintes digitales. On voit donc par ces deux caractères que l'étude des pores est un moyen d'identification de choix qui sera employé lorsque l'empreinte digitale sera trop fragmentaire ou bien pour compléter la preuve dactyloscopique et emporter la conviction du Jury. En effet comme le dit le Professeur Locard : « Un Jury que 30 points caractéristiques homologués auront laissé indifférent sera frappé par la concordance de forme, de position et de nombre de quelques centaines de pores trouvés identiques sur les deux empreintes comparées. » Pour relever les empreintes poroscopiques, on utilise des poudres légères (oxyde de cuivre noir) mais il est encore préférable de ne pas colorer une empreinte latente et de la photographier directement en éclairage oblique. Pour prendre les empreintes de comparaison, on ne se servira pas d'encre d'imprimerie qui obstruant les pores ne rend aucun service. Il est préférable de se servir du mélange suivant ; préparé par Maester et Lecha-Marzo : cire, noix grecque, sperme de baleine, suif. Après avoir roulé le doigt sur ce mélange, on l'applique ou on le roule (il faut noter que les points ont une même position relative et une même forme, l'empreinte prise roulée ou posée) sur du celluloid, on pourra ainsi faire des agrandissements, directement par projection, après avoir révélé l'empreinte à l'oxyde de cobalt, car pour étudier les empreintes poroscopique il faut faire usage de très grands agrandissements ou du microscope. On établit l'identité en comparant la position, la grandeur et la forme des pores

sur l'empreinte de comparaison et sur l'empreinte relevée sur le terrain. Des empreintes même peu importantes mais nettes sont suffisantes pour affirmer la culpabilité. La méthode poroscopique est applicable lorsque le malfaiteur a pris la précaution d'entourer ses doigts de chiffons, dans ce cas, il pourra laisser des empreintes palmaires mais comme il est très difficile d'étudier les empreintes palmaires comme on étudie les empreintes digitales, on a recours à la méthode poroscopique, et l'on recherchera un groupement de pores et non les lignes palmaires difficilement identifiables.

Comme il existe des pores sur toute la surface du corps on a pensé qu'il était possible de procéder à des identification grâce à la méthode poroscopique en étudiant les traces de pores laissées non seulement par les crêtes papillaires mais par toute autre partie de la surface du corps : ces pores situés en dehors des crêtes sont disposés sans aucun ordre ; théoriquement, l'identification peut se faire car si on appuie l'avant-bras sur une surface lisse, on laisse une empreinte que l'on peut révéler, mais tandis que le repérage comparatif est aisé avec les pores situés sur les crêtes papillaires, ici il est très aléatoire et très difficile. On ne peut donc envisager cette méthode d'une façon pratique dans la technique policière.

Radiographie des empreintes digitales

Le Docteur Henry Beclere vient de proposer un perfectionnement nouveau au mode de prise d'empreintes digitales et qui ajoute encore à leur précision. Au lieu d'imprégner les doigts d'encre d'imprimerie on se sert d'un sel à poids atomique élevé (tel que du carbonate de bismuth ou du minium faisant ombre sur l'écran radiographique) on peut alors prendre un cliché au Rayon X et avoir une épreuve de la peau avec tous ses détails même les plus fins. On voit en outre la silhouette du squelette et les limites de l'ongle dont on peut étudier les rapports avec les dessins de la peau. La forme de l'ongle varie avec chaque individu, d'autre part la matrice et les bords latéraux

paraissent peu variables dans le temps et chez le même individu. La projection de la matrice unguéale sur le squelette varie également à l'infini ainsi que ses rapports avec les sillons cutanés. Les variations du squelette et les surfaces articulaires sont autant d'indications nouvelles.

Ce procédé ne suffit pas à supprimer la méthode de Bertillon mais il la complète par l'apport de deux facteurs nouveaux dans les indications anthropométriques. Les rapports de l'ongle et du squelette avec les détails dactyloscopiques, il permet entre autres la prise des empreintes digitales chez les noyés dont l'état de décomposition est par trop avancé (1).

b) Empreintes palmaires

Il ne faut pas étudier la question de l'identification par les empreintes sans citer une méthode (à vrai dire très peu employée et pourtant excellente) préconisée par Stockis, celle de l'identification par les empreintes palmaires. La science chirosopique a une évolution parallèle à la science dactyloscopique, comme les crêtes papillaires, les crêtes palmaires présentent des caractères indispensables à l'identification, immutabilité et diversité, et si jusqu'à présent elles n'ont pas jouées le même rôle au point de vue identification c'est qu'elles sont plus encombrantes et plus difficiles à prendre que les empreintes digitales, cette opération nécessitant l'emploi de certains appareils dont le plus léger pèse 2 kilogs et enfin surtout leur diversité en rend le classement très difficile.

On peut cependant citer quelques fichiers à classement chirosopiques, celui de Stockis à Liège, de Tener Espagne, mais ils sont loin d'avoir l'importance des fichiers dactyloscopiques.

A l'heure actuelle les fichiers chirosopiques prennent une certaine importance ; ils se développent parallèlement aux fichiers monodactylaires avec lesquels ils sont associés la plupart du temps.

(1) Henri Beclère. La Nature. 1921.

Nous verrons plus loin que le nouveau fichier monodactylique de la Sûreté Nationale comprenait un fichier spécial pour les empreintes palmaires.

Si les empreintes palmaires ont un rôle secondaire, elles ont cependant un grand rôle en criminologie. On trouve souvent des empreintes de mains sanglantes où les empreintes digitales sont inutilisables mais sur la surface palmaire plus étendue on pourra relever des points de comparaison très utiles et également avoir des renseignements précieux en examinant les dimensions exactes de la main.

c) Empreintes plantaires

On peut mettre en parallèle l'étude des empreintes palmaires et des empreintes plantaires (ne pas confondre les empreintes plantaires avec les traces de pas) comme pour les empreintes plantaires il y a eu des essais de classification, méthode de Wilder et Wentworth qui n'ont pas donné de grands résultats, car ici les difficultés sont encore accrues : la prise d'empreinte de comparaison est très délicate, la forme et la variété des dessins plantaires se prêtent très mal à une classification. Comme l'empreinte palmaire, l'empreinte plantaire peut rendre de grands services au point de vue de la découverte de criminels surtout pour les crimes commis aux colonies. En France, le malfaiteur, laisse rarement derrière lui des empreintes plantaires. Cependant il arrive que des criminels se déchaussent pour éviter de faire du bruit (on cite même certains criminels qui opéraient entièrement nus) et le Dr Locard cite plusieurs affaires qui ont été solutionnées, grâce aux empreintes plantaires. Mais si les empreintes plantaires ont un rôle secondaire, il n'en est pas le même des traces de pas ; avec leur étude nous entrons dans un autre domaine : celui de l'étude des « traces proprement dites ».

B. LES TRACES

a) Traces de pas

Ce sont les premières traces, que nos ancêtres ont observés et nous devons reconnaître que les hommes qui sont restés plus près de la nature que nous peuvent au simple examen de traces d'hommes ou d'animaux avoir des renseignements très précieux que nous ne saurions relever, sur l'ennemi ou la proie qu'ils guettent, renseignements sur leur nombre, leur sexe, leur allure etc...

Dans l'expertise criminelle moderne, les traces de pas fournissent aussi de précieux renseignements que nous allons étudier.

Traces de pieds nus. — Elles sont assez fréquentes dans les Affaires Coloniales. On peut tout d'abord trouver des

empreintes papillaires rarement utilisables ainsi que nous avons déjà dit. Mais ce qui est plus intéressant ce sont les conclusions que l'on peut tirer de l'examen même de la trace du pied ; on peut en déduire le sexe de la personne, les pieds de femme étant plus courts à taille de sujet égale, l'âge, les pieds d'enfant étant plus cambrés que les pieds d'adultes, la race de l'individu, chaque variété ethnique ayant une forme de pied caractéristique ; les Anglo-Saxons ayant le pied plus long que les méridionaux, les grecs le deuxième orteil plus proéminent au contraire des autres races européennes ; certaines races ayant le gros orteil détaché des autres ; les caractères pathologiques, si l'individu a les pieds plats, s'il boîte d'une jambe ou de l'autre, la claudication l'oblige à laisser une trace tirée du côté du pied sain ; on peut découvrir les amputations, les vérues etc... autant de renseignements très précieux pour l'identification du malfaiteur. C'est surtout sur les traces de chaussures que les experts, en France, porteront leur attention, les traces de pieds nus étant la minorité.

b) Les traces de chaussures

Peuvent permettre d'identifier le coupable, certaines chaussures se prêtent plus facilement que d'autres à cette opération. Les plus favorables à ce point de vue, sont les chaussures à semelles de caoutchouc ou de « crêpe ». Elles présentent en effet des dessins et des stries très caractéristiques qui laissent très facilement des empreintes sur n'importe quelle surface. Les chaussures à semelles cloutées très employées à la Campagne laissent des traces très facilement identifiables en raison des clous qui peuvent être usés de façon différente ou présentés des des manques, et surtout être posés de façon différente. Très souvent les criminels ont été découverts à l'examen de la position des clous de leurs semelles. Une affaire typique de cette méthode et qui mérite d'être signalée, car la première en date, est l'affaire Richardson (1) qui s'est

(1) Rodés. La police scientifique.

déroulée en Ecosse en 1786. Une jeune femme fut assassinée, on releva près des lieux du crime une trace de soulier, clouté de façon très caractéristique ; comme l'on supposait que le criminel assisterait à l'enterrement pour détourner les soupçons, on fit prendre après la cérémonie les empreintes de toutes les chaussures de toutes les personnes présentes et c'est grâce à cette opération que le coupable fut confondu.

Il arrive souvent que le malfaiteur pour opérer ôte ses chaussures et reste en chaussettes, pour éviter de faire du bruit, dans ce cas l'identification est relativement aisée, si le malfaiteur marche sur une surface lisse, (dalles ou parquet ciré), le tissu de la chaussette laissant une empreinte caractéristique par son tissage ou son usure. Si l'on trouve des fils accrochés dans les rainures du parquet, on pourra grâce à un examen microscopique découvrir si l'on a à faire à de la laine ou du coton, ce qui facilitera grandement l'identification. Comme pour les traces de pieds nus ; les traces de chaussures peuvent fournir des indications précieuses sur l'âge, le sexe, la profession, l'état pathologique de leurs auteurs, et particulièrement la claudication qui se traduit par des traces inégales ; les traces de pieds malades étant plus courtes que les traces du pied sain. Les traces de chaussures à leur examen permettent donc d'identifier leur auteur, elles permettent en outre de révéler son emploi du temps sur les lieux du crime en fournissant une véritable « piste » ; elles donnent des indications sur le nombre des auteurs du crime, sur leurs allées et venues d'où l'on en déduit leur connaissance ou ignorance des lieux, sur les positions respectives de la victime et de ses agresseurs, ce que les assassins ont fait après le crime, par où ils sont partis, s'ils ont tués avant le cambriolage ou pendant son exécution ayant été surpris par les victimes ; s'il y a eu des complicités etc. etc... enfin toutes sortes de renseignements tous précieux pour reconstituer le crime et éclairer le juge.

Où trouver des traces de pas. — On a plus de chance de trouver des traces de pas dans les affaires à la campagne

qu'à la ville cependant on peut dans les appartements et notamment sur les parquets cirés relever de très bonnes empreintes, surtout s'il s'agit de semelles de crêpes, mais c'est surtout sur les routes et dans la boue que l'on peut relever les meilleures empreintes, ainsi que dans la neige, contrairement à ce que l'on peut croire la technique pour relever l'empreinte est assez délicate, nous allons voir maintenant les différentes techniques employées pour chaque substratum.

Comment relever les traces de pas. — Il faut arriver à une époque relativement récente pour trouver des méthodes satisfaisantes, pendant longtemps on se contentait de faire coïncider la chaussure de la personne suspecte avec l'empreinte laissée dans le sol, or il est prouvé que cette méthode peut provoquer des erreurs très graves car le substratum peut au bout d'un certain temps sous l'influence de la température du degré hygrométrique se rétrécir ou s'agrandir ; plus tard vers le XVIII^e siècle certains enquêteurs ont employé un procédé moins grossier, mais ne donnant guère plus de résultat, c'est celui qui consiste à découper une feuille de papier suivant le contour de l'empreinte. A un moment on préconisa le procédé suivant comme étant le seul satisfaisant, il consistait à extraire la partie du sol portant l'empreinte, en fait l'empreinte se trouvait inmanquablement déformée pendant l'opération et ne supportait pas le transport. Nous allons voir maintenant les méthodes actuelles ; tout d'abord lorsque l'on trouve des traces de pas, le premier souci de l'expert est de les protéger contre les altérations et les intempéries ; on recouvrira la trace avec une caisse renversée et si elle est laissée dans la neige, pour éviter le dégel, la caisse sera elle-même recouverte de neige. L'expert photographie ensuite l'empreinte, dans un double but, si l'empreinte ne peut être moulée, c'est-à-dire si elle est sans épaisseur (empreinte de pas sur parquet ciré) c'est la seule méthode qui peut être employée ; si l'empreinte peut être moulée (empreinte de pas dans la boue) la

photographie sera utile si le moulage est mauvais ou si l'empreinte est altérée pendant l'opération.

Si l'empreinte a une certaine épaisseur on procède à un moulage pour cette opération on doit prendre beaucoup de précaution notamment pour gâcher le plâtre, en effet s'il n'est pas assez serré, on peut avoir des rétrécissements qui rendront le moulage inutilisable.

Si l'on doit mouler une empreinte laissée dans une poussière fine (empreinte de pas sur une route), il faut couler au fond de la trace, un lait de plâtre extrêmement léger ; quand cette couche est prise, on la recouvre avec un plâtre plus épais armé de bouts d'allumettes ou de fils de fer rouillés et ce n'est que lorsque tout ce mélange est solidifié, que l'on peut retirer le tout. Si l'on a à faire à des empreintes laissées dans la neige, on saupoudre l'empreinte de plâtre sec qu'absorbera l'eau et formera une croûte dans laquelle on pourra couler du plâtre armé. On peut aussi employer du plâtre qui a été gâché avec de la neige et avec de l'eau pure (1).

En étudiant les empreintes de pas, il faut bien observer si l'on n'a pas à faire à des empreintes truquées pour égarer les recherches, une personne ayant de petits pieds mettra de grandes chaussures, ou bien pour égarer les recherches au point de vue de la direction prise le cambrioleur marchera à reculons (certains même ont employé des chaussures portant une semelle retournée) toutes ces fraudes se découvrent très bien grâce à un examen minutieux et leur découverte est une précieuse indication car si le malfaiteur commet une fraude, c'est qu'il a une raison qu'il est peut-être intéressant de connaître (peut-être a-t-il mis les chaussures d'une autre personne pour faire porter les soupçons sur elle). Si un malfaiteur porte des chaussures plus grandes, il faut pour égarer les recherches qu'il fasse des grands pas, une personne qui a des grands pieds fait des pas plus grands qu'une autre ; mais le plus souvent si au début il songe à prendre cette précaution, il pourra

(1) Locard. Op. Civ. tome 2.

ensuite l'oublier au cours du cambriolage, et les traces de pas laissées seront tout à fait caractéristiques ; les chaussures pouvant également gêner, on relèvera des traces de trainement. Pour découvrir la deuxième fraude qui consiste à marcher à reculons il y a deux méthodes :

1° Examiner la longueur des pas. Une personne marchant à reculons a un pas plus court et moins assuré que dans la marche normale.

2° Examiner l'enfoncement de la semelle. Cela ne peut se faire que si l'on a une empreinte en profondeur ; dans la marche à reculons, c'est la pointe du pied qui laissera une trace plus profonde que le talon, au contraire de ce qui se produit dans la marche normale où le talon se pose le premier à terre.

Après avoir relevé les empreintes de pas et déjoué les fraudes qui ont pu être commises, l'expert doit procéder au laboratoire à leur identification. C'est une opération délicate et pour l'effectuer l'enquêteur doit s'affranchir de toute idée préconçue sur les résultats de ses recherches, et, les poursuivre en toute objectivité ; car ici on ne trouve pas comme dans les empreintes digitales des points caractéristiques offrant une sécurité d'identification mathématique. Une des meilleures méthodes pour identifier les empreintes de pas est la méthode de Niaforo, il part de cette constatation que chaque individu a une façon personnelle d'user les chaussures ; il existe une très grande variété d'usure du talon et de la semelle. Niaforo les a classifiées et désignées par des lettres. On inscrit les lettres correspondant à l'usure de la semelle du soulier droit, à côté celle du talon droit, au-dessous on inscrit les lettres correspondant à l'usure de la semelle gauche et du talon gauche. On obtient une fraction qui représente l'usure personnelle de telle personne. Cette méthode a le grand avantage de sérier les recherches ; mais lorsqu'on a trouvé une personne portant des chaussures qui a la même fraction d'usure que celle relevée sur l'empreinte il ne faut pas se hâter de conclure, mais procéder à un examen détaillé et au besoin microscopique de chaque

forme d'usure, ou procéder à un examen photographique en lumière oblique. Lorsqu'on a à faire à des empreintes de souliers cloutés on ne se contentera pas de repérer la position des clous, mais il faudra encore pour conclure en toute sécurité procéder à un examen des rayures portées par ceux-ci.

c) Traces de véhicules

A côté des traces de pas, on peut citer les traces de véhicules qui présentent à peu près le même intérêt surtout pour la question de connaître la direction, l'allure, l'emploi du temps des personnes recherchées. L'étude de l'empreinte des véhicules fournit comme les empreintes de pas, une piste. Elle peut être aussi comme les empreintes de pas un moyen d'identifier le criminel. On identifie un véhicule grâce aux dessins caractéristiques portés sur les pneus et bandages ; et surtout grâce aux coutures. On découvrira la direction de marche du véhicule, en examinant l'essuyage progressif qui s'est produit dans le sens de la marche lorsque le véhicule traverse un ruisseau ou une tache quelconque, sa vitesse sera indiquée par les projections d'huile qu'il pourra laisser tomber, par les giclures plus ou moins fortes que produiront les pneumatiques au passage d'une flaque d'eau.

Les deux genres de traces que nous venons de voir : traces de pas et de véhicules, se rencontrent très souvent dans les affaires criminelles. Nous allons examiner maintenant différentes catégories de traces qui se rencontrent moins fréquemment mais dont l'étude bien conduite peut amener la solution d'une affaire, et qui ne doivent pas être négligées.

d) Les traces de traînage

Fournissent à leur examen de précieux renseignements. Elles indiquent si le cadavre que l'on trouve écrasé sur la voie ferrée n'a pas été assassiné au préalable et ensuite transporté pour faire croire à un suicide ; car l'assassin pourra rarement porter la victime sur son dos, il la traînera

par les pieds ou les épaules. S'il la traîne en la tenant par les épaules, les pieds laisseront deux sillons parallèles recoupés par endroit par deux sillons plus larges laissés par le frottement du pantalon ou de la jupe sur le sol.

Si la victime a été traînée par les pieds (cas assez rare et dénote un très grand cynisme chez l'assassin) ses épaules laisseront une large trace marquée de place en place par les empreintes des soubresauts de la tête fortement ballottée.

On peut dans certaines affaires trouver des traces sur la peau, il peut s'agir soit de coups d'ongles que l'assassin aura reçu en luttant avec sa victime. Un examen de la cicatrice indiquera l'époque à laquelle le coup d'ongle a été reçu et en pratiquant un examen des ongles de la victime, suivant des méthodes que nous verrons plus loin (1), on pourra déduire la culpabilité. Il en serait de même s'il s'agissait de coups de dents. Cette question nous amène à parler d'une autre plus intéressante et d'un intérêt plus général : celle de l'identification par les dents. Tout d'abord identification de la victime : cette méthode est employée très souvent en médecine légale, lorsque le cadavre est dans un état de décomposition très avancé ou bien lorsqu'on n'a pas d'autres moyens d'identification (victimes de l'incendie du Bazar de la Charité) ; tous les dentistes conservant des fiches signalétiques de la dentition de chaque client.

Identification du coupable : il a pu laisser des traces de morsures sur la peau (affaire de viol en général) sur un fruit, un gâteau ; dans ce cas on pourra prendre un moulage par des procédés identiques à ceux employés pour mouler les empreintes de pas et établir l'identité au moyen d'une empreinte de comparaison prise en faisant mordre l'individu soupçonné dans de la cire à modeler. L'examen de comparaison portera sur l'écartement des dents et surtout sur la position et la largeur des rayures verticales qui sont mises en évidence grâce à un agrandis-

(1) Voir analyse des poussières recueillies sous les ongles.

sement photographique. L'examen sera facilité grandement si l'on trouve des caries ou autres altérations, par exemple si les dents sont usées par la pipe ou le fume-cigarettes.

C. OBJETS OU SUBSTANCES LAISSES PAR L'AUTEUR

Fréquemment on trouve sur les lieux du crime des objets abandonnés par son auteur.

Sur ces objets ou substances, on peut trouver des empreintes digitales qui permettront l'identification. C'est le cas pour les armes, les outils ; mais on trouve également des objets sur lesquels il ne peut pas y avoir d'empreintes : vêtements, poils, vestiges laissés par les armes, taches et poussières, sang, sperme.

a) Vêtements

Souvent l'on découvre sur les lieux du crime des débris de vêtements. Ce sont, soit des parcelles arrachées dans la lutte ou durant l'escalade. Si le morceau est assez important, on peut le faire coïncider avec le vêtement déchiré de l'individu suspecté. S'il ne s'agit que de fragments insignifiants on ne peut procéder à une telle opération. Il faudra effectuer une comparaison des étoffes grâce au microscope, soit en lumière ordinaire, soit en lumière polarisée ou ultra-violette permettant d'identifier le colorant du fil.

b) Poils

Dans presque toutes les affaires criminelles on pourrait faire usage de cet excellent procédé d'identification du coupable car dans tous les crimes ou presque, il y a lutte, et dans la lutte il n'est pas rare que l'assassin laisse quelques poils sur le terrain, il en est de même dans les affaires de mœurs. Mais en pratique on se sert rarement de ce procédé car il faut pour l'employer que le constat soit fait de façon parfaite et que les enquêteurs sachent bien regarder (particulièrement sous les ongles de la victime).

Lorsqu'on a recueilli des poils sur les lieux du crime, il faut les comparer avec ceux de l'individu soupçonné sur lequel on effectue un prélèvement de poils dans la région du corps identique à celle des poils trouvés. Pour déterminer cette région dans certains cas, un simple examen à la loupe suffit avec un peu d'habitude si le poil à examiner est caractéristique (les poils du pubis sont crépés de façon très particulière). Si un simple examen ne suffit pas il faut faire des coupes suivant la longueur du poil et faire usage du microscope pour calculer l'indice médullaire qui est donné par le rapport du diamètre de la moelle au diamètre de la tige dans la partie la plus épaisse du poil ; cet indice est variable pour chaque catégorie de poil et chaque sexe. La moustache de l'homme ayant l'indice le plus élevé : 0, 260, les cils de l'homme le plus faible : 0,95.

Pour établir l'identité entre les poils trouvés sur le terrain et les poils prélevés sur l'individu suspect l'examen de comparaison portera surtout sur les particularités de la pointe, du canal médullaire, ainsi que sur les caractères pathologiques ; certaines personnes ont des cheveux qui ont de véritables nodosités, des renflements et autres signes pathologiques caractéristiques qui faciliteront l'identification.

La découverte de cheveux ou de poils dans une affaire criminelle a le grand avantage d'aiguiller les recherches dans un sens ou dans l'autre ce qui simplifiera les recherches postérieures.

A l'expertise on pourra découvrir que l'assassin est un individu d'une race donnée, chaque race ayant une section de cheveux de forme caractéristique. L'expertise pourra indiquer que l'assassin est un homme ou une femme ayant les cheveux teints et la couleur de la teinture employée. Il existe toute une gamme de réactions chimiques permettant d'identifier les teintures capillaires.

L'examen des poils de la barbe peut indiquer l'heure approximative de l'assassinat. La croissance des poils de barbe est assez constante chez les adultes et de 1/2 m/m

par jour. Connaissant l'heure à laquelle la victime s'est rasé, en mesurant la longueur des poils de barbe à l'aide d'un compas d'épaisseur au 1/10 de mm on peut déduire l'heure de l'assassinat, fait très important pour la reconstitution du crime.

c) Vestiges laissés par les armes

Il est de la plus grande importance pour les policiers de savoir si telle balle, trouvée dans le corps de la victime, a été tirée par telle arme appartenant à une personne déterminée. Pour résoudre facilement ce problème, il faut que la balle extraite soit presque intacte, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas subi de déformations trop importantes par suite de chocs. Grâce à un simple examen, on verra si l'arme qui a tiré cette balle est une carabine ou un revolver, de quel calibre et de quel modèle. Une fois ce point acquis, il s'agit de savoir si l'arme de l'inculpé est bien l'arme qui a tiré.

Les armes, possèdent, à l'intérieur du canon, des rayures, chargées d'assurer la stabilité du projectile pendant sa trajectoire. La balle subit des déformations, durant son trajet à l'intérieur du canon, pour épouser la forme de ces rayures, lesquelles laisseront donc des traces sur la balle et comme elles présentent toujours des défauts, d'usure, soit à la fabrication (défauts de polissage), soit à l'usure, il en résulte que, les rayures de deux pistolets de même modèle ne sont pas absolument identiques et, partant, ne laisseront pas des traces semblables sur les balles tirées. Les aspérités forment souvent un ensemble qui présente un aspect assez particulier, permettant de reconnaître immédiatement, toutes les balles de même provenance. On pourra donc, en examinant ces traces laissées sur une balle, identifier l'arme qui l'a tirée. Mais, si le principe d'identification est relativement simple, la technique est, par contre, assez délicate. Nous allons, maintenant, l'étudier en détails.

L'expert commence par réunir les pistolets pouvant avoir tiré (pistolets de chacun des coauteurs du meurtre ou de

l'attentat), il tire, avec chacun d'eux, sur un sac rempli de vieux chiffons ou de papier, de manière à ce que les projectiles ne reçoivent aucune éraflure étrangère et aucune déformation. Chacune de ces balles est ensuite comparée à la balle suspecte. Pour procéder à l'examen des rayures, il faut faire usage du microscope, ou, mieux encore, de l'hostoscope qui est un microscope de comparaison spécial, imaginé par le Dr Locard. Il comporte 2 objectifs et les 2 balles sont examinées simultanément. Des vis micrométriques fixées aux montures maintiennent les balles et permettent de les faire tourner et de mesurer les rayures qu'elles portent. Au fond de ces sillons, éclairés par une lampe puissante, s'aperçoivent les petites rayures provenant des défauts de polissage. Pour faciliter l'examen on peut, suivant les cas, faire usage de deux éclairages tout à fait différents. On peut, soit projeter sur l'objet un faisceau convergent qui, sous une incidence assez forte, met en relief le sommet des rayures grâce aux ombres portées. C'est l'éclairage oblique. On peut aussi projeter un rayon lumineux, suivant l'axe de l'objectif. C'est le procédé employé par les métallographes pour examiner le profil d'un engrenage. Grâce à ce procédé, le sommet des stries apparaît avec un relief très accusé. Après avoir employé l'une ou l'autre de ces méthodes d'éclairage (en général les 2), on prend une microphotographie des balles. Cette opération a un double but : 1° Présenter des photographies aux jurés (une photographie ayant beaucoup plus de poids sur le jury qu'un simple rapport). 2° En juxtaposant les photos on arrive à développer toute la surface de la balle, ce qui facilite l'examen et permet d'établir l'identité avec plus de sûreté.

Au laboratoire de l'Identité Judiciaire, on opère de 2 façons qui sont décrites par M. Jacques Boyer (1).

« Dans la première méthode, au moyen d'un dispositif convenable et d'un objectif à très long foyer, on photographie sur la même plaque et sous un grossissement

(1) La « Nature » 1922. p. 33.

de 10 à 20 diamètres, les 2 balles à comparer. A l'aide d'un appareil à préhension, on oppose les projectiles par leur culot, et on compare les rayures les unes avec les autres.

Le second procédé est purement mécanique. Il consiste à prendre un moulage de la surface de la balle en appuyant celle-ci fortement sur un plateau de matière plastique et en la faisant ensuite tourner autour de son axe. Comme substance maléable on emploie une feuille d'étain. On peut alors avec un tel diagramme faire des mesures micro-métriques ; et des juxtapositions permettent d'arriver à une conclusion. Souvent aussi, on photographie les moulages ainsi réalisés ».

Mais, s'il est utile d'identifier les balles, le problème de l'identification des douilles est aussi important ; car il peut arriver, dans une affaire, que l'on trouve une douille sans trouver la balle ; ou bien, on trouve une balle déformée par suite de choc violent et dont l'identification est impossible. Il faut, dans ces cas, essayer d'identifier la douille. Cette opération est plus délicate que l'identification de la balle, car sur la douille on ne trouve pas des rayures ; pour la raison bien simple qu'elle ne traverse pas le canon. Mais cela ne l'empêche pas de porter des traces caractéristiques du revolver qui l'a tirée ; car la douille subit des chocs violents de pièces qui portent des marques ou de fines rayures dues à un défaut de polissage absolument inévitable, où à l'usure. Ces pièces sont : l'extrémité du percuteur, la partie antérieure de la griffe de l'extracteur, et l'éjecteur. La pointe du percuteur pourra porter des stries (visibles au microscope) qui se trouveront imprimées sur le couvre-amorce qui est en métal bien plus malléable que le percuteur d'acier. La griffe de l'extracteur, imprimera, de même, ses stries sur la partie antérieure du bourrelet. De même l'éjecteur, qui est rarement lisse, laissera l'empreinte de ses stries sur la partie postérieure du bourrelet de l'étau.

Les méthodes d'identification et de comparaison de ces traces, laissées sur la douille, sont sensiblement les

mêmes que celles, employées, pour identifier les traces laissées sur la balle. On fera encore ici usage du microscope de comparaison et de la microphotographie. Il existe un appareil qui sert à identifier les armes, dont on fait un grand usage aux Etats-Unis. C'est un appareil photographique spécial, qui prend des photos de l'intérieur du canon de l'arme et du profil des rayures. En comparant ces photos à celles prises des balles selon la méthode des métallographes (c'est-à-dire selon l'axe de l'objectif du microscope), on peut identifier les profils. Mais, cette méthode, quoiqu'excellente est moins simple que la méthode utilisée généralement en France ; méthode qui consiste à comparer la balle (ou la douille) à identifier à des balles (ou des douilles) tirées sur des sacs de chiffons (méthode que nous venons d'examiner).

A la question de l'identification des balles, se rattache, en criminologie la question de l'examen des blessures par balles et également à l'arme blanche. Cette question est très importante dans toutes les affaires de sang. De l'examen d'une blessure, le médecin légiste (ici le problème est du domaine de la médecine légale) conclura au suicide ou au crime ; en cas de crime, si le crime a été commis par un gaucher ou un droitier ; si le coup a été tiré de bas en haut ou, au contraire de haut en bas ; on en déduira également la distance à laquelle le coup a été tiré, car, une balle, tirée à bout portant laisse sur la peau, un tatouage en forme d'auréole ; tatouage formé par les grains de poudre qui pénètrent sous la peau. Le tatouage sera d'autant plus dense (autrement dit les grains de poudre plus nombreux) que le coup aura été tiré de plus près. A partir d'une certaine distance, il n'y a plus de tatouage. Cette distance est variable ; elle sera d'autant plus grande que l'arme est plus puissante. Il est alors très difficile d'apprécier la distance à laquelle le coup a été tiré. D'après certains experts, il est impossible lorsqu'il n'y a plus de tatouage de savoir si une balle a été tirée à 1000 m. ou à 5 m.

En examinant le tatouage on peut trouver des grains

de poudre intacts. On pourra distinguer s'il s'agit d'une poudre noire ou d'une poudre pyroxydée, cette dernière laissera des paillettes carrées ou lamellaires alors que la première laissera une trace ressemblant à du charbon. On pourra ainsi savoir si la blessure a été produite par un pistolet automatique qui emploie d'habitude des cartouches chargées avec de la poudre T qui contient un mélange de nitrocellulose et de plombagine. Or, cette dernière substance est très facile à découvrir. Si la balle a traversé un vêtement et qu'elle a été tirée d'assez près, la poudre, au lieu de laisser un tatouage, ainsi qu'elle le ferait sur la peau, pénètre à l'intérieur du tissu ; il est alors très facile de faire une analyse et de déterminer la nature de cette dernière. On pratiquera, ici une analyse spectrographique qui décèlera des traces impondérables de parcelles métalliques caractéristiques d'une poudre déterminée.

Dans une affaire qui a été confiée à M. Bayle quelques années avant sa mort, il s'agissait de savoir si la victime avait été tuée accidentellement avec un pistolet automatique ainsi que le faisait prévoir l'examen des lieux du crime et les dépositions des témoins. M. Bayle, procédant à l'examen du tissu du veston de la victime, au environ du trou d'entrée de la balle, conclut qu'il s'agissait d'un crime commis avec un revolver à barillet, fait qui fût reconnu exact par la suite (1).

Lorsqu'il s'agit d'un crime commis avec un fusil de chasse, l'examen de la dimension des plombs et des impuretés chimiques qu'ils peuvent contenir est de la plus haute importance ; car les plombs contiennent fatalement des impuretés que l'on peut identifier et doser. Ces mêmes impuretés peuvent se retrouver dans les plombs que contiennent des cartouches appartenant à un individu suspect. Il faut également procéder à l'examen des bourres qui peuvent être de composition très variable. On doit commencer par rechercher avec soin la bourre ; (l'examen de sa composition est de la plus haute importance)

(1) La nature. 1922, p. 33.

car il arrive souvent que des personnes fabriquant elles-mêmes leurs cartouches remplacent les bourres vendues dans le commerce par des bourres fabriquées simplement avec du papier journal tassé. Au départ du coup, une partie de la bourre brûle, mais, du papier journal bien serré, ne brûlera pas entièrement, et, l'on pourra quelquefois constater que ce morceau de journal peut se raccorder ou est de la même composition chimique qu'un autre morceau de journal trouvé chez l'individu suspecté ; faits qui constituent des présomptions dont la valeur est loin d'être négligeable.

Pour les crimes commis à l'arme blanche, il ne peut être question des renseignements fournis par les indices précédents (tatouage - calibre) ; mais on peut, cependant, d'après l'examen de la blessure, déduire la nature de l'arme (couteau, rasoir, poignard, stylet), la violence avec laquelle le coup a été porté et, partant si l'assassin est un homme ou une femme, un homme ayant toujours plus de force. Un crime commis à l'arme blanche dénote, en général, chez son auteur, un degré de perversité plus élevé que le crime commis à l'arme à feu. Il faut, en effet, une dose de cynisme plus forte pour poignarder quelqu'un que pour lui tirer un coup de revolver.

De même que dans les crimes commis à l'arme à feu, il est utile de savoir, dans ceux commis à l'arme blanche, comment le ou les coups ont été portés. Soit de haut en bas ou de bas en haut, soit au contraire si le couteau a été lancé (ce dernier renseignement sera très précieux car il révélera, dans certains cas, la préméditation et aussi que l'assassin est loin d'être un criminel d'occasion).

Je n'insiste pas davantage sur les renseignements qui peuvent être fournis par l'examen de l'arme du crime et des blessures, ce domaine est très vaste et est plutôt du ressort d'un médecin légiste que d'un policier. Il était cependant nécessaire d'en parler car son importance est énorme en criminalistique.

d) Taches et Poussières

Nous allons voir maintenant une méthode de la technique policière qui donne le plus de résultat tout en étant la plus neuve. Il convient tout d'abord de définir exactement la poussière et de la distinguer des autres substances voisines : la crasse, le cambouis et la boue. Pour cela j'emprunterai la définition très claire donnée par le Professeur Locard : (1) « La poussière est constituée de débris pouvant provenir de toutes espèces de corps organiques ou inorganiques ; la boue est une poussière mêlée de liquide, quand la boue est huileuse, elle prend le nom de cambouis. La crasse est une poussière mêlée de corps gras desséchés ». On trouve des poussières dans tous les lieux de la terre, poussière constituée par les débris des choses situées en ces lieux. Une personne en traversant un lieu donné, recueille sur elle les poussières caractéristiques de ce lieu. On peut donc au point de vue criminalistique découvrir qu'une personne est passée à un tel endroit en comparant les poussières caractéristiques de ce lieu et les poussières portées sur la personne. Les poussières les plus intéressantes pour les policiers sont les poussières dites « professionnelles ». On a constaté que chaque individu porte sur lui les poussières caractéristiques de sa profession ; sur un horloger on trouvera des poussières métalliques ; sur un parfumeur des débris de savon etc... On a constitué toute une liste de poussières qui, lorsqu'elles sont trouvées sur un individu, correspondent à une profession déterminée.

Où trouver ces poussières ? — Tout d'abord sur les vêtements et particulièrement dans les revers des pantalons, à l'intérieur des poches car à ces deux endroits, malgré un brossage énergique il est très difficile de faire disparaître toutes traces de poussière. Sur les chaussures on trouvera surtout de la boue, souvent on trouve des couches successives qui sont chacune l'indication que le

(1) Locard. Op. cit. 2ème partie,

porteur de ces chaussures est allé dans tel lieu déterminé avant d'aller dans tel autre.

Sur les cheveux on pourra recueillir aussi des poussières intéressantes, mais c'est particulièrement sur les ongles que l'on en recueillera. On y recueille des poussières professionnelles qui peuvent rester sous les ongles très longtemps car les cambrioleurs font souvent partie d'une catégorie d'individus qui ne prennent pas des soins de propreté très poussés. Dans le cérumen on retrouvera des poussières professionnelles, quelquefois au bout de plusieurs années.

« Toute personne qui a séjourné longtemps dans un milieu poussiéreux, garde l'empreinte de ce milieu dans son conduit auditif externe. Les poussières lentement pénètrent dans le conduit auditif et elles s'y déposent se mêlant au cérumen dans lequel elles se trouvent retenues. La toilette la plus minutieuse n'arrive jamais à débarrasser totalement l'oreille du cérumen qu'elle contient, il faut pour cela faire un curetage au cure-oreilles, opération qui n'est pas sans danger ». (1)

Le cérumen demeure très longtemps dans l'oreille puis-que dans certains cas il arrive à former des concrétions solides chez les personnes qui ne prennent aucun soin de propreté. Le conduit auditif est un milieu de choix pour retenir les poussières professionnelles. « Chez un journalier qui avait travaillé quelques mois sur les quais, on a très nettement constaté dans le cérumen la présence d'abondantes poussières charbonneuses, bien que cet ouvrier ait cessé tout contact avec le charbon depuis plus d'un an ». On trouvera de même des grains d'amidon dans le cérumen d'un boulanger. La poussière pourra être également recherchée sur les armes, dans les montres, ainsi que l'a indiqué M. Séverin Icard (2).

Comment recueillir les poussières. — La méthode la plus simple pour recueillir les poussières sur les vêtements

(1) La Nature 1921 p. 301 — Jacques Boyer.

(2) Locard. Op. civ. page 846.

consiste à les enfermer dans des sacs en papier très propres et à frapper sur ces sacs avec des baguettes ; la poussière tombe au fond du sac. Une méthode plus perfectionnée consiste à faire usage de l'aspirateur spécial fabriqué par la Société Electrolux, ce modèle d'aspirateur spécialement étudié pour les recherches policières et très facilement transportable, et permet de recueillir la poussière dans les poches, dans les revers de pantalons et à travers le tissu ; la poussière recueillie est enfermée dans des sachets en papier sur lesquels on indique la provenance des prélèvements. S'il s'agit d'une tache de boue on procède par grattage direct au-dessus d'une feuille de papier ou d'un verre de montre, s'il s'agit de boue déposée sur les chaussures on procède de la même façon, mais en prenant la précaution de séparer les diverses couches superposées. Pour prélever la poussière déposée sur les cheveux, on fait usage d'un lavage à l'alcool, alcool que l'on fait évaporer ensuite par chauffage.

La poussière située sous les ongles et dans les rainures des armes, se prélève à l'aide d'un curetage. Les montres peuvent contenir des poussières amenées par le courant produit par la différence de température entre le gousset (et par conséquent l'intérieur de la montre) avec l'air extérieur, différence pouvant atteindre d'après Locard 18° (1). On constate facilement la présence de cette poussière en enlevant le verre et surtout le pourtour ; on aperçoit une couche de poussière relativement épaisse. Pour prélever les poussières situées sur le pourtour on fera usage d'une pointe, pour les autres, on pourra se servir, ainsi que le conseille M. Locard d'un tampon de coton humide que l'on fait ensuite tremper dans de l'eau distillée où les poussières se déposeront.

Analyse des Poussières. — Ici on ne peut songer à employer une méthode unique. Dans chaque cas particulier, on doit employer une technique spéciale. On place les poussières à comparer (poussières recueillies sur le

(1) Locard. Op. cit. page 850.

suspect et poussières recueillies sur les lieux) sur la platine du microscope ; quelquefois un simple examen portant sur la forme des cristaux suffira à identifier une poussière ; les grains de sable, de mica, d'amidon, de farine se reconnaissent ainsi sans autre examen.

Mais dans ce genre de recherche l'expert fait surtout appel à la microchimie. Pour identifier un corps le chimiste fait usage de certaines réactions caractéristiques, mais lorsque le corps à identifier est une poussière, la réaction ne sera pas visible à l'œil nu, il faudra la produire sur la platine du microscope. Bien que la réaction ait lieu sur les quantités infinitésimales, elle n'en est pas moins précise que si elle portait sur des tonnes de produits, et les pesées effectuées par l'expert à la microbalance et portant sur des poids de l'ordre du 1/10 de milligramme sont des pesées qui ont autant de valeur que des pesées portant sur des masses plus élevées. L'expert pour analyser et comparer les poussières fera quelquefois usage des rayons Ultra-Violets qui, projetés sur les poussières à examiner, produiront sur chaque grain une fluorescence caractéristique suivant la nature chimique de cette poussière. Pour analyser les poussières contenues dans le cérumen, on commence à le recueillir à l'aide d'un cure-oreilles ; on l'étale sur une plaque de verre et on l'écrase sous une seconde lame, l'examen microscopique direct permettra de découvrir les poussières minérales et végétales les plus grosses et de forme caractéristique. Le cérumen sera divisé en plusieurs lots et à chacun on fera subir un traitement différent ; sur un lot, on pourra procéder à l'épreuve du « cérumen calciné » qui a pour but de libérer les poussières d'origine métallique contenues dans le cérumen, pour cela on prélève du cérumen sur la pointe d'un couteau que l'on passe dans la flamme d'un bec de gaz ou d'une lampe à alcool. Les particules métalliques resteront à la pointe du couteau et on pourra procéder à des analyses microchimiques permettant d'établir leur identité. Sur un autre lot on pourra procéder à l'épreuve dite « du cérumen dissocié » à

l'aide du bicarbonate de soude et de l'acide azotique ; on sépare les poussières de leur gangue cérumineuse et l'on peut ensuite les examiner au microscope. Cette méthode permet de laisser intactes les poussières combustibles que l'épreuve du cérumen calciné détruirait ; par contre, on ne peut pas recueillir les poussières calcaires qui sont détruites par l'acide azotique ; c'est pour cela que l'on ne peut employer les deux méthodes d'analyse séparément, mais, au contraire, on doit les employer concurremment en faisant porter chaque analyse sur un lot différent.

Une fois que l'examen microscopique a révélé que deux poussières, celle trouvée sur les lieux du crime et celle recueillie sur les vêtements de l'inculpé, sous ses ongles, dans ses cheveux sont identiques, on peut tirer des conclusions très intéressantes, particulièrement dans les crimes ruraux et dans les affaires de faux-monnayage. Pour les crimes ruraux on constate souvent que le criminel a été découvert grâce à des poussières d'amidon, de farine, qu'il avait recueillies en allant dans un moulin, à des poussières particulières qu'il a recueilli dans une carrière où il a fait disparaître le corps de sa victime. Dans une affaire qui a eu lieu à Paris il y a quelques années, l'analyse des poussières joua un grand rôle, un matin un cycliste découvrit au Bois de Boulogne un cadavre ficelé dans un paquet, il s'agissait du corps d'un encaisseur nommé Bouloy, disparu depuis quelques temps, un jour où il venait de faire un encaissement de 10.000 frs. M. Bayle, chargé de l'enquête, examina soigneusement les poussières recueillies sur le cadavre. Il constata qu'il y avait des poussières d'anthracite, un peu de sable et de sciure de bois ainsi que des fragments de verre à la laque de chine. Les fragments de poussières d'anthracite et de bois firent conclure aux policiers que le corps avait du être transporté dans une cave. Un individu nommé Tennier fut soupçonné et un examen des poussières recueillies sur le sol de la cave de cet homme révéla qu'elles étaient identiques à celles recueillies sur le cadavre ; notam-

ment les poussières de laque de chine, poussières assez rarement rencontrées. C'est grâce à cette expertise que Tenier fut inculpé. La défense soutint en vain que l'on peut trouver des poussières de cette nature dans presque toutes les caves. Quelques-unes, oui, concédaient l'accusation, mais ce serait plus qu'une coïncidence qu'elles puissent s'y trouver toutes. Une enquête portant sur les che-veux et certains témoignages concordant avec les conclusions tirées de l'examen des poussières amenèrent la condamnation de Tenier (1).

Dans les affaires de faux monnayages les inculpés sont le plus souvent confondus grâce à un examen de poussière. En effet les faux monnayeurs emploient de l'antimoine mélangé dans certaines proportions, proportions qui se retrouvent dans les prélèvements de poussières professionnelles effectuées sur eux. Il en est de même pour découvrir les auteurs d'attentats, car dans la fabrication des bombes employées par les anarchistes, il rentre une forte proportion d'acide picrique que découvre facilement le policier au cours de son expertise.

e) Taches de sang

Parmi les taches laissées par les criminels sur le théâtre de leurs forfaits et que les policiers ont à examiner il n'en est pas de plus importantes que les taches de sang.

De leur identification peut dépendre la marche d'un procès. L'identification des taches de sang comporte plusieurs opérations. Tout d'abord en présence d'une tache que l'on suppose être une tache de sang il faut bien se rendre compte si c'est réellement à une tache de sang que l'on a à faire ; car contrairement à ce que l'on peut supposer, à moins qu'elle ne soit très fraîche, une tache de sang peut se confondre avec une tache de rouille, de peinture, ou de fruit. Ce premier point étant éclairci il s'agit de savoir si l'on a à faire à du sang humain ou à du sang d'animal. Ce problème est aussi important que le premier, un individu soupçonné qui porte sur ces vête-

(1) Locard. Op. cit. p. 891.

ments des taches de sang, interrogé sur leur provenance prétendra le plus souvent que c'est du sang d'animal (lapin ou poulet qu'il a tué récemment) pour le confondre l'expert devra identifier ce sang à du sang humain. Lorsque ce problème est résolu, il en reste un troisième, celui de savoir à quel « groupe » ce sang humain appartient, car ainsi que nous allons le voir, on a découvert que le sang d'une personne peut appartenir à l'un des quatre grands « groupes ». Si l'on arrive à découvrir que les taches de sang trouvées sur l'inculpé ne sont pas du même « groupe » que le sang de la victime on aura la preuve de l'innocence de l'inculpé. Dans le cas contraire on aura une présomption de plus de sa culpabilité, une présomption et non une preuve car le fait de constater que le sang de la victime est du même « groupe » que le sang trouvé sur l'inculpé ne conclue pas à l'identité de ces sangs. L'expert aura ensuite à résoudre certains autres problèmes connexes. Le sang trouvé ne provient-il pas d'un saignement de nez, n'est-ce pas du sang menstruel ? l'inculpé prétendra souvent que le sang trouvé sur lui provient non pas de la victime mais d'un saignement de nez qu'il a eu. Nous allons voir comment l'expert résoud ces divers problèmes.

Pour résoudre le premier, à savoir : si la tache considérée est une tache de sang ou non, l'expert se sert du microscope qui lui révélera la présence de globules ou non ; mais si la tache de sang est par trop ancienne, le microscope pourra révéler difficilement la présence de globules. Dans ce cas, il faudra avoir recours à des réactions chimiques. On pourra faire usage de méthodes que j'appellerai négatives, c'est-à-dire que l'expert examinera si la tache n'est pas une tache de rouille ou de peinture, il pourra aussi examiner grâce à un puissant microscope la forme des cristaux de la tache et deux des éléments constitutifs du sang : l'oxythémoglobine et l'hématine cristallisant sous des formes caractéristiques. On mélange de l'eau salée à la tache à analyser et l'on ajoute de l'acide acétique. De petits cristaux d'hydrochlorure d'hématine peu-

vent être visibles au microscope. L'expert pourra conclure ainsi s'il a ou non à faire à une tache de sang.

Le deuxième problème a été très long à résoudre et pendant longtemps les experts n'ont pu différencier le sang humain du sang d'origine animale.

Au cours du XIX^e siècle on se basa sur la grosseur des globules ; on avait constaté que les globules de l'homme avaient une dimension fixe plus petite que celles des globules d'origine animale. On prétendait ainsi différencier le sang humain du sang animal. Mais si cela est vrai expérimentalement pour du sang frais on ne peut plus se baser sur ce fait en criminalologie où le plus souvent on a à faire à du sang caillé dont les globules plus ou moins déformés rendent les mesures imprécises. Les études de Bordet Wassermann et Tschistovitch sur les précipités, en 1895 permirent de résoudre le problème de l'origine du sang. « Si l'on injecte du sang d'un animal à un autre, le sérum de ce dernier forme un précipité avec le sang du premier animal. Si l'on injecte du sang humain à un lapin et si après un délai d'environ une semaine on saigne un lapin et on sépare son sérum de son sang, ce sérum troublera une solution de sang humain dissout dans de l'eau salée mais restera sans effet sur tout autre sang. » (1) Cette réaction dite réaction de Bordet est infaillible pour distinguer le sang de l'homme du sang d'un animal et les différentes espèces de sang entre elles. On peut simplement faire une restriction : le sang des grands singes anthropoïdes donne des réactions très voisines des réactions données par le sang humain ; mais cette constatation n'est pas un obstacle en criminalologie et la réaction de Bordet garde une valeur absolue. Cette valeur fut vite reconnue en France et en 1902 un individu qui prétendait qu'une tache de sang découverte sur ses vêtements était du sang de lapin fut condamné grâce à la réaction de Bordet. L'identification d'origine humaine d'une tache de sang grâce à cette réaction est acceptée aujourd'hui dans tous

(1) La science et les recherches criminelles — Rhodes.

les pays sans discussion à l'égal de la méthode d'identification par les empreintes digitales.

Le troisième problème, à savoir, à quel groupe appartient le sang humain est un problème qui se rapproche du précédent quant à ses méthodes de résolution. En développant la réaction de Bordet on est arrivé à constater en 1900 que le sang d'un individu peut appartenir à quatre grands « groupes » suivant les cas où l'agglutination se produit ».

« On peut procéder à la réaction en se servant de sérum humain d'un « groupe » connu que l'on mélange à une solution saline de la tache de sang à étudier. Le sang du groupe I s'agglutine avec celui des groupes II et III. Celui du « groupe » II avec celui du groupe III seulement et vice-versa. Celui du groupe III avec celui du groupe II seulement. Celui du groupe IV ne s'agglutine ni avec le groupe I ni avec le groupe II. Si l'on utilise des sérums appropriés il est possible de découvrir à quel groupe appartient un sang inconnu » (1).

Cette méthode peut avoir des applications en criminalogie surtout pour fournir des preuves négatives : le sang trouvé sur l'inculpé n'est pas du même groupe que le sang de la victime. Elle a aussi des applications dans les affaires où la paternité d'un individu est en jeu. On a démontré en effet que le sang d'un enfant né de parents dont le sang appartient au même « groupe » donne des réactions de ce groupe. Si les deux auteurs ont des sangs appartenant à des groupes différents l'enfant héritera du sang du groupe de l'un d'eux mais non d'un groupe différent. La réaction de Bordet pourra encore ici nous fournir une preuve négative : tel individu n'est pas le fils de tels autres car son sang est du groupe I tandis que les auteurs prétendus ont des sangs correspondant aux groupes II et III.

Il est intéressant aussi pour l'expert de savoir si la tache de sang à examiner ne provient pas de sang menstruel ou d'une hémorragie. Le sang menstruel est assez

(1) Rhodes. La science et les recherches criminelles. p. 129.

caractéristique car il contient toujours de la folliculine qu'il est relativement facile d'isoler et il a la propriété de coaguler bien moins facilement que du sang provenant d'une autre partie du corps. Le sang provenant d'une hémorragie présente aussi quelques caractères particuliers. En général il s'agit de savoir si la tache de sang trouvée sur l'inculpé provient ainsi qu'il le prétend d'un saignement de nez. Tout d'abord l'expert pourra procéder à une analyse du sang, identifier son groupe et le comparer au sang de l'inculpé. Si les groupes ne concordent pas, l'analyse n'a pas à être poussée plus avant, il ne s'agit manifestement pas d'un « saignement de nez ». Dans le cas contraire il faudra rechercher les cellules éphithéliales provenant de la paroi du nez ainsi que les traces de mucus qui se rencontrent en général dans du sang provenant d'une hémorragie nasale.

La différenciation du sang des individus en quatre grands groupes, n'est considérée par les biologistes que comme une étape, et leur recherches tendent actuellement à individualiser par des réactions appropriées le sang de chaque individu. Il n'est pas besoin d'insister sur les conséquences incalculables que cette découverte amènera en criminologie le jour où elle sera parfaitement au point. C'est à un Français le Médecin légiste Dervieux, que revient l'honneur d'avoir indiqué la méthode qui une fois perfectionnée pourra permettre l'identification individuelle du sang.

A cinq reprises il injecta à un lapin du sperme humain dont les spermatozoides vivaient encore. Au bout de trois semaines il trancha l'artère carotide du lapin dont il recueillit le sérum comme d'habitude. Ce sérum donnait une réaction positive avec du sang humain ainsi qu'avec du sperme humain propriété que ne possède pas le sérum de Bordet. Dervieux affirme en outre que ce sérum donne un précipité plus abondant avec le sang ou le sperme de l'individu dont le sperme a été injecté avec ceux de tout autre sujet ;

« Ces réactions se produisent grâce à la présence d'agglutinogènes qui réagissent différemment en présence d'agglutinogènes du même groupe spécifique qu'en pré-

sence d'agglutinogènes d'un groupe différent. Ces agglutinogènes ne se trouvant pas seulement dans les globules rouges du sang et dans le sperme mais aussi dans la sueur, la salive, l'urine. On est arrivé à relever la présence de ces agglutinogènes groupe spécifique, sur des bouts de cigarettes. Des docteurs (Hiszfeld et Amzel) « ont pu montrer que le linge porté par un individu (chemises, doublures de poches, mouchoirs etc...) s'imprègnent de substances groupe spécifique qui lui sont propres probablement dérivées de ces sécrétions cutanées ou muqueuses et de la desquamation épidermique dans une mesure telle que l'on arrive à les identifier. » Ces quelques lignes suffisent à montrer tout le parti que peut retirer la criminalistique des progrès de la Science en cette voie.

L'étude des taches de sang dans les affaires criminelles fournit de précieux renseignements même si l'on ne se livre pas à des analyses compliquées, c'est grâce à l'examen des gouttelettes de sang que la victime a laissé tomber en se déplaçant après avoir reçu le coup, c'est grâce aux traces sanglantes, que l'on procède à la reconstitution du crime. L'examen des gisclures indiquera le sens du déplacement de la personne qui a saigné, l'examen des gisclures sur un mur pourra dans certains cas indiquer comment les coups ont été portés ; il indiquera si le meurtrier s'est acharné sur sa victime. Par exemple le policier trouve sur le mur des taches à une hauteur d'environ 1 m. 70, la gisclure était allée vers le haut ; il en conclue que la victime a reçu un premier coup étant debout, ensuite de nombreuses gisclures au ras du sol lui indiquerons que la victime une fois atteinte, le meurtrier s'est acharné sur elle. Si le policier trouve des taches qui se dirigent vers une porte, il pourra conclure que dans la lutte le meurtrier a été blessé et s'est enfui dans telle direction et l'examen des gouttelettes de sang lui indiquera même la vitesse avec laquelle il s'est enfui.

Les taches de sang d'animaux ont une importance presque aussi grande que les taches de sang d'origine humaine. Le chien de la victime a pu être blessé en défendant

son maître et à pu suivre le meurtrier grâce à son flair. Des traces de sang d'un animal (chien de la victime) jointes à des traces de lutte, indiquent que le meurtrier n'était pas un habitué de la Maison et cette constatation permet d'orienter les recherches dans une direction donnée en écartant tous les familiers de la victime. Si au contraire on ne relève aucune trace de lutte avec l'animal, on peut conclure que le meurtrier était un habitué de la Maison qui a tué ou blessé le chien de crainte d'être retrouvé par celui-ci.

Les taches de sang peuvent se retrouver sur le costume du meurtrier, quelquefois même assez longtemps après le crime car elles sont difficile à faire disparaître au lavage. Assez souvent on trouve des taches de sang à l'intérieur des poches (le meurtrier pour essuyer le sang qu'il a sur les mains se sert de son mouchoir et pour le prendre dans sa poche, il tache l'intérieur de celle-ci). Dans toutes les affaires où il s'agit d'un meurtre on voit que les taches de sang ont une grande importance surtout quand à la reconstitution du crime. Elles ont une importance aussi grande dans les affaires d'accidents d'auto avec délit de fuite. Après avoir écrasé un passant, le « chauffard » s'est enfui, ce sont les taches de sang que l'on retrouvera sur les gardes-boue, sur les pare-chocs ou même sur le pont arrière, taches mélangées a des cheveux, qui permettront de l'incriminer. Je n'insiste pas plus sur l'importance criminalistique de l'examen des taches de sang qui ainsi que nous venons de le constater par les lignes qui précèdent est énorme.

f) Taches de sperme

L'analyse des taches de sperme est d'une importance capitale dans les affaires de mœurs, c'est la plupart du temps, dans ces affaires, le témoignage est fourni par la victime et sa déposition très souvent sera suspecte.

Mais « une seule goutte de sperme scientifiquement

identifiée apporte plus de repos dans l'esprit du juge que la plus impressionnante déclaration » (1)

Le sperme se découvre facilement sur le linge où il forme des taches empesées en forme de cartes de géographie. Sur le velours il forme de légères écailles. Sur la peau, il forme des croutelles que l'on découvre facilement en examinant le corps à l'aide d'une bougie.

Pour transporter les pièces à conviction il faut éviter le froissement qui peut détruire les taches.

Pour identifier les taches de sperme, le moyen le plus rapide consiste à exposer les linges suspects à la lumière ultra-violette, le sperme produisant sous cet éclairage une fluorescence rouge-violette très caractéristique. Cette méthode est très rapide mais n'est pas d'une très grande précision, il faut faire usage de procédés chimiques, procédé de Florence et de Barberio, qui ont pour but d'isoler les spermatozoïdes.

On peut, comme pour le sang, employer la méthode des sérums précipitants pour déterminer l'origine humaine du sperme.

De même que pour le sang l'examen des taches de sperme permet la reconstitution du crime. On peut voir le degré de violence déployé par le criminel, si la victime a été violée avant ou après la mort.

D. Des documents écrits (1)

Ce sont des indices très importants, que de tous temps on a étudié. Aujourd'hui, les documents écrits sont étudiés grâce à des procédés techniques d'une très grande précision. L'étude des documents écrits, peut tout d'abord indiquer s'il y a eu crime, falsification, grattage. Egalement permettre de découvrir le criminel, l'auteur d'une lettre anonyme, le faussaire.

(1) Vigouroux Op. cit.

(1) A. Maché — Expertise scientifique des documents et des œuvres d'art 1933, publications photographiques et cinématographiques, 189, Rue St-Jacques,

Ici les procédés de preuve relèvent presque uniquement de la preuve scientifique. Le témoignage y est négligeable, il faut uniquement se baser sur les expertises.

L'expertise des documents écrits est la partie la plus délicate de la criminalistique. Elle a un passé fâcheux, une déplorable réputation et cela tient uniquement à l'insuffisance des procédés d'analyse ; à l'heure actuelle, ces derniers ont acquis une telle précision que l'expertise des documents écrits est une science complètement renouvelée.

Il est très difficile d'apprécier le préjudice causé par l'activité des fraudeurs dans tous les domaines, car souvent le faux document disparaît après son utilisation, c'est le cas pour les faux timbres. Le document officiel qui peut donner une idée approximative du préjudice causé par les fraudeurs est un bulletin publié par la S.D.N. se rapportant aux faux monnayage et c'est la somme de 100 millions par an que l'on doit estimer ce préjudice et si l'on considère que cette catégorie de faussaire n'est pas, et de loin, la plus importante, on voit que la fraude cause à la société un tort considérable.

Nous nous intéresserons surtout ici à l'étude de la falsification des documents écrits.

La falsification d'un document peut être 1° soustractive, 2° additive, 3° par imitation libre.

La falsification soustractive peut être soit physique, par gommage ou grattage ; soit chimique c'est alors le lavage.

La falsification additive comprend : l'addition et la surcharge.

1. Falsification soustractive physique, gommage, grattage.

Ces deux méthodes ont pour effet de modifier l'état superficiel du papier. On peut s'apercevoir qu'il y a eu grattage ou gommage en faisant apparaître le défaut d'unité dans l'état du papier, en le soumettant à la vapeur d'iode qui a sa condensation déposera des cristaux microscopiques qui seront plus nombreux à l'endroit du grattage, révélant ainsi le défaut d'homogénéité. On peut aussi faire réapparaître le texte gratté, soit par l'emploi

du tanin, soit surtout par la photographie suivant un éclairage spécial (méthode Dennstedt).

La photographie peut démontrer qu'il y a eu grattage alors que l'œil ne distingue rien, cela provient du fait que la quantité de lumière réfléchi par le document n'est pas la même là où le grattage a été commis. La photographie permet aussi de déceler des traces d'écriture effacées, pour cela on prend la photographie sous un éclairage très oblique qui a pour but de jeter une ombre sur les empreintes et c'est cette ombre qui est photographiée ; alors que l'œil ne réussit pas à distinguer ce jeu d'ombre et de lumière, l'objectif de l'appareil photographique y parvient parfaitement.

On peut prendre aussi des photographies du document soupçonné gratté : par simple contact, pour ce, on applique la plaque négative contre le document, on expose le tout à la lumière électrique pendant un temps d'autant plus long que le papier est plus épais et par développement on constatera que les endroits grattés ou gommés se traduisent par des noirs plus intenses que le reste du document, car le grattage diminue là où il a lieu l'épaisseur du papier ne serait-ce que d'une fraction insignifiante de mm. et à cet endroit la lumière impressionne plus fortement la plaque qu'aux endroits restés intacts.

II. Falsification soustractive chimique : Lavage.

Le lavage consiste à faire disparaître le texte primitif à l'aide de produit tels que l'acide oxalique, le chlore et surtout le « Corrector » (produit connu de tout le monde).

Lorsqu'on se trouve en présence d'un document lavé, on peut en reconstituer le texte primitif par l'utilisation du phénomène de fluorescence, (procédé Mellet et Bischoff). Le papier sous l'action des rayons Ultra-Violet produits par la lampe Wood devient fluorescent, alors que les matières métalliques (fer, chrome) contenues dans l'encre ne le sont pas. On procède avant de soumettre le document aux rayons Ultra-Violet à une teinture ; en général l'éosine qui a pour but d'accentuer les contrastes et l'on peut lire le texte disparu en noir violacé sur fond

lumineux. Ceci est le procédé le plus employé pour la reconstitution du texte disparu par le lavage, mais on peut aussi se servir de méthodes photographiques car la plaque sensible, permet de voir des détails que l'œil ne distingue pas suffisamment ou qui sont même absolument invisibles pour la rétine. On peut procéder à la reconstitution du texte original détruit par un lavage par des procédés chimiques. L'encre laissant un dépôt de fer que le lavage ne peut enlever, le chimiste fait apparaître le texte original en traitant le document dans un bain de sulfure d'ammonium qui agissant sur le dépôt de fer fait apparaître le texte original en noir. De même avec un bain de ferrocyanure de potassium, on obtiendra le texte original en bleu noir même si l'on a à faire à une encre qui a complètement disparu (encre à l'aniline altérée par le temps). Il est encore possible au chimiste de reconstituer le texte primitif par la méthode suivante, la plume étant pointue laisse une trace sur le papier (indépendamment de la trace d'encre) l'expert exposera le papier au dessus de vapeurs d'iode qui le jauniront, là où il existe des marques de plume les fibres du papier absorbent plus d'iode et la tache sera plus prononcée. On peut aussi procéder par la teinture, il suffit d'appliquer de l'encre diluée sur le document aux endroits où la plume a passé, il se produira, comme pour le procédé précédent, une tache plus sombre, mais ce procédé qui peut donner d'excellents résultats ne doit être employé qu'avec discrétion car après son emploi toute contre-expertise est impossible. Mais s'il est relativement facile de reconstituer dans sa teneur originale un document falsifié par le lavage il est beaucoup plus difficile de résoudre le problème préliminaire. Y a-t-il eu lavage ? On y arrive en se basant sur le fait suivant : Une feuille de papier est au point de vue chimique très homogène en tous points contient une même quantité de sels solubles dans l'eau, mais cette homogénéité n'existera plus si le papier a été soumis à un lavage. Cette différence d'homogénéité qui est infinitésimale sera mise en lumière par l'étude de résistance

électrique de macération dans l'eau. On procède de la façon suivante : on fait macérer dans des verres de Quartz contenant une même quantité d'eau distillée pure à une température strictement identique, cela au 1:10 de degrés près des morceaux prélevés à l'emporte-pièce sur le document à étudié, un certain nombre prélevé dans les parties non-suspectes, d'autres dans les parties suspectes au bout d'un même temps de macération, le liquide de chaque échantillon est mesuré, on introduit le liquide dans un vase où plonge 2 électrodes reliés à un « pont de Wheastone » parcouru par un courant alternatif. Le liquide a étudié opposera une résistance électrique. On pourra équilibrer cette résistance inconnue par un système de résistance connue et étalonnée. On pourra donc voir si deux solutions de macération opposent au passage de courant une résistance égale et l'on observera que les eaux de macération provenant des parties intactes opposent une résistance égale alors que cette résistance variera de façon notable pour les prélèvements effectués sur les parties lavées.

Si l'on arrive à découvrir le lavage par cette méthode, cela ne va pas sans quelques inconvénients, car il faut effectuer des prélèvements, le document n'est plus intacte et pour peu que le lavage ait porté sur une surface infime, par exemple un chiffre ajouté, une contre-expertise peut être rendu impossible ou du moins très difficile et de là, naissance à des discussions qui se finissent quelquefois tragiquement ainsi que le témoigne l'assassinat de M. Edmond Bayle le 16 septembre 1929.

Aujourd'hui les progrès des méthodes scientifiques ont permis de savoir s'il existait un lavage sur un document et aussi de découvrir quel a été le produit employé par le faussaire pour effectuer ce lavage. Mais ceci est uniquement une question de chimie pure qui sortirait du cadre de cette modeste étude.

III. Falsification additive : Faux par addition.

Après avoir procédé au lavage ou au grattage du texte initial ou même directement le faussaire instruit un texte

faux ou bien il ajoute un zéro à un nombre ou transforme les chiffres par exemple : le chiffre 3 devient un 8, le 1 un 7. Quelquefois aussi le cas s'est présenté plusieurs fois pour les testaments olographes, le faussaire ajoute une mention au texte initial. Dans le cas de faux par additions, le problème consiste la plupart du temps à mettre en évidence de très légères différences de teintes qui existent dans les documents entre l'encre qui a servi à rédiger le texte original et celle qui a été employé par le faussaire, il faut pour cela se livrer à un examen spectrophotométrique du document.

Lorsqu'un faisceau traverse une solution, une certaine partie de l'énergie lumineuse se trouve absorbé par la solution. Cette absorption varie pour chaque radiation du spectre on peut obtenir pour une même solution considérée. Deux solutions identiques donnent pour une même radiation des courbes d'absorption de la solution considérée. Deux solutions identiques donnent pour une même radiation des courbes d'absorption semblables. Une variation chimique infime dans la composition de la solution se traduira par de fortes différences dans le tracé de l'encre on procède ainsi : on rend le papier transparent au moyen d'une goutte d'huile de cèdre, on fait tomber un faisceau lumineux sur la lettre ou la partie de la lettre a étudié et la lumière est analysée au spectrophotomètre (spectrophotomètre d'Yvon) ; on peut également procéder en analysant la lumière réfléchiée par le document : ici aussi la photographie sous un éclairage oblique dans une chambre noire donne de bons résultats. On peut arriver ainsi à déceler les moindres altérations que le faussaire peut avoir fait subir au papier ainsi que les différences d'encres, les plaques orthochromatiques étant sensibles aux diverses radiations la différence d'encre se traduit sur la plaque par une différence d'intensité notable.

IV. Faux par surcharge. — Pour dépister la surcharge, il s'agit de résoudre le problème suivant : savoir lorsque deux traits d'encre se coupent, quel est celui qui passe sur l'autre ; ce problème qui est assez compliqué peut

être résolu par diverses méthodes, tout d'abord en se servant du graphoscope appareil composé d'un microscope binoculaire à grand champ que l'on peut faire déplacer sur un chariot au-dessus de la feuille de papier ; cet Appareil donne une très forte impression de relief et permet assez souvent de déceler la surcharge en faisant apparaître quel est le trait qui passe sur l'autre. Le microscope permet de déceler le phénomène suivant, qui se produit souvent en cas de surcharge. On remarque que lorsqu'un trait coupe un autre au voisinage de l'intersection des deux traits, que l'encre du second trait se diffuse sur l'encre du premier mais cette méthode est assez dangereuse et risque de causer des erreurs, elle n'offre une garantie sérieuse que lorsque les encres sont de composition chimique très différente, la diffusion étant beaucoup plus apparente, mais dans ce cas il vaut mieux solutionner le problème par des procédés chimiques qui offriront beaucoup plus de garanties. En matière d'expertise criminelle la moindre erreur ayant des conséquences énormes, il convient de s'entourer du maximum de garanties.

Si les encres sont de composition différentes, on peut obtenir sur une plaque de Photo un décalque de la 1^{re} encre à l'aide d'un réactif approprié sans toucher à l'autre. La 2^{me} encre joue le rôle de vernis protecteur, il s'en suivra sur le décalque un blanc si c'est la 2^{me} encre qui passe sur la 1^{re} : si au contraire il n'y a pas de solution de continuité sur le décalque c'est la 1^{re} encre qui passe sur la seconde.

Les rayons Ultra-Violet et les phénomènes du fluorescence peuvent aussi être employés avec succès pour dépister les surcharges. Certaines encres ayant la propriété d'être fluorescentes, en éclairant le document à la lumière Ultra-Violette si l'encre ancienne (fluorescente) a été recouverte ou recoupé par un trait tracé à l'aide d'une encre non fluorescente (ou de fluorescence différente) l'on constatera que le trait fluorescent n'est pas continu, si au contraire le trait fluorescent est continu c'est que

l'encre n'a pas été recoupée et que c'est au contraire elle, qui recoupe l'encre non-fluorescente.

Le Docteur Locard a mis au point une méthode optique offrant le maximum de garanties pour résoudre le problème de l'ordre des superpositions dans la surcharge. Au lieu de placer le document à étudier perpendiculairement à l'axe optique du microscope il a imaginé de le placer dans le sens même de cet axe, il en résulte, que de cette manière, l'objectif vise le trait litigieux horizontalement et non pas perpendiculairement comme dans les méthodes ordinaires. Dans ces conditions si on examine un croisement de traits que l'on doit étudier, celui-ci se présente, non pas de face mais seulement de profil et lorsqu'on opère avec un grossissement suffisant et approprié, on fait alors apparaître l'encre en saillie sur le papier. Ce procédé offre évidemment une difficulté : celle de réaliser une mise au point parfaite. Il est nécessaire de plier le document au voisinage immédiat du croisement que l'on veut étudier de manière que l'on puisse approcher l'objectif suffisamment près du point à examiner.

V. Faux par imitation libre. — Un autre cas très intéressant de faux et d'un genre tout à fait différent de ceux étudiés jusqu'à présent est celui où le faussaire sans aucune altération préalable de document, confectionne lui-même un document en imitant l'écriture du signataire. Ici le faussaire après un entraînement assez long ou grâce à une habileté exceptionnelle imite la signature ou l'écriture d'une autre personne, ce genre de faux pose le délicat problème des analyses d'écritures. Depuis très longtemps les experts essaient de résoudre ce problème mais il n'y a que peu d'années que cette étude est poussée d'une façon vraiment rationnelle et scientifique. En effet la méthode classique portait sur l'étude des détails, on recherchait dans les écritures à comparer des détails infimes ; c'est la méthode des Graphologues Netherclift et Chabot qui affirmaient que lorsque dans deux documents on trouvait un certain nombre de points de ressemblance, ils provenaient de la même main, les graphologues anciens

étudiaient la forme des points sur le « i » ; les barres des « T » ; la forme des « O », les paraphes de signatures et bien d'autres points qui, d'après eux, montraient l'authenticité ou la falsification des écrits. Mais cette méthode traditionnelle a été cause de bien des erreurs et a jeté, pendant longtemps un discrédit sur la science graphologique. Aujourd'hui on a remarqué que les faussaires portent leur attention à reproduire, scrupuleusement tous les détails de l'écriture qu'ils veulent imiter mais s'ils peuvent reproduire les détails ils ne peuvent imiter les caractéristiques générales d'une écriture et c'est sur ces caractéristiques générales que porte l'expertise graphologique moderne. Tout d'abord sur la pente des lettres : on a constaté que si l'on écrit un mot, les lettres ont une certaine pente, si l'on prolonge les lignes de pente, ces lignes se coupent en des angles ; si la même personne écrit le même mot en changeant son écriture, les angles formés par la rencontre des lignes de pente, seront identiques aux précédents. Il y a une constante dans la pente des lettres que le faussaire ne pourra imiter car elle n'apparaît qu'après un examen très délicat et un agrandissement très fort de l'écriture au moyen de la photographie ; alors qu'il pourra imiter la façon de pointer les « l » et de barrer les « T ».

Dans l'étude sur la hauteur des lettres, l'analyse est poussée avec une rigueur encore bien plus scientifique : c'est **l'analyse graphométrique de l'écriture**. Si l'on mesure la hauteur d'une lettre et que l'on établisse le rapport qu'il existe entre la hauteur de cette lettre et celle d'une lettre différente, on constate que ce rapport est constant pour une même personne même si elle change son écriture. Par exemple une personne qui fait des « o » très petits et des « i » très grands, même si elle change son écriture le rapport entre la hauteur des « i » et des « o » sera constant.

Pour obtenir la courbe graphométrique d'une écriture, on divise les lettres en éléments (Gammas : un « n » comporte 2 Gammas) l'on mesure la hauteur des Gammas,

l'on porte en absisses les Gammas des diverses lettres par ordre de valeur croissante ; et ordonnées les hauteurs de ces Gammas. On obtient ainsi une courbe qui est la courbe graphométrique de l'écriture étudiée.

Pour un autre écrit provenant de la même personne on obtient une courbe graphométrique identique que l'on peut superposer à la première. Au contraire s'il s'agit d'un faux, on ne pourra réaliser cette superposition, même si en apparence les 2 écrits sont semblables. Il y a aussi d'autres constantes dans une écriture donnée sur lesquelles les experts peuvent se baser. Tout d'abord les **variations de l'écartement**. L'écartement des lettres est une chose très variable dans les différents écrits. On procède à une mesure des écartements de différentes lettres au 1/10 de mm. Quand on fait cette mesure sur un texte authentique et qu'on opère ensuite sur un texte imité, il faut ramener la valeur absolue de l'écartement proportionnellement à la hauteur moyenne des minucules de chaque écriture. On peut alors construire des courbes représentant une variation des écartements et comparer les 2 écrits.

Proportionalité des largeurs des lettres. — Pour une lettre donnée, il y a un rapport défini entre la hauteur et la largeur. La mesure en est d'ailleurs fort délicate car elle peut entraîner des erreurs.

On mesure la hauteur des lettres dépassantes, la hauteur des minuscules, celle des majuscules et on prend la longueur totale d'un groupe déterminé de minuscules sans comprendre le trait terminal, on obtient ainsi des proportions qu'il est facile de comparer pour les deux écritures.

Etude des points de reprise. — D'une façon générale on ne trace pas les mots d'une seule levée de plume, la main se reprend dans le courant d'un mot, il y aura des interruptions plus ou moins fréquentes qui seront facilement révélées par un examen microscopique. La fréquence plus ou moins grande de ces reprises caractérise un écrivain. Ici encore, on peut employer les méthodes

précédentes et tracer des courbes qui permettent d'affirmer l'authenticité ou la fausseté d'un écrit.

Mais si ces études d'analyse d'écriture présentent chacune des garanties scientifiques individuelles, il est bon pour l'expert de ne pas les employer isolément car en matière criminelle les intérêts en jeu sont énormes ; l'expert emploie ces méthodes en les combinant, il se servira aussi d'analyses de détail ainsi que l'employaient les premiers graphologues, car si la méthode classique des détails ne présente pas toutes les garanties scientifiques, elle contient néanmoins une âme de vérité qui n'est pas à dédaigner. L'étude des détails présente une utilité surtout s'il s'agit d'un document assez long. Le faussaire tend à revenir à son écriture normale, il ne prête plus une attention suffisante aux détails de l'écriture à imiter, il se proudit une fatigue de l'attention, fatigue qui ne se produira pas s'il s'agit d'un document très court.

L'expert portera une attention très grande à la fréquence des levées de plume qui seront beaucoup plus nombreuses pour un faux l'auteur se reprenant souvent et n'écrivant pas d'une seule traite, comme pourrait le faire le signataire ; aux retouches que le faussaire aura pu effectuer pour améliorer son œuvre, ces retouches se traduiront par de petits renflements visibles à l'aide d'une forte loupe ou d'un agrandissement photographique ; cette dernière méthode d'examen de retouches a été mise en lumière par le Professeur Locard à l'occasion de l'affaire Renourch ; le distingué Professeur établit qu'il s'agissait d'un faux (ce qui fut reconnu par la suite) à l'existence de 7 petites retouches effectuées à la boucle d'une majuscule. On voit donc qu'un Expert a à sa disposition de nombreuses méthodes pour analyser les écritures et comparer les écrits, mais comme dans l'emploi des méthodes scientifiques, il doit rechercher en toute impartialité sans idée préconçue ; comme un vrai savant, en cumulant les moyens scientifiques qu'il possède.

VI. Faux par calque. — Pour employer cette méthode, le faussaire reproduit le document à calquer (en général une

signature ; en effet dans le faux par calque, il s'agit surtout de reproductions de signatures) en mettant l'original sur un verre dépoli, éclairé par dessous, on applique une feuille de papier sur la partie à reproduire et avec un crayon on suit les contours de l'écriture, il n'a plus qu'à repasser son trait à l'encre et à gommer le trait de crayon.

Ce faux se découvre tout d'abord si l'on ne possède pas le document original, en faisant ressortir les reprises et les retouches que commet fatalement le faussaire. Pour cela, l'expert n'a qu'à se servir du graphoscope ou de microphotographie. On peut aussi procéder au lavage du faux : l'on fait disparaître l'encre à l'aide d'un acide et l'on apercevra nettement les traces de décalage. Il est inutile de dire que ce procédé a le grave inconvénient de faire disparaître le texte ; il ne doit donc être employé que lorsque l'on a de très fortes présomptions.

Si au contraire l'on possède l'original, l'expert pourra faire usage de la méthode ci-dessous, cette méthode est basée sur le fait suivant : Jamais deux signatures ou deux mots tracés par la même main ne se ressemblent absolument ; il n'y a qu'à se servir d'un pupitre à retouche de photographe et faire coïncider les deux écrits ; s'il y a coïncidence parfaite, on peut dire à coup sûr qu'il s'agit d'un faux. Lorsqu'on ne possède pas l'original, mais que l'on a en mains plusieurs documents que l'on soupçonne être faux, un moyen de mettre la falsification en évidence est d'employer le procédé Osborn : On photographie le document sous une plaque quadrillée ; on peut ainsi mettre en évidence les distances qui séparent les lettres et les dimensions de celles-ci ; et si sur les divers documents soupçonnés, la même lettre occupe la même place dans le même compartiment du quadrillage, on peut dire à coup sûr qu'il s'agit d'un document faux. Cette méthode qui est très simple et qui ne comporte pas l'emploi d'outillages compliqués a le grand avantage, étant donné sa clarté, d'avoir une grande force de conviction sur le profane et partant beaucoup de poids sur le

Jury, avantage que n'ont pas toujours certaines méthodes plus précises mais plus compliquées.

VII. Lettres anonymes. — Les lettres anonymes occupent une grande place de la Chronique Judiciaire, souvent les crimes sont précédés de lettres de menaces non signées ou portant une signature de fantaisie.

De nombreuses Affaires de Chantage, comportent des lettres anonymes. Il importe aux Policiers Modernes de trouver les auteurs des lettres anonymes, car souvent une lettre découverte permettra de débrouiller des Affaires très compliquées : ici aussi la Technique Moderne est venu en aide aux Policiers.

Tout d'abord s'il s'agit d'un déguisement, si l'auteur de la lettre a volontairement modifié son écriture, on peut le découvrir en évaluant la courbe graphotométrique de l'écriture comme s'il s'agissait d'un faux par imitation libre. Les dimensions relatives des lettres restent toujours semblables, même si on modifie son écriture, mais cela est vrai si l'on écrit de la même main, au contraire si la lettre anonyme est écrite de la main gauche on ne pourra plus appliquer cette méthode, car la courbe graphotométrique fournie par la main droite ne coïncide pas avec la courbe graphotométrique fournie par la main gauche. Il faut employer d'autres méthodes : Analyse des encres, du crayon. On peut découvrir les impuretés contenues dans la mine du crayon en analysant le trait, cela grâce aux Rayons Ultra-Violets et à des réactions chimiques appropriées. On peut aussi se livrer à une analyse microphotographique du trait, et si la personne soupçonnée possède un crayon qui donne un trait que l'analyse microphotographique révèle être identique à celui de la lettre anonyme : on en a découvert l'auteur.

Certains anonymographes croient échapper à toutes investigations de la Police en se servant de la machine à écrire ; il n'en est rien, car ici aussi l'analyse microphotographique permet de découvrir des irrégularités de frappe et d'indiquer la machine qui a permis d'écrire tel document à étudier. Deux machines à écrire de la même

marque, au bout d'un certain temps d'usage montrent chacune des traits caractéristiques, dûs principalement, à la personnalité de celui qui s'en sert. On peut employer pour découvrir ces irrégularités de frappe, le procédé Obsom : au travers d'une plaque de verre munie de carreaux légèrement plus grands que les lettres à examiner, on photographie le texte dactylographié à étudier, on peut ainsi mesurer les irrégularités d'alignement et d'espacement et l'on peut comparer le texte douteux à celui que produirait la machine suspecte.

Dans toutes les affaires, soit qu'il s'agisse d'un faux par imitation ou surcharge ou d'une affaire de lettres anonymes, le procédé suivant peut souvent être appliqué avec succès par l'expert. Lorsqu'on écrit sur une feuille de papier et qu'il y en a une autre en dessous, il se produit (à condition que la première feuille ne soit pas trop épaisse, une trace sur la feuille inférieure, trace qui est la plupart du temps invisible à l'œil nu mais grâce à un éclairage très oblique, on fera ressortir les contrastes et à l'aide d'un cliché photographique (qui a la propriété d'augmenter les contrastes) on pourra rendre cette trace visible et par le même, permettre de lire ce qui est écrit sur la première feuille de papier. Si le premier cliché est trop léger, on pourra employer la méthode du Professeur Rein : du premier cliché renforcé chimiquement, on tire un positif avec une autre plaque sur laquelle le contraste se trouvera accentué, avec ce positif on tirera un négatif et ainsi de suite jusqu'à ce que l'image soit assez nette pour pouvoir être déchiffrée

TITRE II

Procédés techniques ayant pour but de retrouver rapidement un individu recherché.

Une fois l'auteur d'un crime ou d'un délit identifié, il convient de l'arrêter au plus vite. Les inspecteurs chargés de l'arrestation, feront usage du « portrait parlé ».

Le « portrait parlé » est un procédé némotecnique qui permet de reconnaître facilement un individu dont on possède le signalement. Ce signalement, le policier peut l'avoir de deux façons : soit par une photographie de police si l'individu a déjà été arrêté et possède sa fiche, soit par des descriptions orales fournies par des voisins, des parents et des photographies d'amateur.

Avant d'aborder l'étude détaillée du portrait parlé, disons quelques mots de l'introduction de la photographie en criminalistique.

L'introduction de la photographie en criminalistique a eu une importance capitale sur le développement de cette dernière science. La photographie presque dès ses origines a été introduite en matière d'identification des récidivistes ; une photographie de l'individu a été jointe aux fiches signalétiques qui comportaient une description plus ou moins vague du personnage ; cela fut un grand progrès mais n'alla pas sans difficultés. Au début on se contentait d'une photographie prise de face (Collection Byrnes) mais comme les poses devaient être très longues, il fallait maintenir le sujet mains et pieds liés, la tête étant maintenue par un crampon de fer (on ne s'étonne donc pas que de vives critiques aient été soulevées au sujet de cette méthode). Plus tard on ne se contenta plus d'une seule photographie, prise de face, car il est facile de constater qu'avec une telle photographie on n'a qu'un signalement assez vague permettant difficilement de retrouver le sujet au milieu d'une foule ; on prit donc une photo de face et une de profil (ce qui facilite grandement l'identification.) Grâce à l'initiative de Bertillon le service de l'identité judiciaire de Paris mit en application une autre méthode qui donne de très bons résultats. Avec cette méthode on ne se contente pas de prendre une photographie de face et une de profil mais on prend encore certaines parties séparées du visage : les yeux, les oreilles, le nez, la

bouche, les rides du front. De cette façon les détails caractéristiques du visage ressortent d'une façon frappante et pour un inspecteur qui a tant soit peu d'habitude, il lui est très facile après avoir vu une telle photo de retrouver un individu au milieu d'un très grand nombre d'autres.

Lorsqu'un individu est recherché par la Police ; les Inspecteurs chargés de son arrestation sont munis de son signalement ; ce signalement peut être de différentes sortes ; il peut s'agir d'une photographie (photographie de face et de profil ou photographie fragmentée) il semble que ce soit là la meilleure façon de donner un signalement, il n'en est rien car l'objectif a une tendance à exagérer les contrastes et, les jeux d'ombre et de lumière du visage d'une personne peuvent être exagérées d'une façon telle qu'il est difficile de la reconnaître sauf si l'on a une certaine habitude et que l'on sache regarder les détails caractéristiques intéressants (yeux, rides du front, oreilles).

On peut ainsi donner à l'inspecteur un signalement oral, non pas un signalement vague, tel que l'on trouve sur les cartes d'identité, qui peut s'appliquer à tous les individus en général et à aucun en particulier, mais sous forme de portrait parlé.

Le portrait parlé est un des moyens les plus sûrs d'identification et un des plus modernes. Pour l'inspecteur qui attendra un malfaiteur dans une gare par exemple, il offre de grands avantages ; il ne l'oblige pas à sortir une photographie de sa poche pour la regarder car le portrait parlé est facile à apprendre par cœur ; il se transmet par téléphone très rapidement ; il a en plus un autre avantage sur la photographie, il ne se laisse pas dérouter par le grimace, il permet aussi, ainsi que nous le verrons plus loin de distinguer les sosies chose que ne permet pas toujours la photographie.

Le portrait parlé est une description du visage à l'aide de termes appropriés, car s'il est facile avec le langage ordinaire de décrire le visage d'une personne présentant des traits très caractéristiques, il est très difficile au contraire de décrire un visage ordinaire ne présentant aucun trait

saillant particulier. Les termes : front moyen, nez moyen, bouche moyenne, employés en ce cas par les gendarmes ne signifient rien ; il faut avoir recours aux termes précis du portrait parlé imaginé par Bertillon.

Pour faire le portrait parlé d'une personne, on place celle-ci en pleine lumière en la faisant regarder droit devant elle, et de telle façon que la ligne qui joint la pointe cartilagineuse du centre de l'oreille à la racine du nez, face un angle de 15° avec l'horizontale, cette position sera maintenue identique pour l'examen de profil (si l'on a à faire à un cadavre on maintiendra la tête grâce à des supports en bois) ; pour décrire les différentes parties du visage, on se servira de trois termes : petit - moyen et grand. Pour distinguer les formes intermédiaires et pour obtenir plus de précisions, on obtient des subdivisions en soulignant les lettres ou en les mettant entre parenthèses.

Une lettre soulignée aura une valeur doublée, par exemple : pour dire très grand on écrira un G ; au contraire les parenthèses atténuent la signification du terme qu'elles encadrent ; pour distinguer un peu grand on écrira (G).

Si l'on a à procéder non à des indications de dimensions mais à des désignations de forme, on se sert également de 3 termes : cave, rectiligne, vexe ; ou bien : relevé, horizontal, abaissé.

La description du visage est la plus importante dans le portrait parlé. On commence par la description du front. On désigne suivant la méthode vue précédemment, la grandeur des arcades sourcillères, l'inclinaison sera représentée par une ligne joignant la naissance des cheveux à la racine du nez, cette inclinaison sera désignée par les termes : très fuyant, fuyant, intermédiaire, légèrement vertical, vertical, prohéminent). On désignera aussi la hauteur du front et sa largeur c'est-à-dire la distance séparant les deux tempes ; on indiquera également avec soin les particularités, pour le front il s'agit surtout de bosses.

Pour le nez on notera grâce aux termes appropriés ces 3 dimensions : la hauteur qui va de la racine au bas de la cloison ; la largeur qui est la distance des 2 ailes, la saillie.

On indiquera la direction de la base (relevé, horiozntal ou abaissé) le profil du dos qui peut aller de très cave à très vexe en passant par rectiligne.

La description des autres parties du visage continue suivant cette méthode. On examinera le menton, les lèvres, la bouche, les yeux, les rides des sourcils, les oreilles. L'examen de l'oreille est en effet très important dans le portrait parlé. C'est en effet grâce à l'examen de l'oreille que les policiers le plus souvent arrivent à arrêter des malfaiteurs dont le signalement leur est donné par le portrait parlé, alors qu'il est quelquefois difficile d'examiner à loisir dans la rue, en voiture, la forme du nez ou du front d'une personne sans attirer son attention, il est au contraire très facile d'examiner la forme de ses oreilles sans éveiller sa méfiance.

Dans les Laboratoires de Police il existe des planches sur lesquelles sont reproduites les diverses variétés de forme des différentes parties du visage. L'étude de ces tableaux facilite beaucoup les policiers pour la désignation des types difficiles à classer. On s'en rend compte en les examinant, particulièrement celui se rapportant aux diverses formes d'oreilles (le plus important au point de vue policier ainsi que le dit M. Berout). On peut acquérir très rapidement une grande habileté pour retrouver quelqu'un en ayant la description de son oreille en « portrait parlé ».

M. Bérout donne l'exemple suivant : « Il y a quelques années il présidait un cours à Monte-Carlo pour enseigner aux policiers la méthode du « portrait parlé ». Au bout de 15 jours d'étude, il donne aux élèves la description de l'oreille d'une personne qu'il s'agissait de retrouver. Quelques heures après la personne était identifiée, c'était le Général Gouverneur de la Place, personnage que l'on ne pouvait se permettre d'examiner à loisir ».

Cet exemple suffit à démontrer en l'occurrence l'excellence de cette méthode, si l'on tient compte que les policiers en question l'ignoraient totalement 15 jours auparavant.

Après avoir procédé à la description des diverses parties

du visage, on note en outre les aspects généraux de celui-ci ; c'est à dire 1° l'expression qui peut être grimaçante, énergique, souriante, crétinoïde ; il est à remarquer que ces diverses expressions ne sont notées que si elles sont réellement caractéristiques.

2° La corpulence est indiquée par l'aspect du cou qui peut être court, long ; mince, gros, présenter une pomme d'Adam saillante, un goitre, un double menton, un bourrelet.

3° La carrure qui comprend la direction de la ligne des épaules et la largeur de celles-ci. On note en général si l'individu paraît gros ou maigre.

4° L'attitude qui est indiquée par la rondeur du dos, la position des bras et des mains, le port de tête.

5° L'allure qui comprend elle-même 3 éléments : a) la démarche (lente, légère, sautillante, lourde, posée, raide, dandinante, déhanchée, claudicante, boîteuse) ; b) le regard (droit, oblique, fixe, mobile, lent, rapide, franc, fuyant) ; c) la gesticulation.

Cette description des aspects généraux s'appelle le « signalement fonctionnel » qui est sans doute plus utile à l'identification qu'un portrait, car, comme le dit le professeur Locard : « Les indications fonctionnelles sont beaucoup plus précieuses dans une enquête ou une filature que les données anatomiques les plus minutieuses ». En réalité, dans la vie courante, nous reconnaissons les gens, non à la couleur de leurs yeux mais leur regard ; non à la forme de leurs membres, mais à leur démarche, non au dessin de leur visage, mais à leur mimique. (1) « C'est pour cela que donner un bon signalement fonctionnel équivaut à « cinématographier » sur le vif et non à fournir de lui une reproduction morte, telle que celle qui sera donnée par la fiche anthropométrique la mieux établie.

Dans le portrait parlé rentrent également la description de l'œil et des cheveux. Pour ces descriptions il faut faire intervenir des notions chromatiques.

(1) Locard. La police et les méthodes scientifiques, p. 65.

Pour l'œil (on ne décrira que l'iris gauche) on part du principe que le fond de l'iris est bleu mais peut être plus ou moins pigmenté, sauf pour une catégorie d'yeux que M. Bertillon appelle les yeux impigmentés qui peuvent être les yeux bleus ou les yeux gris.

Pour les yeux pigmentés, on distingue 7 classes suivant l'importance du pigment : bleu, jaune, orange, châtain, marron, marron verdâtre, marron pur. Ces 7 catégories sont elles-mêmes subdivisées en 3, car pour chacune d'elles on peut, suivant la teinte faire intervenir les termes : claire, moyenne, foncée. Il y a donc, en réalité 21 catégories de couleurs d'iris. Ici encore, le policier n'arrivera à classer la teinte exacte d'un individu qu'après un minutieux apprentissage effectué principalement sur des tableaux en couleurs.

L'iris est lui-même divisé en 2 parties ou zones : la zone interne ou auréole, la zone externe ou périphérie.

Pour chacune de ces zones on note la couleur séparément. On note également la disposition des pigments sur l'auréole et, suivant cette disposition, on a une auréole dentelée, hachurée, rayonnante. Il est inutile de dire que les caractères particuliers (si précieux à l'identification) sont également notés : taches de rousseur, sur l'iris, (œil truité); yeux de couleur différentes (œil vairon), le cercle senile au bord extérieur de l'iris, la pupile piriforme (ou excentrée) et les taies.

Pour désigner la couleur des cheveux le principe est le même. Ils sont classés en blond pur, clair, moyen, foncé ; châtain clair, moyen, foncé ; châtain noir ; noir pur, roux, acajou, moyen, foncé ; roux châtain clair, moyen, foncé ; blanc. Pour désigner la couleur de la moustache on se sert des mêmes termes.

Pour terminer les notions chromatiques, on indique la couleur pigmentaire de la peau, teint jaune, brun ou noir, ainsi que la coloration sanguine (rouge ou pâle). Ces diverses catégories étant elles-mêmes subdivisées en 3 grâce aux termes : petit, moyen ou grand.

Le portrait parlé sera complet, lorsqu'on aura indiqué les signes particuliers : cicatrices et particulièrement les

tatouages. Il est inutile d'insister sur la question du tatouage, qui, à elle seule, constitue un chapitre important dans la criminalogie. Il convient de dire simplement que le tatouage date des temps préhistoriques ; qu'après avoir été surtout un signe professionnel chez les soldats, et les ouvriers, et un signes religieux ; il est devenu, principalement au XX^e siècle « un signe de la vie criminelle ». On a vu dans les tatouages des criminels, des preuves d'un psychisme anormal, (dessins antisociaux, devises menaçantes). Les tatouages sont très précieux pour permettre l'identification car ils sont indélébiles (sauf les tatouages à l'encre rouge qui arrivent à s'effacer spontanément). Il existe des procédés pour faire disparaître les tatouages mais il reste toujours des traces qui sont rendues visibles au moindre frottement.

La méthode du portrait parlé telle que l'a créée Bertillon, est aujourd'hui adoptée par les policiers de tous les pays. Cette méthode est utilisée concurremment à la dactyloscopie. Il faut noter que, tous les pays, bien que faisant usage du portrait parlé, ne notent pas sur leurs fiches le signalement complet de l'individu en « portrait parlé ». La description est plus ou moins complète, (certains décrivent principalement l'oreille) et le Dr Locard cite 150 systèmes différents d'établissement de fiches où sont combinés : les méthodes dactyloscopiques, des éléments anthropométriques et des descriptions par portrait parlé.

Bertillon a créé à Paris à côté des sommiers de l'identité judiciaire qui groupent 6 millions de fiches principalement basée sur la dactyloscopie, le carnet D. K. V. qui est absolument remarquable. C'est un carnet où les photos des individus recherchés sont classées par ordre alphabétique, il comprend en outre des renseignements sur l'identité et la description « portrait parlé » ; il combine en somme la photographie et le portrait parlé.

L'album est divisé en 3 parties suivant la forme du nez : concave, rectiligne, convexe.

Dans chaque catégorie il y a des subclassifications sui-

vant les formes de l'oreille, la taille et la pigmentation de l'iris gauche.

Le carnet D. K. V. est absolument remarquable mais malheureusement, le personnel policier, en général, ne sait pas s'en servir, et les résultats sont loin d'être ce qu'ils devraient.

Il est à remarquer que la méthode de classement des fiches composent les divers fichiers signalitiques de la Sûreté Nationale, est très proche de la méthode employée pour le carnet D. K. V.

Il existe actuellement à l'identité judiciaire de Paris, un cours spécial pour permettre aux inspecteurs de sa familiariser dans la pratique du portrait parlé ; cette méthode est excellente ; elle est même supérieure à la photographie car elle permet de distinguer des personnes qui offrent entre elles de grandes ressemblances physiques, et que des photographies nous révèlent comme étant la même personne ; un examen des formes de l'oreille suivant la méthode de Bertillon fera immédiatement apparaître que l'on a à faire à des sosies. Le portrait parlé est nettement supérieur à la photographie pour réaliser l'opération inverse ; à savoir : deux photographies représentant deux personnes qui semblent n'avoir aucun trait commun sont pourtant deux photographies du même individu prises après un long espace de temps : cela se produit souvent ; un individu est arrêté pour un méfait, en examinant les fiches, on constate qu'aucune photographie ne correspond alors qu'en réalité l'individu en question est un récidiviste dont on possède la fiche ; mais dont les aspects généraux du visage se sont modifiés d'une façon telle qu'il est impossible de le reconnaître. Il faudra encore avoir recours à la méthode d'identification par portrait parlé et non se contenter d'un simple examen des photographies.

Pour terminer l'étude du portrait parlé je citerai les aventures de M. S... le « mort vivant » : « M. S... disparu de chez lui est retrouvé noyé, sur les dalles de la morgue. Ses compagnes de travail, sa femme le reconnaissent ; on identifie ses vêtements, on allait l'inhumer, quand le

service de l'identité qui possédait une fiche « portrait parlé » de S... intervint pour déclarer qu'il s'agissait là d'un autre individu.

Quatre jours plus tard, en effet, S... revint, assez penaud, d'une fugue. » (1)

—:—:—:—

(1) P. Devaux. La nature 15 juillet 1936.

TITRE III

Les fichiers de police

Les fichiers de police permettent d'une part, l'identification de l'auteur d'un crime d'après l'étude des indices relevés sur les lieux (fichiers dactyloscopiques, fichiers spéciaux).

Ils permettent également de s'assurer de l'identité exacte d'un individu arrêté. Tout individu arrêté ayant intérêt à dissimuler sa véritable identité pour échapper à l'aggravation de peine ou à la relégation résultant de l'application de la loi sur la récidive, il est donc du plus haut intérêt de s'assurer de l'identité exacte des malfaiteurs.

En outre les fichiers de police permettent de surveiller constamment certains individus particulièrement dangereux : les interdits de séjour, les nomades, les étrangers.

Dans ce titre III nous examinerons :

- A. Quels sont les individus dont on établit la fiche ;
- B. Fichiers de police ordinaires ;
- C. Bases de classement des fiches de police ordinaires :
 - a) anthropométrie ;
 - b) dactyloscopie ;
- D. Fichiers de police spéciaux.

A. Quels sont les individus dont on établit la fiche ?

Aucun décret ne vient trancher la question d'une façon formelle, et c'est une lacune regrettable.

En principe, l'identification s'applique à tous les individus incarcérés. Il y a, cependant, des exceptions résultant d'une circulaire ministérielle du 25 août 1833 ; principalement pour les cas d'arrestations pour motifs exclusivement politiques, pour les incarcérations effectuées à la demande des familles, « et en général tous les cas où le sujet arrêté, originaire de la localité ne saurait de toute évidence être soupçonné en quoi que ce soit, ni de cacher son nom, ni d'appartenir à une catégorie de malfaiteurs professionnels » (1).

En cas de doute, le gardien-chef doit en référer au préfet, sous-préfet et Procureur de la République.

Pour les nomades, il existe un régime spécial d'identi-

(1) Garraud. op. cit. p. 238.

fication institué par la loi du 16 juillet 1912. En vertu de cette loi : « Tous les individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes, doivent être munis d'un carnet anthropométrique d'identité ».

En France, l'identification est loin d'être obligatoire pour tout le monde et pourtant ce serait là une mesure d'une grande utilité. Dans certains pays étrangers particulièrement en Amérique du Sud, l'identification est très étendue.

A l'heure actuelle, au Brésil, le problème de la carte d'identité obligatoire a été repris ; si elle n'est pas obligatoire en droit, elle l'est en fait. « On ne peut pas y être soldat ou étudiant, ni prendre possession d'aucune fonction publique, ni voter, ni exercer des actes de la vie ordinaire si votre signalement n'a été pris d'après méthodes d'identification dans l'un des nombreux institut officiel installé partout (1).

B. Fichiers de police ordinaires

C'est le service de l'identité judiciaire qui collectionne toutes les fiches de polices établies en France. Tous les individus arrêtés et soumis à l'identification ont leur fiche qui est envoyée et classée à Paris.

Tous les mois les directeurs de prisons envoient au siège de la brigade mobile la liste des prisonniers qui vont être libérés. Un inspecteur va les photographier (s'ils rentrent dans la catégorie des individus dont on établit le signalement) et établit la fiche qui est envoyée à Paris.

Les fiches, à Paris, sont classées de 2 façons :

classement alphabétique, classement technique.

Pour le même individu il est établi 2 fiches. L'une sera classée alphabétiquement, l'autre techniquement.

Le classement alphabétique convient lorsqu'on connaît le nom et que l'on veut le signalement, soit pour procéder à une filature et à une arrestation ; soit pour contrôler l'état-civil fourni.

Dans le classement technique, les fiches sont classées

(1) Interview de Monsieur Léonède Ribiero parut dans la « Police parisienne » octobre 1937.

d'après les formules dactyloscopiques selon l'une des nombreuses méthodes de classement des empreintes digitales. Ces fiches permettent d'identifier l'auteur d'un délit lorsqu'on retrouve des empreintes digitales sur le terrain.

Les divers services de police de province qui n'ont pas de collection dactyloscopique ou n'ont que des collections incomplètes, n'ont qu'à envoyer au service de l'identité judiciaire les photographies des empreintes relevées sur le terrain afin que ce service procède à l'identification de leur auteur.

Ces fiches permettent également d'établir l'état-civil des cadavres inconnus ainsi que l'état-civil exact des récidivistes.

Fiche alphabétique. — La fiche alphabétique comporte au recto le nom du titulaire écrit selon la méthode phonétique, c'est-à-dire que l'on ne se base pas sur l'orthographe, il peut y avoir des erreurs dues à des différences de prononciation.

« On écrit chaque nom en tenant compte uniquement de la prononciation, dans la langue à laquelle il appartient.

On n'écrit pas les lettres doublées et les lettres muettes, et chaque lettre de l'alphabet phonétique n'a qu'une valeur et la garde toujours. Par exemple, Ohnet et Aunhayé s'écrivent également Oné ». (1)

Elle comporte l'indication des prénoms, des papiers d'identité, des antécédents judiciaires, de l'inculpation. Sur le recto il y a également la photographie, face et profil du titulaire et les empreintes digitales de sa main gauche. Sur le verso l'on trouve quelques indications anthropométriques, la description « portrait parlé », l'indication des marques particulières et des cicatrices ainsi que les empreintes digitales de la main droite.

(1) Locard. Laboratoire de police et instruction criminelle.

Fiche technique. — La fiche technique comporte sur le recto 2 cases, dans lesquelles on inscrit la formule dactyloscopique suivant laquelle la fiche est classée, des indications anthropométriques, quelques renseignements d'état-civil, les empreintes digitales de la main droite par doigts séparés et une case réservée à l'impression simultanée des 4 doigts de la main droite.

Sur le verso, la fiche technique comporte les empreintes digitales de la main gauche, par doigts séparés et simultanée, l'indication de la date à laquelle la fiche a été dressée et par qui, une case réservée aux observations.

A côté des fiches précédentes, il en existe une autre catégorie : les fiches de voie publique. Elles sont de dimensions réduites. Elles servent aux inspecteurs pour procéder aux filatures comportent des renseignements d'état-civil, la photographie face et profil et la description portrait parlé du titulaire.

Il n'y a que l'identité judiciaire qui possède une collection complète de fiches de police (alphabétiques et techniques), mais l'on trouve des collections importantes à la Sûreté Nationale ; c'est le fichier central des archives criminelles qui a été créé par le décret du 28 avril 1934 en remplacement des 7 fichiers existant dans les divers services de la Sûreté Nationale.

Au laboratoire de police de Lyon une collection de 50.000 fiches dactyloscopiques est utilisée pour l'identification par les empreintes trouvées sur les lieux.

Au laboratoire de Marseille, il existe une collection identique.

Dans les différentes brigades de police mobile il existe également des fichiers constitués par un double des fiches envoyées à Paris.

C. Bases de classement des fiches de police ordinaires

Sur toutes les fiches de police ordinaires, nous trouvons : un signalement descriptif du titulaire, non un signalement vague mais un signalement précis selon la technique du

« portrait parlé ». La classification de ces fiches est rendue possible par l'anthropométrie ou la dactyloscopie.

Nous avons déjà vu précédemment les questions se rattachant au signalement descriptif et aux marques particulières à propos de l'étude du « portrait parlé ». Nous allons étudier les deux méthodes qui sont à la base du classement : l'anthropométrie et la dactyloscopie.

a) **L'anthropométrie.** — L'anthropométrie est l'œuvre de M. Bertillon, elle est basée sur des mesurations osseuses. Il mesurait les longueurs suivantes : taille, envergure, buste (l'homme assis) longueur et largeur maxima de la tête, pied gauche, médius gauche, auriculaire gauche, cou-dée gauche, diamètre bizygomatique.

La masse des fiches est classée en trois groupes suivant les longueurs de la tête (grande, moyenne, petite). Viennent ensuite, dans chaque groupe, 3 sous-groupes déterminés par la largeur de la tête et ainsi de suite.

Cet ingénieux système de classement permet de trouver immédiatement la fiche cherchée.

A l'heure actuelle, l'anthropométrie est abandonnée à peu près partout. Depuis 1927 elle est remplacée par la dactyloscopie et les mesures anthropométriques ne sont mentionnées sur les fiches qu'à titre complémentaire.

L'anthropométrie a été abandonnée car elle présente 2 graves défauts.

Tout d'abord, ces mesures anthropométriques ne sont fixes qu'après 21 ans. On ne peut donc l'appliquer aux mineurs. Elle est difficilement applicable aux femmes, en raison des cheveux. En outre, cette méthode reposant sur des mesures ne peut offrir des garanties absolues.

b) **La dactyloscopie.** — Nous avons vu les caractères généraux de la dactyloscopie à propos de l'étude des empreintes digitales dans le Titre I.

En ramenant l'infini variété des dessins digitaux à un certain nombre de types généraux, on arrive à classer les empreintes digitales et par suite les fiches dactyloscopiques.

On peut envisager deux méthodes pour classer les empreintes digitales : un classement décadactylaire ou bien un classement monodactylaire.

Dans la première méthode, chaque fiche correspond à un individu, on fait apposer les empreintes de tous les doigts de cet individu, suivant la forme générale de chaque empreinte, on obtient la formule générale décadactyiaire d'après laquelle on classe la fiche. Ce système est très pratique pour l'identification des récidivistes, mais le gros inconvénient est, qu'il n'existe pas qu'un seul classement décadactyiaire, mais au contraire, il y a 27 systèmes employés dans les divers pays de l'univers et il vaudrait bien mieux un système unique même médiocre que cette Tour de Babel pour reprendre l'expression du Docteur Locard.

Dans le classement monodactyiaire, les empreintes d'un individu ne sont pas groupées sur une même fiche, mais chaque empreinte est sur une fiche propre correspondant à sa catégorie, ce système à un gros avantage pour identifier un criminel dans le cas où l'on ne trouve que l'empreinte d'un seul doigt. Les fichiers monodactyliars sont rares car la méthode de classement est très difficile. Il faut en effet classer les empreintes d'après le dessin du centre de la figure et non d'après l'allure générale de celui-ci comme dans le classement décadactyiaire.

On peut cependant citer le classement monodactyiaire établi par Oloritz en Espagne. Il faut considérer que le classement monodactyiaire est surtout une chose personnelle.

Il existe des fichiers à classement monodactyiaire dans la plupart des polices étrangères et dans certains pays ils sont en service depuis plusieurs années et rendent de très grands services ; voici quelques chiffres.

Le fichier monodactyiaire de Finlande groupait 3.830 fiches au 21 Décembre 1936. Sur 378 empreintes relevées sur le terrain en 1935 il a permis l'identification de 46 malfaiteurs.

Le fichier monodactyiaire de Tchéco-Slovaquie réunissait 18.000 fiches à la même date sur 39 empreintes utilisables relevées en 1934 dans 27 affaires ont permis d'identifier 13 malfaiteurs.

Le fichier monodactyiaire Suisse collectionnait 76.307 fiches au 31 Décembre 1936... sur 114 empreintes relevées

sur les lieux durant l'année il a été possible d'identifier 23 auteurs, dont 19 par les empreintes digitales et 4 par les empreintes palmaires.

Il existe également des fichiers monodactylaires importants en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, Norvège, Suède, Etats-Unis, ainsi que dans tous les états de l'Amérique du Sud.

En France la Sûreté Nationale a créé également un fichier monodactylaire à la IV^e section du contrôle général des services de police criminelle. Ce fichier collectionne simplement les empreintes des cambrioleurs et des auteurs de vols qualifiés ; individus laissant d'une façon habituelle beaucoup d'empreintes digitales sur les lieux de leurs méfaits.

Le Service Monodactylaire est divisé ainsi :

1° Un fichier alphabétique des fiches dactyloscopiques des malfaiteurs identifiés.

2° Un fichier des empreintes relevées sur les lieux ; subdivisé lui-même en 3.

a) Un classement par région territoriale et sous division par mode opératoire.

b) Un classement monodactylaire selon la forme et le type de chaque empreinte.

c) Un classement selon les particularités signaliques sans tenir compte de la forme et du type de l'empreinte.

3° Un fichier dactyloscopique par mains séparées des malfaiteurs identifiés (index - médium - annulaire).

4° Un fichier monodactylaire proprement dit avec classement par doigts séparés (pouce-index-médium-annulaire).

5° Un fichier des particularités signalétiques.

6° Un fichier des empreintes palmaires.

Pour alimenter le service monodactylaire les brigades mobiles et les services de sûreté doivent faire parvenir à Paris les fiches de tous les individus coupables ou suspects d'agressions ou de cambriolages, ainsi que les empreintes palmaires chaque fois qu'il sera possible. Pour relever ces empreintes palmaires on fait simplement apposer les

maines sur une feuille de papier, l'empreinte latente étant révélée par les procédés ordinaires.

Nous n'insisterons pas plus sur le classement monodactytaire pour nous étendre plus longuement sur le classement décadactytaire.

Il n'existe pas un classement unique mais 27, tous ont une base commune. Ils ne différencient en général que par les subclassifications, nous allons voir la méthode Vucetich qui est la plus simple et qui est en somme à la base des autres méthodes de classification. On divise les dessins digitaux en 4 catégories (qui sont du reste imposées par la biologie et qui se retrouvent dans les autres méthodes) la forme en arc qui ne comprend pas de triangle, la boucle interne qui comprend 1 triangle à droite de l'observateur, et dont les lignes se dirigent vers la gauche. La boucle externe qui comprend 1 triangle à gauche et dont les lignes se dirigent vers la droite. Les verticelles qui ont 1 triangle de chaque côté et dont les lignes forment des cercles ou des spirales. Pour obtenir la formule dactyloscopique, une empreinte en arc portera le chiffre 1 ; en verticelle le chiffre 4, sauf pour les empreintes des pouces qui sont désignées par des lettres A - I - V suivant les catégories. La lettre correspondant à l'empreinte du pouce droit, porte le nom de fondamentale et les 4 chiffres correspondants aux doigts de la main droite constituent la division. La fondamentale et la division constitue la série. Les empreintes de la main gauche forment la section : le pouce constituant la subclassification des autres doigts, la subdivision.

Voici un exemple de formule dactyloscopique :

E - 3342	E - 3432		
fondamentale	division	subclassification	subdivision
Série			Section

Lorsqu'il existe des empreintes ayant la même formule dactyloscopique on en fait la distinction en se basant sur des points concentriques, en général sur les cicatrices. Avec un peu d'habitude on arrive très rapidement et par un simple coup d'œil à ne pas confondre les empreintes

de même formule. Mais lorsqu'il y a plusieurs centaines de fiches ayant la même formule, il faut établir des sous-classifications et c'est ici que nous trouvons beaucoup de différences entre diverses méthodes. Cependant plusieurs de ces méthodes se rattachent plus ou moins à la suivante, celle de Galton Henry qui consiste à établir une classification d'après le nombre de crêtes papillaires coupées par une ligne allant du sommet du triangle, au sommet de la boucle qui se trouve en général au milieu du dessin papillaire de la phalangette.

On divise en 3 groupes principaux d'après la longueur de cette ligne.

On obtient 3 sous-groupes	{	petits jusqu'à 5 ^{mm} 9
		moyens de 6 ^{mm}
		à 7 ^{mm} 9
		grands au-dessus de 8 ^{mm} .

Le classement dactyloscopique des fiches offre une grande supériorité sur le classement anthropométrique, car on ne peut pas trouver 2 individus ayant même formule dactyloscopique, d'où très gros avantage pour identifier les récidivistes ; tandis que l'anthropométrie reposant sur des mesures n'offre, ainsi que nous l'avons vu, qu'une sécurité relative. La fiche dactyloscopique permet, en outre, ce que ne permet pas la fiche anthropométrique de retrouver un criminel, même si l'on n'a de lui que l'empreinte d'un de ses doigts.

D. Les fichiers spéciaux

Les fichiers spéciaux de la Sûreté Nationale ou plus exactement du contrôle général des services de police criminelle, sont presque entièrement l'œuvre de M. Mondamel, le directeur actuel de ce service.

Ces fichiers constituent un véritable travail de synthèse qui suppose une analyse préalable de toutes les affaires, classées ou étudiées méthodiquement, par affinités ou par *modus opérandi*.

Ils tendent, par leurs principes constitutifs à répondre utilement à la locution transmise par Quintilien.

« Quis, quid, ubi, quibus, auxiliis, au comod, quando ? »

Autrement dit :

« L'auteur, le fait, le lieu, les moyens, les motifs, la manière, le temps ».

Dans les fichiers spéciaux, les malfaiteurs visés sont répertoriés selon 2 concepts différents se rapportant :

- A) au crime considéré en lui-même ;
- B) au criminel, en tant que personnalité humaine.

La grande nouveauté de ces fichiers est de permettre l'identification si l'on possède des renseignements soit sur le criminel, soit sur le crime lui-même (modes opératoires par exemple).

Les 4 sections du contrôle général de police criminelle (1) tiennent chacune à jour un certain nombre de fichiers spéciaux que nous allons étudier séparément.

Première Section. — Elle tient à jour 4 groupes de fichiers spéciaux consacrés aux :

- A. Assassinats, meurtre et agressions à main armée.
- B. Cambriolages et vols qualifiés.
- C. Trafiquants de femmes et de stupéfiants.
- D. Terroristes.

Tous les fichiers tenus par les 4 sections répondent aux questions suivantes :

l'auteur, le fait, le lieu, les moyens, les motifs, la manière, le temps.

A. Les fiches relatives aux assassinats, meurtres et agressions à main armée, comportent un signalement très succinct concernant la victime, le lieu, l'instrument et l'auteur présumé du crime.

I. Assassinats et meurtres demeurés imprimés.

a) Localités (classées alphabétiquement)

b) victimes id.

c) instrument du crime

d) signalement de l'auteur supposé (taille, allure, accent, vêtements, auto etc...)

e) spécialités — dans les trains, de chauffeurs de taxis etc.

f) meurtriers présumés — classés alphabétiquement.

II. Agressions à main armée.

(1) Voir page 18.

Ici le classement du fichier est identique au précédent.

A ces 2 premiers groupes de fichiers en sont rattachés 2 autres concernant :

1° Les individus disparus ;

2° Les cadavres non identifiés.

1° Individus disparus :

Ils sont classés par ordre alphabétique. Chaque fiche comporte des renseignements signalétiques et anthropométriques ainsi que la date et les circonstances de la disparition.

2° Cadavres non identifiés :

Ils sont classés selon l'âge apparent : naissance paraissant antérieure à 1870 - de 1870 à 1874 - de 1875 à 1879 etc... de 5 ans en 5 ans.

Chaque fiche comporte également des renseignements signalétiques et anthropométriques, le lieu et les circonstances de la découverte du corps et les causes apparentes de la mort.

B. Cambriolages et vols qualifiés :

L'ensemble des fichiers concernant les cambriolages et les vols qualifiés est réparti en 3 groupes :

- | | | |
|-----------------|---|--------------------|
| I. Cambrioleurs | } | de coffres-forts, |
| | | de bijoux, divers. |
| II. Malfaiteurs | } | professionnels |
| | | réceleurs |

III. Objets et pièces d'identité volés.

I. **Cambriolages.** — Cambriolages de coffres-forts.

Les fiches sont réparties en 2 groupes : auteurs inconnus, auteurs identifiés.

Les fiches sont analogues aux fiches précédentes et comportent à peu près, les mêmes renseignements. Il y a lieu simplement de noter que les fiches concernant les cambriolages de coffres-forts fournissent des renseignements sur les modes opératoires, car la loi de spécialisation joue beaucoup chez les cambrioleurs et l'on remarque

que les perceurs de coffre-forts opèrent toujours de la même manière et avec les mêmes procédés. Il est donc de la plus grande utilité de mentionner ces derniers.

Cambriolages de bijouteries.

Ici, le classement des fiches est le même et comporte la mention du mode opératoire.

Cambriolages divers.

Ici la fiche comporte, en plus, un classement par lieux

Cambriolages de bureaux de postes,

» » » » perceptions,

» d'entrepôts de tabacs,

» d'églises, de musées, de gares,

» de châteaux, etc...

et cela, à cause de la même loi de spécialisation.

II. Malfaiteurs

{ professionnels,
recéleurs.

Les malfaiteurs professionnels font l'objet de 5 fichiers.

a) **Identifiés.** — Ils sont classés alphabétiquement avec photographie et désignation des affaires auxquelles ils ont été mêlés.

b) **Sommiers judiciaires** qui sont constitués par les fiches alphabétiques des cambrioleurs poursuivis, indiquant les condamnations encourues.

Les fichiers c. et d. sont les fichiers signalétiques.

Le premier pour les malfaiteurs identifiés.

Le deuxième pour les malfaiteurs non identifiés.

Tous deux relatent les particularités signalétiques frappantes concernant la taille, l'aspect physique, l'allure, le vêtement, les moyens de transport habituels.

Ces fiches comportent également des renseignements sur l'affaire et, si possible, une photographie du malfaiteur. Elles sont destinées, ayant un caractère anthropométrique et signalétique, soit à l'usage des fonctionnaires de la police connaissant le portrait parlé, soit pour être présentées aux victimes.

Selon la destination qui leur est dévolue, le mode de classement et les traits caractéristiques mis en relief changent.

Lorsque l'on veut présenter la fiche signalétique d'un malfaiteur (voleur à la tire, à l'américaine, rat d'hôtel etc...) à sa victime, à un témoin ou à un complice, seules seront mises en relief les particularités physiques apparentes ou exceptionnelles ; car, il est très difficile pour une personne n'ayant pas reçu l'enseignement spécial du portrait parlé de donner le signalement d'un individu, et de relever dans celui-ci les points caractéristiques capitaux.

Il a fallu procéder parmi la multitude des caractères d'identification à la sélection de certains d'entre eux qui, dans la majorité des cas, attirent plus spécialement l'attention des plaignants.

Les fiches sont classées suivant : la taille (petite, très petite, grande ou très grande), l'allure (boiteuse, pied-bot, bossu, tics) ; l'ankylose ; les amputations ; le langage (accent, bégaiement) ; le teint du visage ; le type de race.

Ensuite sont classées les particularités détaillées du visage et les marques particulières qui permettront de compléter la description de l'individu : cheveux, nez, bouche, menton, oreilles, profil, face, yeux, marques particulières.

La description de tous ces caractères particuliers est très simple, car elle s'adresse à des personnes ignorant la discipline spéciale du portrait parlé. Pour l'oreille, par exemple, on indiquera simplement si elle est froissée ou a lobe fendu tandis que nous avons vu qu'une personne connaissant le portrait parlé peut donner le signalement d'un individu uniquement par la description de son oreille.

Les fiches signalétiques à l'usage des fonctionnaires connaissant le portrait parlé sont plus précises et par ce fait même moins simples. Elles servent, le cas échéant à identifier les malfaiteurs gardés à vue sans attendre le résultat des recherches pratiquées dans les collections dactyloscopiques, par les services de l'identité judiciaire ; car, il est très fréquent que des récidivistes fassent de fausses déclarations d'état-civil à chacune de leurs arrestations. Dans ce cas, les services de l'identité judiciaire sont obligés de rechercher dans leurs collections dactyloscopiques pour

vérifier l'identité, recherches souvent assez longues et incompatibles avec les nécessités du service et la rapidité de l'enquête. C'est pour obvier à ces inconvénients que l'on a créé des fichiers spécialisés d'un volume assez réduit comportant les photographies anthropométriques classées selon les particularités signalétiques et d'après la technique du portrait parlé.

Ces fichiers qui rendent de grands services pour l'identification rapide des malfaiteurs, prennent, à l'heure actuelle, une très grande importance. Pour fixer les idées, celui relatif aux voleurs à la tire comprend environ 3.000 fiches.

Ces fiches sont, tout d'abord, divisées par décades suivant la date de naissance vraie ou apparente de l'individu.

La première tranche comprenant ceux, nés avant le 31-12-1879 ; la deuxième ceux nés entre le 1-1-1880 et le 31-12-1889 etc...

La deuxième division a lieu en classant d'après les nationalités. On obtient 5 groupes de fiches.

1. France et Belgique.
2. Espagne, Portugal, Amérique latine.
3. Italie.
4. Groupe anglo-saxon.
5. Groupe alemanique et divers.

La troisième division a lieu suivant la classification signalétique.

Tout d'abord, on élimine un certain nombre d'individus ayant des particularités signalétiques rares : profil continu (profil grec), visage grelé, balafre, nez dévié etc...

Les individus n'ayant pas de particularités signalétiques saillantes sont classés selon la terminologie créée par Bertillon pour le portrait parlé (1).

Après en avoir ainsi terminé avec les fichiers signalétiques autrement dit les fichiers c. et d. relatifs aux malfaiteurs professionnels, nous allons continuer par le cinquième fichier, fichier e. relatif à la même catégorie de délinquants.

(1) Voir : portrait parlé.

Le fichier e. concerne les malfaiteurs en observation au service des garnis. Chaque fiche indique les motifs ainsi que les affaires se rapportant à la surveillance organisée.

Les recéleurs. — Ils sont classés en : recéleurs de titres, de bijoux, de vêtements et tissus, de divers objets. Chaque fiche comporte, outre la photographie des indications brèves sur les diverses affaires auxquelles le recéleur a été mêlé.

III. **Objets et pièces d'identité volés.** — Nous trouvons 6 nouveaux fichiers

- 1) armes,
- 2) postes de T. S. F.,
- 3) bijoux,
- 4) montres,
- 5) billets de banque,
- 6) pièces d'identité.

Ils sont, dans leur ensemble, semblables aux fichiers vus précédemment et il est donc inutile d'insister davantage à leur sujet.

C. **Trafiquants de femmes et de stupéfiants.** — Cet organe tient à jour les répertoires suivants dont chaque fiche comporte une photographie de face et de profil ainsi que des renseignements brefs concernant l'activité du titulaire et les affaires auxquelles il a été mêlé.

I. **Trafiquants de femmes.** — On distingue les traitants et les placeurs qui sont classés par ordre alphabétique.

Nous trouvons ensuite un fichier général signalétique où tous les trafiquants de femmes sont classés, comme les cambrioleurs, selon leurs particularités signalétiques.

II. **Trafiquants de stupéfiants.** — On distingue :

- a) les trafiquants internationaux ;
- b) les trafiquants n'agissant que sur le territoire français ;
- c) les intoxiqués. Ce fichier étant subdivisé lui-même en 3 autres :
 - alpha*) classement alphabétique ordinaire ;
 - bêta*) classement alphabétique avec sous classement par professions ;

gamma) classement alphabétique avec sous classement par départements.

D. Terroristes internationaux. — Les individus signalés sont répartis en 3 groupes :

a) Les groupements terroristes (classés alphabétiquement par état avec indication de l'importance et de la composition).

b) Les journaux et autres organes terroristes (classés de façon identique avec les mêmes renseignements).

c) Terroristes individuels, classés par état, par groupement terroriste alphabétiquement.

Deuxième section. — Elle s'occupe de 4 branches particulières de l'activité criminelle :

A. Vols d'automobiles ;

B. Voleurs, Rats d'htels etc... ;

C. Frandeurs envers la douane ;

D. Trafic illicite d'armes.

A. Vols d'automobiles. — Trois rubriques sont consacrées à ce genre de délit :

1) Automobiles volées. Dans cette première rubrique nous trouvons 4 fichiers dans lesquels sont répertoriés les voitures volées selon :

a) le n° des chassis ;

b) le n° des moteurs ;

c) le n° des carosseries ;

d) le n° d'immatriculation.

2) Spécialités de vols d'automobiles classés alphabétiquement.

3) Fichier répertoriant les cartes grises volées.

B. Voleurs divers, voleurs à la tire etc. — Ces fichiers sont réservés aux individus tombant directement sous le coup de l'article 401 du code pénal (soustraction frauduleuse de la chose d'autrui, sans l'emploi d'artifices ou de manœuvres extérieures) autrement dit les « voleurs ».

Le classement des fiches concernant les voleurs est assez complexe.

Nous trouvons, tout d'abord, une série de fichiers réservés aux voleurs divers. Les fiches alphabétiques y sont

réparties en plusieurs catégories suivant les objets volés (fiches des voleurs, de bicyclettes, à bord des navires etc.)

Nous trouvons ensuite une série de 5 fichiers concernant les voleurs au préjudice des bijoutiers. Les fiches alphabétiques des délinquants sont réparties suivant l'un des 6 principaux modes opératoires employés par cette catégorie de voleurs :

- a) à la cire molle ;
- b) à la détourne ;
- c) au chèque sans provisions ;
- d) à la substitution ;
- e) au « tic-tic » (le voleur simule une crise d'épilepsie pendant qu'opère un complice) ;
- f) à la confiance (le voleur se fait accompagner à son hôtel par le bijoutier, se fait remettre les bijoux sous un prétexte quelconque et disparaît).

Voleurs à la tire. — Ici il y a 3 grandes divisions des fiches : hommes - femmes - nord-africains.

Dans chaque groupe, la répartition se fait selon les modes opératoires principaux employés par les voleurs à la tire (opérant au rasoir - dans le métro - sur les champs de courses etc.)

Rats d'hôtels. — Les fiches sont classées alphabétiquement.

Voleurs à l'américaine, à l'italienne, aux billets périmés.

Tricheurs aux cartes. — Pour ces 4 catégories de délinquants, les fiches sont classées alphabétiquement. En outre il existe pour eux des collections de photographies, réunies sous forme d'albums pouvant être expédiés très rapidement les coupables.

Pour tous les voleurs, il existe également, comme pour les trafiquants de femmes et les cambrioleurs, 2 fichiers, signalétiques destinés soit aux victimes et aux témoins, soit aux fonctionnaires connaissant le portrait parlé.

C. Fraudeurs envers la douane. — La subdivision des fiches a lieu par frontières et par moyens de transport de marchandises.

D. Trafic illicite d'armes. — Les fiches alphabétiques sont

classées par années, (des fabricants, des trafiquants, des acheteurs) et par pays.

Troisième section. — Elle tient à jour les fichiers spéciaux ayant trait :

- A. au faux monnayage ;
- B. aux escroqueries et vols de valeurs fiduciaires ;
- C. aux faux en général.

A. Faux monnayage. — Toutes les affaires de faux monnayage, sont, en vertu des conventions internationales (convention de Genève du 20 avril 1929) centralisées à l'office central national du faux monnayage.

Nous trouvons 6 grandes catégories de fiches :

a) Un classement individuel des faux monnayeurs identifiés. On y distingue les contrefacteurs, les falsificateurs et les émetteurs.

Ils sont divisés en français et étrangers et classés alphabétiquement.

b) Un classement des faux monnayeurs par pays. Ils sont divisés également en contrefacteurs, falsificateurs, émetteurs ; classés par pays et, pour chaque pays alphabétiquement.

c) Un classement par pays, de pièces et billets contrefaits. Les fichiers sont analogues aux fichiers précédents avec un classement supplémentaire par fausse pièce ou faux billet émis.

d) Un classement alphabétique des individus suspectés de se livrer au faux monnayage.

e) Un classement des ateliers de faux monnayage découverts en France.

f) Un classement des fausses pièces françaises de monnaie d'après la nature et les résultats de l'expertise faite à l'Hôtel des Monnaies à Paris.

B. Escroqueries et vols de valeurs fiduciaires. — Ici les sous classifications sont très poussées à cause de la très grande variété d'aspects que peuvent prendre ces délits. C'est pour cela que nous n'entrerons pas dans les détails.

On distingue tout d'abord :

I. **Les escroqueries financières.** — Ici sont classées les diverses opérations sur titres et sur marchandises ainsi que les délits variés qui constituent des escroqueries financières.

II. **Les escroqueries diverses.** — Sous cette rubrique sont classés les divers faits qui rentrent dans la définition de l'escroquerie.

Nous trouvons ensuite dans la troisième section toute une série de fichiers ayant trait aux vols de titres et aux faux. Dans les diverses rubriques, il y a un classement alphabétique des faussaires avec photographie ainsi que des renseignements sur les affaires intéressées.

La troisième section possède également, comme les précédentes, un fichier signalétique double où sont répertoriés tous les escrocs ainsi que des albums photographiques portatifs qui permettent à la victime d'un escroc de reconnaître rapidement celui-ci.

Quatrième section. — Cette section a une très grande importance. C'est elle qui est chargée de s'occuper des malfaiteurs internationaux.

L'arrêté du 19 Décembre 1929 institue un bureau central national chargé de réunir la documentation concernant les malfaiteurs cosmopolites. Ce service, est le seul qualifié pour correspondre avec les polices étrangères. Cela supprime l'intermédiaire diplomatique.

Cette section est une sorte d'annexe du bureau international de Vienne créé à la suite du Congrès de 1923, qui décida, dans chaque état, la création d'un office central de police criminelle annexe du bureau de Vienne.

La quatrième section prend une importance croissante vu la criminalité internationale.

Elle tient à jour plusieurs fichiers :

A. **fichier de sûreté publique internationale**, qui se divise en 2 rubriques principales.

La première s'occupe des individus recherchés.

La deuxième des objets volés ou disparus (bijoux, tableaux, passeports etc...)

Outre ce fichier, la quatrième section, possède également des fichiers signalétiques doubles, identiques à ceux déjà étudiés, où sont classés les malfaiteurs internationaux.

La quatrième section ne s'occupe pas uniquement des malfaiteurs internationaux, elle tient à jour le bulletin de police criminelle que nous avons déjà vu.

Le fichier des nomades.

Le fichier des carnets anthropométriques des nomades.

Le fichier des forains.

— CONCLUSION —

Au cours de cette étude, nous avons examiné quelques-unes des méthodes policières permettant l'identification des auteurs d'après l'étude des indices ; quelques-unes seulement, car il ne saurait être question de limiter par une énumération le nombre des indices qui peuvent être étudiés en criminalistique et de chaque méthode afférente à leur étude.

Dans les deuxième et troisième parties de notre étude nous avons examiné le portrait parlé et les fichiers de police. A propos de leur étude, nous n'avons à soulever aucun problème juridique particulier.

Les méthodes étudiées dans la première partie, à savoir l'étude des indices, ont, non seulement un but policier : retrouver la piste de l'auteur, mais également un but judiciaire : démontrer que l'inculpé est réellement le coupable, et ce, par l'établissement de la preuve indiciale.

L'expert aura un très grand rôle dans les affaires criminelles, mais, quelle devra être l'attitude du juge devant la déposition de l'expert.

Selon Ferri, il devrait exister des collègues d'experts. « Les conclusions du rapport fourni par le collègue seraient obligatoires pour les juges dans leurs parties techniques et éventuelles » (1).

Nous voyons que le rôle du juge dans l'école positiviste italienne est considérablement diminué. Elle aboutit à la suppression de l'intime conviction. Cette école reproche au système de l'intime conviction de « délivrer la conscience du juge et du juré de toute obligation relativement aux preuves » (1).

(1) Ferri. Sociologie criminelle.

Elle veut remplacer la preuve sentimentale par intime conviction, par la preuve scientifique, « c'est alors l'expert qui aura le grand rôle dans le procès pénal, le juge et le jurv ne faisant qu'intérimer les conclusions de l'expert » (1).

Si l'on rejette le principe de l'intime conviction, à chaque développement de procédé scientifique correspondra un recul de l'importance du juge, et, le jour où l'on pourra scientifiquement déceler le mensonge et établir la vérité, le rôle du juge sera égal à zéro.

A l'heure actuelle, on arrive à déceler le mensonge, et ce, par deux procédés.

Tout d'abord à l'aide d'une machine enregistreuse, sorte de systomographe très précis qui enregistre le trouble organique produit par l'émotion consécutive au mensonge.

Le deuxième procédé consiste à plonger, à l'aide d'une drogue appropriée, le sujet dans une sorte d'état second, dans lequel il perd tout contrôle, ce qui permet de connaître ses pensées les plus intimes.

Ces deux procédés ne sont pas absolument certains. Le systomographe pourra déceler un mensonge là où il n'y a seulement que de la peur. L'état second prédispose à l'auto-accusation délirante. Ils ne sont employés à l'heure actuelle que dans les laboratoires de psychiatrie et n'ont pas reçu d'application pratique (2). On peut, cependant, supposer en toute logique qu'un jour viendra où, scientifiquement, le mensonge sera décelé. Quel sera alors le rôle du juge ? Nul si l'on rejette l'intime conviction.

Le machinisme à l'endroit du mensonge serait producteur de vérité, le doute serait vaincu mais, humainement, cela

(1) Selon Ferri, le juge devrait uniquement constater à quelle catégorie anthropologique (criminel né, d'occasion etc.) le délinquant appartient, et, par suite, quel degré de témébilite et de réadaptabilité sociale il présente.

(2) Aux Etats-Unis, le gouverneur de l'Etat de New-York avait subordonné la grâce d'un condamné à mort au verdict de la machine à déceler le mensonge. Le verdict fût coupable avant de mourir, le condamné avoua.

est critiquable, la machine utilisée en matière morale développera la colère individuelle, la haine sociale.

Rapidement, confusément, on verra le retour à une sorte de barbarie, d'inquisition. Il est dangereux de violer le secret des hommes, de déchirer brutalement le voile de l'âme humaine.

En matière judiciaire, l'appréciation du mensonge relève du magistrat et non du médecin. L'expert donne son avis et non pas une certitude. Pratiquement, dans le domaine moral, le juge doit garder toute son indépendance et douter des valeurs mathématiques. Il doit se douter des scientifiques qui ne sont que des croyants (1).

Nous rejetons donc la thèse de l'école positiviste Italienne et restons fidèle au principe de l'intime conviction du juge et du jury.

La science ne doit pas supplanter le juge, elle doit l'aider dans sa tâche difficile, mais le juge ne doit pas ignorer la science ni l'aider qu'il peut attendre d'elle. Il faut qu'il connaisse le degré de sécurité offert par chaque procédé technique policier.

Nous pouvons également dire la même chose pour le jury. Il serait à souhaiter que les jurés aient un niveau intellectuel suffisamment élevé, qu'ils connaissent les procédés de la police technique et de la preuve indicielle, par les revues scientifiques et les ouvrages spécialisés (2).

Nous dirons donc que les juges et les jurés doivent connaître les procédés techniques et leur valeur, afin qu'ils ne montrent pas, devant les dépositions des experts, une défiance irraisonnée ou une confiance trop absolue. Ils

(1) Docteur R. Berron. De l'hôpital psychiatre de Nantes. Les Echos de la Médecine. Avril 1938.

(2) Le Docteur Locard est d'avis de faire connaître au grand public les procédés policiers modernes, pour que le public sache comment il est défendu et pour donner à réfléchir aux candidats au crime. Mais cette vulgarisation serait également utile pour permettre l'éducation scientifique des jurés éventuel.

ne doivent jamais abdiquer leur pouvoir de contrôle et leur indépendance morale.

Nous terminons cette étude en formulant un vœu relatif à l'organisation de la Police Judiciaire française. Il serait, à notre avis, très utile à unifier cette dernière et de supprimer la dualité existant entre la Sûreté Nationale et la police judiciaire parisienne.

La Police Judiciaire commence une enquête dans la capitale, quelques jours après, elle est obligée de transmettre le dossier à la Sûreté Nationale parce que l'affaire à des ramifications en province.

La Sûreté Nationale qui assure la police de toute la France n'a pas de sommiers judiciaires ni de laboratoire technique, elle est obligée de s'adresser à la police judiciaire.

Il y a là une situation paradoxale très fâcheuse qui disparaîtrait en unifiant la police française. La police judiciaire parisienne devrait être rattachée à la Sûreté Nationale ; de cette façon, l'enquête commencée à Paris pourrait être poursuivie en province sans avoir à effectuer des transferts de dossiers constants entre le quai des Orfèvres et la rue de Saussaies.

Cela éviterait des pertes de temps dans les enquêtes criminelles et assurerait une répression plus efficace car plus rapide.

BIBLIOGRAPHIE

- BOUZAT P. — Revue de science criminelle et de droit pénal comparé — Avril-Juin 1937.
- CLAPS. — Les indices dans le procès pénal — Lyon 1931.
- ELVENSPOECK. — Crime et police d'Outre-Rhin — 1935.
- FERRI. — La sociologie criminelle.
- GARRAUD. — De la preuve par indices — Lyon 1913.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique de droit pénal.
- GIERSON (Francis). — La police judiciaire française — 1935.
- ICARD (Séverin). — Le cérumen au point de vue médico-légal — Annales d'hygiène publique et de médecine légale — Juin 1921.
Le cérumen, moyen d'identification — La nature 1921 - Tome I.
- LOCARD. — Laboratoires de police et instruction criminelle — Lyon 1913.
Traité de criminalistique — 6 vol. 1931-1932-1934.
L'enquête criminelle et les méthodes scientifiques — 1920.
Manuel de technique policière — 1934.
La police et les méthodes scientifiques — 1934.
- MACHE A. — Expertise scientifique des documents et œuvres d'art 1933.
- REISS R.-A. — Manuel de police scientifique.
- RHODES (Henri). — La science et les recherches criminelles — 1936
La police scientifique — 1937.
- ROUGE (Marcel). — La Sûreté Nationale — Dijon 1935.
- VIGOUROUX. — De la preuve scientifique dans l'instruction criminelle préalable — Montpellier 1931.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction	5
Titre préliminaire. — Section I : Personnel de police spécialisé	10
Chapitre I. — Fonctionnaire de la préfecture de police	11
Chapitre II. — Fonctionnaire de la Sûreté Na- tionale — Police mobile	15
Contrôle général des services de police criminelle	17
Chapitre III. — Des experts	21
Chapitre IV. — Rôle des gendarmes et des fonctionnaires de police municipaux	25
Chapitre V. — Formation technique du person- nel de police spécialisé dans les enquêtes criminelles	27
Section II. — Ressources en matériel et moyens de liaison	33
I. Laboratoire de la préfecture de police	33
II. Laboratoires de police technique de Lyon et Marseille	35
Moyens de liaison	41
A) Bulletins de liaison	41
B) Moyens de transmission	43
Titre I. — Procédés ayant pour but de découvrir le crime et d'en identifier son auteur d'après l'étude des traces et des divers indices laissés sur les lieux	47
Valeur de la preuve par indices	48
Chapitre I. — Recherche des indices	53
Chapitre II. — Etude des indices	55
A) Empreintes papillaires	55

	Pages
a) empreintes digitales	56
b) empreintes palmaires	74
c) empreintes plantaires	76
B) Les traces	76
a) traces de pas	76
b) traces de chaussures	77
c) traces de véhicules	82
d) traces de traînage	82
C) Objets ou substances laissés par l'auteur	84
a) vêtements	84
b) poils	84
c) vestiges laissés par les armes	86
d) taches et poussières	92
e) taches de sang	97
f) taches de sperme	103
D) Documents écrits	104
I. falsification soustractive physique	105
II. falsification soustractive chimique	106
III. falsification additive	108
IV. faux par surcharge	109
V. faux par imitation libre	111
VI. faux par calque	114
VII. lettres anonymes	116
Titre II. — Procédés techniques ayant pour but de retrouver rapidement un individu recherché	119
TITRE III. — Les fichiers de police	129
A) Quels sont les individus dont on établit la fiche	130
B) Fichiers de police ordinaires	131
C) Bases de classement des fiches de police ordinaires	131
a) anthropométrie	134
b) dactyloscopie	134
D) Fichiers de police spéciaux	138
Conclusion	151

Vu : *le Président de Thèse* :
Montpellier, le 12 mai 1938
A. LEGAL.

Montpellier, le 12 mai 1938

Vu : *le Doyen* :
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer
Montpellier, le 13 mai 1938

Le Recteur
PARISELLE.

— : : — : : —

EDITIONS NOTRE-DAME

26, Rue Notre - Dame — NIMES

— : : — : : —

